

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LA LOI PÉNALE

Thèse pour le Doctorat en Droit

(Sciences politiques et économiques)

présentée et soutenue le 12 mars 1930, à 2 heures.

PAR

Jean BEDOUR

JURY :

Président : M. DONNEDIEU DE VABRES, professeur.

Suffragants : MM. HUGUENEY, professeur.

ROUAST, professeur.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, (v°)

1930

**Les Accidents du Travail
et la Loi Pénale**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LA LOI PÉNALE

Thèse pour le Doctorat en Droit

(Sciences politiques et économiques)

présentée et soutenue le 12 mars 1930, à 2 heures.

PAR

Jean BEDOUR

JURY :

Président : M. DONNEDIEU DE VABRES, professeur.

Suffragants : MM. HUGUENEY, professeur.

ROUAST, professeur.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, (v°)

1930



A MES PARENTS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Depuis que la loi du 9 avril 1898 a institué au profit des ouvriers victimes d'accidents du travail un système de réparation que l'évolution parallèle de la législation et de la jurisprudence rend chaque jour plus équitable et plus complet, des problèmes à l'origine imprévus ont surgi.

La besogne la plus urgente était bien de fixer les limites d'application de la nouvelle loi, de formuler les règles qui présideraient au calcul des indemnités, d'arrêter les détails de procédure : patiemment, le juge donna des solutions à tous les points litigieux. Mais la vie juridique apporte à chaque instant des aliments aux méditations des sages.

Dès la mise en vigueur de la loi, les praticiens de l'assurance constatèrent des abus. Ils les considérèrent d'abord comme la part inévitable de la fraude dans toutes les institutions sociales. Mais, plus récemment, les scandales se multiplièrent, projetant une lumière crue sur une organisation systématique de l'escroquerie, sur une exploitation scientifique de la grande loi bienfaisante. L'opinion publique s'étonna quelque temps de cette révélation; elle s'en détourna vite vers d'autres objets. Mais l'attention des juristes et des sociologues s'y attarda : on mesura et l'étendue du mal et sa gravité. Certaines Compagnies d'assurances, désireuses de diminuer la progression inquiétante des sinistres, déclarèrent hardiment la guerre aux faux blessés et à leurs dangereux complices, les médecins des cliniques véreuses qui avaient réussi par leur honteux commerce à réaliser d'énormes bénéfices. Et cette cam-

pagne, issue d'une préoccupation égoïste et commerciale, se trouva, par l'opportunité de ses résultats, présenter le plus vif intérêt social.

Les parquets, saisis par les Compagnies plaignantes, firent alors appel au Code Pénal dont les vieux textes, plus souples que les dispositions législatives récentes, s'adaptèrent une fois de plus à une situation nouvelle. Ainsi il devint nécessaire de préciser à l'occasion de chaque plainte, les rapports que doivent entretenir la loi pénale et la loi du 9 avril 1898. Mais si les nécessités de la répression avaient imposé pour sanctions aux abus le Code de 1810, il y eut accessoirement à retenir contre les prévenus des infractions spéciales que la législation des accidents du travail avait définies, et du même coup, l'attention se reporta vers des dispositions que l'on avait un peu perdues de vue.

Le but de cette étude est d'examiner sous ses deux angles différents, la répression de la fraude dans les accidents du travail, d'étudier d'abord les textes de la loi pénale dans leurs applications à cette matière, puis de faire une esquisse du système répressif organisé par la législation spéciale.

L'intérêt pratique et théorique de pareille étude, qui n'a été tentée que fragmentairement, est manifeste, au moment où l'on se prépare en France à mettre en vigueur les Assurances Sociales.

Trop d'obstacles se sont élevés contre cette œuvre généreuse pour que ses premiers résultats en soient faussés par les profiteurs et les escrocs.

Il s'agit donc, pour éviter des abus, qui dans cette matière auraient une portée incalculable et seraient capables de faire échouer la réforme, s'efforcer de détruire les entreprises malsaines que nous allons décrire. Sans doute, rien n'empêchera les fraudes individuelles qui sont inévitables : la sévérité des Tribunaux peut seule en diminuer le nombre. Mais il faut supprimer radicalement le mal en

préconisant des mesures nouvelles qui seraient de nature à réprimer non seulement le manquement caractérisé à la défense de la loi pénale, mais surtout l'atteinte aux règles déontologiques dont la profession médicale exige le respect absolu.

Pour préparer la voie à ceux qui — sociologues ou médecins — travaillent à ce grand œuvre, il n'est pas inutile d'examiner du point de vue juridique la consistance des délits que l'on tend à supprimer. C'est en étudiant avec soin les multiples formes sous lesquelles peuvent se présenter les abus, en distinguant les hypothèses qui ne tombent pas sous le coup de la loi pénale, de celles qui sont visées par des textes précis, en replaçant les délits de droit commun dans le cadre prévu par la loi de 1898 dont le système répressif est très particulier, qu'il sera possible de présenter une esquisse des remèdes qui pourraient être tentés et d'apporter ainsi une pierre, modeste, au monument que d'autres plus qualifiés ont entrepris d'édifier.

PREMIERE PARTIE

**LE DELIT D'ESCROQUERIE
DANS LES ACCIDENTS DU TRAVAIL**

CHAPITRE PRELIMINAIRE

S'il est vrai que la vie économique moderne tend à l'élimination de l'entreprise individuelle et à la création de puissants organismes anonymes, le passage à ce dernier état de l'évolution ne se réalise pas sans heurts ni sans protestations. Tout ce que l'âme conserve d'intimement traditionnaliste redoute ces immenses sociétés, dont le but affiché est la poursuite du profit, qui ayant une place prépondérante dans les marchés ont peu à peu supprimé l'artisan d'autrefois et l'ont réduit au salariat. Cette révolte bien platonique de l'esprit contre un fait social irrésistible est surtout vive dans les pays latins où l'individualisme persiste avec ténacité, où de longues années il a nui aux conceptions industrielles de grande envergure.

Qui s'étonnerait dans ces conditions de la défaveur qui entoure ces sociétés et leurs membres ? Ne voit-on pas à chaque instant les électeurs exiger des pouvoirs publics des mesures fiscales et administratives qui en sont la manifestation, et, lorsque certaines sont trop prospères, inciter l'Etat à s'arroger le monopole de leurs opérations ?

A côté de ces attaques collectives, soigneusement préparées par d'incessantes campagnes de presse, ces puissants organismes ont toujours été poursuivis de la haine agissante de chaque particulier ; il en est résulté une tournure générale d'esprit qu'il est bien curieux d'observer : alors que ces sociétés, par les moyens techniques et financiers qui sont à leur disposition, prennent une place toujours plus envahissante et constituent réellement une forme

nécessaire de la production, l'on voit dressée contre elles la masse de ceux qu'elles emploient, qu'elles concurrencent, qu'elles soutiennent.

Il est ainsi presque passé dans les mœurs de les combattre par tous les moyens; et beaucoup, comme d'une victoire personnelle, se félicitent d'un gain perçu à leur détriment et se réjouissent de la mauvaise fortune qui frappe l'une d'elles.

Cet état d'esprit explique l'indulgence de l'opinion publique à l'égard des délits qui sont commis au préjudice de ces Sociétés. On comprend mieux aussi l'importance des fraudes dont elles sont les victimes.

Elles se manifestent dans les domaines les plus divers et admettent des nuances infinies de gravité. Si parfois elles revêtent des formes timides où elles longent avec soin les confins du Code Pénal, il en est d'autres plus hardies où elles bravent sans frémir la Justice répressive.

Pourtant, le plus sévère trouve pour le coupable des circonstances atténuantes : il n'est pas jusqu'à la richesse du plaignant, jusqu'à ses gros bénéfices, jusqu'à son mystérieux anonymat qui ne servent d'excuses; sans approuver, on cesse de s'indigner.

Il en résulte fatalement que, sous ces influences de l'opinion, la conscience individuelle se trouve en maintes occasions désorientée et ne saisit plus nettement la défense de la loi. On hésite sur son devoir. Quel honnête homme, incapable de frustrer quiconque de la moindre somme, croit trahir sa règle de conduite, en maquillant sa comptabilité, en déclarant faussement ses bénéfices aux Agents de l'Administration, en fraudant honteusement le fisc ? Combien de Chefs d'Entreprises font connaître exactement à leur assureur, en vue du calcul de la prime, le montant des salaires qu'ils ont versés à leur personnel !

Et les exemples pourraient être multipliés sans n'ajouter rien que l'impression de leur nombre, à notre démonstration. L'essentiel est de constater à

la fois l'existence de la fraude et la complaisance de l'opinion à l'excuser et à la pardonner.

En cherchera-t-on la cause, lointaine et inavouée, en de certaines doctrines politiques ou sociales qui auraient approuvé tous les moyens d'abattre ces organismes d'oppression ? Y verra-t-on seulement, en face des collectivités tentaculaires, un sursaut de l'individualisme agonisant ? Dira-t-on avec les optimistes que c'est là simple épidémie malsaine et aberration passagère de la conscience collective qui se reprendra vite après la crise morale de l'après-guerre ?

Le problème pourrait séduire le philosophe. Pour le juriste, il suffit qu'il ait été posé. Aussi bien l'analyse est-elle un peu déroutée par des faits sociaux si complexes, si fugitifs, aux manifestations si insaisissables, lorsque surtout l'observateur est contemporain des phénomènes qu'il décrit.

Mais le juriste sert le sociologue : il apporte les monographies nécessaires à l'œuvre de généralisation que le second poursuit.

C'est pourquoi il nous a semblé utile et intéressant d'étudier, parmi les délits causés au préjudice des organismes collectifs, quelques-uns de ceux dont les compagnies d'assurances sont victimes et sur lesquels de récents scandales, terminés par des condamnations retentissantes, ont appelé l'attention. Il s'agit de fraudes dirigées contre elles dans les accidents du travail qui depuis la mise en vigueur de la grande Loi du 9 Avril 1898 ont offert à leur activité un champ illimité.

I

Il n'est pas surprenant que les Compagnies d'Assurances, qui les premières dans nos pays occidentaux ont fourni l'exemple des grandes Sociétés modernes, aient été victimes de fraudes nombreuses.

Elles ont acquis, il faut le reconnaître, au cours de

leurs démêlés célèbres avec leurs assurés au cours du XIX^e siècle, grâce à des habitudes de chicane aujourd'hui périmées et grâce aussi à leur connaissance parfaite des ressources juridiques les plus subtiles une robuste impopularité encore attachée à leurs initiatives les plus louables. J'irais volontiers jusqu'à dire que cette impopularité transportée dans les prétoires, a joué dans l'évolution de la Jurisprudence (notamment sur l'interprétation des contrats et sur la responsabilité des automobilistes) un rôle de première importance.

Aussi, furent-elles dès l'origine en butte à de coupables entreprises qui d'ailleurs trouvaient un terrain tout préparé dans leur passivité à se défendre. Tantôt, elles craignaient que des sanctions pénales prononcées contre certains de leurs clients ne fussent désastreuses pour leur prospérité commerciale. Tantôt, elles s'avouaient impuissantes à agir assez rapidement pour dépister la tromperie, la signaler au Parquet et en exiger la sanction. Le développement de leurs affaires, en amenant dans leurs bureaux une division très accentuée du travail, avait produit aussi la dispersion des efforts. La surveillance des accidents avait été confiée à des employés subalternes, qui, n'ayant pas de responsabilité, ne se souciaient pas de compliquer leur besogne journalière d'incidents délicats et absorbants : leur zèle même n'eût-il pas été trop de fois inopérant pour mettre en marche les rouages compliqués de la machine administrative à laquelle ils appartenaient ?

Enfin, par la nature même de ses opérations, l'assureur est plus que tout autre exposé à la fraude. Et les textes rigoureux du Code de Commerce, issus des règles séculaires incrites au « Guidon de la Mer » et consacrées par les coutumes maritimes, constatent en les réprimant les dangers contre lesquels l'assureur doit se défendre.

De même, lorsqu'au XIX^e siècle les assurances ter-

restres prirent l'essor que l'on sait, les Tribunaux eurent souvent à connaître de fraudes commises à l'encontre des Compagnies : ce fut surtout une floraison d'incendies volontaires que les jurys durent réprimer sévèrement.

Les abus étaient moins fréquents dans l'assurance sur la vie et dans l'assurance contre les accidents, branches alors naissantes.

Nous trouvons cependant dans un arrêt de la Cour de Douai (15 juin 1887 S. 90-1-490) une espèce particulièrement intéressante parce qu'on y remarque une véritable organisation de la tromperie analogue à celles que nous aurons l'occasion de décrire plus loin. Le système consistait à faire s'assurer sur la vie des personnes atteintes de maladies mortelles : l'Agent et le médecin de la Compagnie — ce dernier dans un certificat détaillé — affirmaient à leur mandante la parfaite santé du proposant : la police signée, un bailleur de fonds véreux payait les primes pendant la durée — bien courte — de l'assurance, et, une fois la mort de l'assuré survenue, tous ces compères se partageaient la somme que la Compagnie versait à un quatrième, qui figurait au contrat en qualité de bénéficiaire.

Mais cet exemple est, je crois, le seul où l'on puisse apercevoir en matière d'assurances une machination un peu habile et compliquée. Partout ailleurs, ce ne sont que faits particuliers d'individus agissant dans un cercle étroit et sans retentissement collectif.

Mais bientôt, sous l'influence du puissant mouvement d'opinion qui traversa l'Europe pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, des Chefs d'entreprises chaque jour plus nombreux se décidèrent à contracter au profit de leurs ouvriers des polices d'assurances, sans doute dans un but de justice et d'humanité, mais aussi pour se mettre à l'abri d'une responsabilité que la Jurisprudence, pour remédier à la carence

du Législateur, rendait de plus en plus dangereuse pour eux, Aussi vit-on certains assurés et des bénéficiaires des indemnités conventionnelles provoquer dans un but de lucre la réalisation de l'événement aléatoire (1).

La plupart du temps, une entente frauduleuse s'établissait entre le patron et l'ouvrier à l'effet de mettre à la charge de la Compagnie un sinistre inexistant ou de lui déclarer comme survenues au cours du travail des blessures dont l'ouvrier avait été atteint pendant ses heures de liberté.

« Avant 1898, chaque semaine, de petits patrons signalaient aux Compagnies d'Assurances, comme victimes d'accidents du travail des ouvriers blessés hors de leur chantier dans les rixes ou à la suite de chutes en état d'ivresse. Ces légers traumatismes ne nécessitant d'ordinaire que deux ou trois jours de repos, les Compagnies payaient pour conserver leurs abonnés et éviter des procès. Ainsi, des Chefs d'Industrie peu scrupuleux recouvraient une partie de leurs primes en touchant plusieurs fois par an une indemnité illicite » (2).

Lorsque la loi du 9 avril 1898 vient substituer à l'assurance bénévolement souscrite par le patron, le système de l'assujettissement de toutes les industries, et que par voie de conséquence elle obligea tous les entrepreneurs avisés à s'assurer, on pouvait espérer que les formalités prévues par le législateur — déclaration à la mairie, production d'un certificat médical, enquête en cas d'accident grave — seraient de nature à décourager les fraudes.

« Aujourd'hui, écrivait en 1901 le Dr Ramé (3), que l'accident du travail entraîne une déclaration à

(1) Bourges, 10 juillet 1884. Journ. des Assur., 1885, p. 129.

Crim. 6 mars 1886. *Ibid.*, 1886, p. 257.

Crim., 13 août 1886, *Ibid.*, 1887, p. 362.

(2) Dr RAMÉ : *Etude au point de vue médical de la loi du 9 avril 1898*. Thèse 1901.

(3) Dr RAMÉ, *op. cit.*

la mairie, la production d'un certificat médical, que les incapacités de plus de quatre jours donnent seules droit à un dédommagement, ils ont renoncé à leur supercherie ».

L'évènement allait rapidement montrer que cette renonciation n'était que passagère et que les précautions légales étaient insuffisantes pour supprimer les abus; que la fraude, un instant désorientée par une législation nouvelle et mystérieuse, se donnait seulement le temps d'en étudier les ressources et d'en éviter les sanctions. Dès 1900, il est possible de retrouver dans les recueils de jurisprudence des décisions pénales condamnant des individus qui avaient su braver les dispositions répressives sans s'émouvoir des formalités imposées par la loi nouvelle.

Douai, 24 octobre 1900 D. 1902-2-64 S. 1902-2-171.

C'est que la loi de 1898 avait eu une conséquence que ses auteurs n'avaient point prévue : bien que la loi proclamât solennellement la liberté pour chaque patron de s'assurer ou de ne pas s'assurer, l'importance du risque couru aboutit dans la pratique à un système d'assurance obligatoire. A l'occasion de chaque accident, il y eut donc en face l'un de l'autre deux personnes aux intérêts irréductibles, sans terrain d'entente possible : la Compagnie d'Assurances et le blessé, la première forte de son organisation administrative et de ses ressources pécuniaires, le second doté par le Législateur d'armes puissantes pour faire respecter ses droits.

Mais la Compagnie est éloignée du blessé qu'elle ignorait hier et qu'elle oubliera demain : elle n'est renseignée sur l'accident lui-même que par le Chef d'Entreprise. Celui-ci s'acquittera-t-il de cette tâche avec empressement ? Signalera-t-il à la Compagnie les doutes qu'il a sur la réalité des accidents qu'il déclare ? Il est permis de n'en pas être convaincu. Aussi l'assureur est-il bientôt incapable d'opérer le

moindre contrôle sur les accidents qui n'entraînent qu'une courte incapacité de travail.

Par contre, un calcul du Législateur de 1898 s'était trouvé déjoué. Il avait pensé qu'en réduisant l'indemnité journalière à la moitié du salaire, il forcerait les blessés à réintégrer leur chantier dès leur guérison et par conséquent à ne chômer que pour les blessures qui leur interdisaient effectivement tout travail. Mais on comptait sans la paresse inhérente à une certaine catégorie d'individus. Pour ceux-ci, le demi-salaire touché de façon régulière dans une oisiveté agréable, alors que le salaire l'était de façon intermittente selon leur humeur et leurs besoins, présentait un attrait singulier. Et d'ailleurs, puisque le premier pas était franchi d'une indemnité usurpée, n'était-il pas possible, en renouvelant la mise en scène, de la cumuler avec un autre demi-salaire pris aux dépens d'un second patron ?

Ainsi, la fraude, loin d'avoir été écartée par la nouvelle loi allait-elle habilement user de toutes les ressources qu'elle offrait et en faire un champ d'opérations d'autant plus fructueux qu'il était alors inexploré.

II

Tous les abus constatés ne furent pas d'égale gravité, certains tombant sous les rigueurs de la loi pénale, d'autres plus nombreux leur échappant.

D'abord une manifestation bénigne : la nonchalance de beaucoup de blessés à reprendre le travail et leur propension à prolonger leur repos au delà de la période strictement nécessaire à leur guérison. Ces pratiques sont si fréquentes, qu'il est impossible d'en évaluer le nombre et l'importance. Elles sont d'ailleurs favorisées par la complaisance — excusable celle-ci — des médecins qui n'ordonnent jamais la reprise du travail un samedi ou un dimanche, mais prolongent toujours l'incapacité jusqu'au lundi.

Il est juste de dire que souvent ce manque d'enthousiasme pour une guérison rapide est une manifestation atténuée, mais caractéristique, d'un mal nouveau que l'on fut longtemps sans nommer, que l'on appela enfin *sinistrose* et qui était en réalité le mal des assurés. C'était là un curieux effet moral de l'assurance; on constata que d'une manière générale, la guérison d'une lésion quelconque, dont souffrait un individu assuré, exigeait plus de temps à guérir que chez un autre individu non assuré, l'un et l'autre d'ailleurs de parfaite bonne foi. On en trouva facilement la raison dans ce fait que chez le dernier, qui subit un préjudice considérable de son accident, existe une volonté bien arrêtée d'en diminuer les conséquences et cette attitude morale a le plus heureux effet sur le physique. Au contraire, l'individu assuré n'a qu'un intérêt plus relatif à reprendre ses occupations : il pense surtout à l'importance de l'indemnité qu'il percevra et cette véritable angoisse produit à la fois dans le domaine psychique une exagération des souffrances et dans le domaine physique un obstacle à la consolidation des blessures.

Parfois aussi, la prolongation du temps d'incapacité est imputable à la loi elle-même. Celle-ci, pour éviter les abus que l'on avait enregistrés autrefois, avait privé de tout droit à réparation les accidents n'entraînant qu'une incapacité de travail inférieure à quatre jours; de même, les incapacités qui duraient plus de quatre jours, mais moins de dix, n'étaient prises en considération que pour la part qui excédait les quatre premiers jours. Ajoutez à cela que les frais médicaux, accessoires de l'indemnité journalière, en subissaient le sort. Il en résulta fatalement que par humanité et pour ne point priver les blessés légers de toute rémunération, les médecins n'hésitèrent pas à accorder onze jours d'incapacité dans les cas où il eût suffi de cinq ou de six jours pour provoquer la guérison.

Dans le même ordre d'idées, il arriverait fréquemment que l'ouvrier cessât le travail pour des blessures qui n'eussent pas dû normalement entraîner d'interruption. Il y était souvent contraint par cette disposition, heureusement abrogée par la loi du 17 octobre 1919, qui décidait que les frais médicaux n'étaient dûs que s'il y avait interruption du travail.

Ces abus trouvaient leur origine et leur excuse dans les erreurs d'une législation qui n'avait pas pu prévoir toutes les difficultés que la pratique devait révéler; ils furent dans une certaine mesure évités par l'initiative heureuse que prirent certaines Compagnies de verser l'indemnité journalière dès le premier jour de l'incapacité et les frais de traitement pour les sinistres qui n'entraînaient pas d'interruption de travail.

Quoi qu'il en soit, nous nous trouvons là en présence de manifestations peu dangereuses pour l'ordre social. Bien qu'elles causent aux Sociétés débitrices des indemnités un préjudice certain et important, elles ne tombent pas sous le coup de la loi pénale, impuissante à frapper des abus dont il est impossible de fournir la preuve matérielle.

Mais la fraude ne pouvait se cantonner dans ces limites. Elle prend rapidement des proportions plus larges, des contours plus accusés et devient ainsi franchement délictueuse. C'est que la loi sur les accidents du travail entre peu à peu dans les mœurs; ses règles sont minutieusement fixées par d'incessantes décisions de jurisprudence : ses avantages sont mieux sentis à mesure que l'industrie se développe et que la Législation des accidents professionnels étend davantage son empire. L'opinion publique commence à la bien connaître, et surtout le peuple des chantiers qui en voit chaque jour des applications.

L'ouvrier ne se méfie plus de ce texte mystérieux dont il a vu maintes fois des camarades bénéficier : il connaît l'étendue de ses droits. L'idée peut donc

éclore chez certains d'en tirer un parti illicite. A cette fin, les conseils intéressés ne lui font pas défaut. Les Agents d'affaires véreux, bien que chassés du temple par l'article 30 de la loi, n'y manquent pas. Mais le risque qu'ils courent est trop gros pour l'enjeu. Un autre personnage dangereux va surgir qui se fera le conseiller et l'auxiliaire des fraudeurs : le médecin complaisant, celui que les gazettes et le langage courant nommeront « *le médecin marron* ».

C'est ici qu'apparaît pour la première fois, hormis des exemples isolés de certains praticiens qui furent reniés par leurs confrères comme la honte de la profession, le médecin dans le champ de la loi pénale (1).

Sans doute, parmi tant d'hommes, de savoir et de dévouement, il fallait bien qu'il y eût quelques parias. Ceux-ci, on connaissait leurs pratiques, on se les montrait du doigt pour s'en détourner bientôt avec mépris. Ils étaient une infime minorité et leurs agissements ténébreux étaient impuissants à discréditer la corporation elle-même. Mais la médecine des accidents du travail allait tenter un nombre plus grand de praticiens qui y virent un moyen de faire une fortune rapide.

Tandis que pour l'honnête médecin, ce tarif annexé à la loi sur les accidents du travail ne comportait que des rémunérations modiques, le médecin marron

(1) Pourtant, il est de bon ton de se lamenter périodiquement sur l'état des mœurs médicales : « A aucune époque peut-être, écrivait déjà le 18 juillet 1846 la *Gazette Médicale de Paris*, plus de récriminations ne se sont élevées contre le débordement des mœurs médicales : jamais les mots de charlatanisme, corruption et autres de la même famille n'ont été plus à la mode. Ce contraste s'explique facilement. De nos jours, la recherche extra scientifique de la célébrité a lieu publiquement : ses moyens sont connus et se dénoncent d'eux-mêmes : c'est l'affiche, c'est l'annonce, c'est la réclame. Au lieu de se produire dans l'ombre, dans le secret de la pratique privée, le charlatanisme marche tête découverte, dans les chemins les plus larges et les plus fréquentés. Le client ne se pêche plus par tête comme à l'hameçon, mais par masses et à grands coups de filets. L'un n'est pas plus moral que l'autre ; mais la seconde manière, parce qu'elle est plus patente, parce qu'elle frappe davantage les esprits, blesse plus vivement le sentiment public ».

allait l'utiliser merveilleusement pour en tirer de vastes profits. Il fallait seulement drainer vers son cabinet une masse imposante de blessés et en multipliant consultations et pansements présenter aux Compagnies d'Assurances d'importantes notes d'honoraires.

C'est autour de médecins complaisants que vont se multiplier les centres organisateurs de la fraude contre les Compagnies.

Cette évolution s'est surtout développée après la guerre de 1914-1918. Avant elle, il est permis d'affirmer qu'en général, et malgré quelques exemples fameux, les abus étaient l'œuvre de particuliers isolés. On rencontre peu d'officines spécialisées dans le traitement des accidents du travail et les recueils de jurisprudence, s'ils font mention de condamnations prononcées contre quelques ouvriers et plus rarement contre des médecins, leurs complices, ne décrivent pas une organisation systématique et quasi-scientifique de la fraude comme elle existe aujourd'hui.

III

La guerre a agi sur les masses ouvrières comme un dissolvant de certaines vertus morales. Le spectacle écœurant des spéculations qu'elle a vues éclore, des scandales qui se sont multipliés sans qu'ils aient été tous poursuivis, la fortune éhontée de certains trafiquants, ont révolté le solide bon sens et l'honnêteté foncière de l'ouvrier.

Dans le désordre moral qui suivit la fin des hostilités, la conscience publique subissait une crise. Trop d'injustices l'avaient découragée. Il apparut alors à certains qu'ils devaient eux aussi profiter et jouir.

Pour atteindre ce but, on se soucia peu des moyens : « Quelques catégories d'infractions, écrit M. Donne-dieu de Vabres (1), ont déjà rejoint ou même dé-

(1) *La Justice pénale d'aujourd'hui*, 1929.

passé le taux d'avant-guerre. Ce sont en général les délits de lucre, vols, escroqueries, abus de confiance. Ce sont dans une mesure moindre les délits contre les mœurs. Ainsi se manifeste de nouveau, après la secousse de la guerre, l'évolution d'une société où le progrès de la richesse, les facilités croissantes de la vie ont déterminé un abaissement de la moralité générale, au sens étroit et au sens large de ce mot ».

Pour tromper l'Etat, on se servit des carnets de mutilés; pour tromper les Compagnies d'Assurances, on utilisa l'accident du travail.

D'ailleurs, des auxiliaires étaient venus de l'Etranger. Dans l'admirable élite de médecins qui avait donné pendant la guerre tant d'exemples de dévouement et qui avait sauvé d'innombrables vies humaines, s'étaient glissés à la faveur du désordre qui avait accompagné la reprise de la vie normale, des éléments extrinsèques, de qualité moins précieuse. Ce fut dans notre pays l'importation de personnalités douteuses quittant le leur pour des raisons mal définies, tandis que, pour les médecins français, rendus brusquement au silence du cabinet après l'agitation des batailles, la vie matérielle présentait de grandes difficultés.

Il vint donc à beaucoup l'idée de rechercher activement une clientèle nombreuse et assidue, d'autant plus intéressante que les soins en étaient supportés par de riches compagnies d'assurances : celle des blessés du travail, foule d'autant plus dense, qu'avec la reconstitution de l'industrie française, avec l'extension parallèle de la protection légale, l'accident du travail frappait un nombre toujours plus grand d'ouvriers, comme si leur sang avait été la rançon de la prospérité nationale.

Attirer vers eux cette clientèle sûre, sans cesse plus importante, devint vite le but de trop nombreux médecins. Pour parvenir à cette fin licite, ils employèrent des moyens moins scrupuleux.

Car pour être fructueuse, la spécialisation qu'ils avaient choisie devait compenser la modicité des tarifs réglementaires par le nombre des blessés et la durée des soins.

Aussi, le médecin *spécialiste* n'attendit plus dans la paix d'une demeure austère la venue des ouvriers. Se faisant marchand, il installa dans les centres industriels, non loin de la porte des usines, ces boutiques d'un genre nouveau, dont on annonçait tapageusement l'objet : donner des soins aux seuls blessés du travail, et les défendre contre l'âpreté des Compagnies d'Assurances.

Et l'ouvrier contracta l'habitude de se rendre familièrement à ces officines, de même qu'il se rendait au débit voisin pour y prendre une consommation.

L'honorable profession de médecin se trouva ravalée au rang de je ne sais quel commerce où l'on vendait des soins en série dans ces fameuses cliniques (1) qui pourtant n'ont rien de commun avec celles que dirigent les grands chirurgiens. Extérieurement, ce sont des boutiques qui se distinguent seulement des autres par la Croix-Rouge dont on les a parées (2). A l'intérieur, après une salle d'attente où séjournent les blessés, l'on découvre le sanctuaire de l'infirmier, âme damnée et factotum de l'officine. En

(1) Le Dr GEORGEL (*Etude juridique des Cliniques médicales privées non gratuites* Thèse 1925) voudrait réserver le nom de *cliniques* à celles qui admettent l'hospitalisation. Les autres seraient les *polycliniques* : « On y pratique les traitements et les examens à un prix modique et en série, si l'on peut employer un pareil terme en la matière. Il y en a beaucoup, par exemple, pour les affections oculaires, les accidents du travail, certaines maladies secrètes et plusieurs d'entre elles ont dû faire l'objet d'une surveillance active. »

(2) Dès 1911, M. le Docteur Pélisse, du Syndicat des Médecins de Paris, en donnait la description suivante, citée à la Chambre des Députés le 3 juillet 1913 par M. Doizy (Journal Officiel p. 2404) : « Vous avez dû tous voir dans les quartiers périphériques, des boutiques à vaste devanture avec des couleurs extravagantes, particulièrement idoine à fixer l'œil des passants et renforcées de radiographies impressionnantes ou d'inscriptions telles que celles-ci : « pansements aux blessés du travail, mécanothérapie, massages, ventouses, électricité, conseils juridiques... »

vain cherchez-vous la collection des instruments chirurgicaux qui, rangés sous des vitrines claires, sont la parure ordinaire des salles d'opération. Le matériel est généralement ici réduit à sa plus simple expression : un bistouri suffit aux incisions : peu de produits pharmaceutiques, si ce ne sont pourtant des flots d'ouate et d'innombrables paquets de pansements, que les doigts fins de l'infirmière sauront si habilement employer.

Dans un recoin exigü, le cabinet du médecin : humblement garni de quelque microscope jamais utilisé et d'une boîte d'instruments soigneusement ouverte — le décor !

Dans ce cadre, évolue l'infirmier, cheville ouvrière de l'édifice. Bien qu'il fût reprise de justice quelquefois, toujours individu taré et sans scrupules, et que ses antécédents l'eussent généralement destiné à fournir une tâche moins délicate, il a revêtu avec désinvolture la blouse blanche. Habile Frégoli, il aborde toutes les fonctions avec un égal succès : il examine les plaies, formule des diagnostics établit des certificats, préconise des traitements, délivre des ordonnances, établit les notes d'honoraires; en un mot, il exerce illégalement la médecine. Mais il pratique quelquefois des opérations plus délicates : il sait aussi, en prévision d'une contrevisite imprévue et fâcheuse, fabriquer une plaie ou dessiner sur la peau du patient les traces d'une contusion. Un blessé guérit-il trop vite à son gré : il a le remède et une pommade vésicante creuse à nouveau la plaie. Une égratignure est-elle trop bénigne ? une mouche de Milan placée au bon endroit se charge de l'agrandir. Enfin, c'est lui qui organise la publicité, qui recrute et rémunère les rabatteurs, qui distribue aux clients fidèles les primes d'assiduité que la clinique leur alloue.

Souvent, il est assisté — quelquefois remplacé — par une aide féminine, plus douce et plus persuasive.

Elle remplit les mêmes fonctions que lui, mais ses soins légers et délicats sont appréciés davantage par les malades sensibles au spectacle d'un joli visage encadré dans une seyante cornette blanche.

Quelquefois, l'infirmier, au lieu d'être le salarié du médecin, renferme un personnage plus considérable, le bailleur de fonds, propriétaire de la clinique dont il surveille jalousement la marche et dont il encaisse les bénéfices fructueux, laissant seulement un faible pourcentage au médecin, son salarié, qui couvre de son nom et de son titre prestigieux le honteux commerce de l'association.

Le médecin passe seulement à la clinique les heures indispensables. Il faut bien qu'il signe le stock de certificats qui permettront à son infirmier d'inscrire les diagnostics : il faut bien qu'il assiste aux contrevisites passées par les médecins des assureurs. Mais cette besogne accomplie, il se hâte de fuir les quartiers excentriques où la recherche du client l'a contraint d'établir son centre d'opérations, pour regagner des endroits plus agréables où l'argent qu'il jette largement lui attire la considération intéressée des parasites et des femmes de noce.

Combien suggestive est à cet égard la lecture des dossiers d'instruction choisis parmi les affaires récemment jugées ! Presque toujours une vie privée douteuse et des vices affichés. Des débuts modestes, voire misérables, avant que soit découverte la manne des accidents du travail. Des études longues, mais irrégulières, aboutissant enfin à ce diplôme qui garantira tant d'infamies.

Voilà les hommes et voici maintenant l'œuvre.

Autour de la clinique, gravite un petit nombre d'initiés qui à la solde de son tenancier dirige vers elle le flot des blessés du voisinage. Les uns prêchent d'exemple et sont des professionnels de l'accident ; les autres préférant une tâche moins périlleuse, se contentent de vanter dans les chantiers la qualité des

soins reçus à la clinique et la variété des services qu'elle peut rendre.

Les premiers, clients assidus de l'officine, vont d'usine en usine simuler des accidents (*piquer des macadams*, selon l'expression savoureuse qu'ils emploient) et après un faux traumatisme, authentiqué par des compères, ils se hâtent de se réembourser au service d'un autre chef d'entreprise pour rééditer la mise en scène et cumuler ainsi, grâce à la complaisance tacite du médecin de clinique, plusieurs demi-salaires.

Les seconds, correspondants occultes de l'organisme, sont chargés de la publicité sur les chantiers : ils dirigent vers la clinique leurs camarades blessés et reçoivent pour prix de leurs bons offices — et par client procuré — une indemnité généralement fixée à cinq à six francs. A l'envi, ils distribuent aux travailleurs des tracts et des cartes qui exaltent l'œuvre sociale et humanitaire poursuivie par la clinique, insistent sur l'habileté de ses dirigeants et promettent à tous le concours gratuit de son « conseil juridique » qui seul leur permettra de réduire la résistance des Compagnies d'assurances !

Ainsi cathéchisée, l'immense légion des travailleurs va servir à ces associations de filous d'un admirable champ d'exploitation. Par une préparation savante et des arguments choisis, on a su démoraliser le courage robuste de l'ouvrier : on lui a montré les avantages qu'il y avait à toucher dans l'oisiveté l'indemnité d'assurance augmentée des primes que la clinique lui distribue; on a même, en portant la discussion sur le terrain politique, insisté sur la différence entre les médecins de cliniques, frères et amis des travailleurs, avec les autres médecins bourgeois, tous stipendiés des Compagnies d'assurances. Par une telle propagande, on a réussi à persuader une masse énorme de blessés qui prirent rapidement le chemin de la clinique. Là sur ces hommes égarés,

on se livrait à un scandaleux maquillage, soit que l'on aggravât certaines plaies réelles, soit que plus hardiment on en créât de fausses. C'est le triomphe des pommades vésicantes et de la Mouche de Milan. Telle infirmière avait acquis une dextérité remarquable pour simuler des traces de contusions en pinçant et en tordant la peau : telle autre réussissait à produire de légers hématomes en frottant l'épiderme avec un morceau de bois !

Parmi les vrais blessés — les moins intéressants — on n'acceptait à la clinique que ceux atteints de blessures légères. Les autres étaient dirigés vers des établissements hospitaliers où ils pouvaient recevoir les soins exigés par leur état. C'est qu'avec ceux-ci aucun bénéfice n'était possible. Quelquefois pourtant il arrivait que tel client ordinaire de la clinique se blessât un peu grièvement. C'était là une véritable aubaine pour l'infirmier qui grâce à la complicité de l'ouvrier allait transformer en blessures graves des plaies bénignes que portaient d'autres compères : il n'était besoin pour cela de substituer le premier blessé aux seconds pour la contrevisite et la radiographie ! (1).

Toute cette honte tendait à justifier la présentation aux Compagnies d'assurances d'importantes notes d'honoraires, dont les relevés étaient établis au jugé par l'infirmier ou par un mandataire spécialisé qui les présentait au guichet des Compagnies sur des feuilles revêtues par avance de la signature et de l'en-tête du médecin.

Telle est, exposée dans ses traits les plus caractéristiques et suivant les enseignements de la pratique, la fraude dans les accidents du travail. Ses applications sont suffisamment nombreuses pour que l'on puisse affirmer qu'elle présente un véritable danger

(1) Voir des faits de ce genre sévèrement réprimés par un jugement du Trib. Corr. de la Seine du 20 février 1929 (Minist. Public contre D^r P... — 10^e Ch. Corr.).

social, tant par ses conséquences immédiates qui sont de frustrer les Compagnies d'Assurances, que par ses effets lointains qui sont l'augmentation insolite du taux des primes et par conséquent une élévation corrélative du prix des produits fabriqués, et surtout par ses suites morales, par la perte d'énergie qu'elle fait subir à l'industrie nationale, par la démoralisation des masses laborieuses, et aussi par le discrédit qu'elle jette sur l'honorable profession des médecins.

Les Compagnies sont sorties peu à peu de leur torpeur et leurs enquêtes ont abouti à des résultats qui montrent bien l'étendue du mal. Pendant l'année judiciaire 1928-1929, et devant le seul Tribunal de la Seine, ont été instruites plus d'une vingtaine d'affaires pénales où sont compromis des médecins, sans parler des innombrables poursuites intentées contre des ouvriers !

Ces chiffres, pour approximatifs qu'ils soient, sont néanmoins éloquentes. Ils signifient nettement que nous n'en sommes plus au temps où le Professeur Brouardel ne comptait « qu'une demi-douzaine de médecins-marrons ». Aujourd'hui, il faut avoir le courage de le dire, — et bien qu'ils soient parmi leurs confrères une infime minorité —, les médecins marrons et en plus grand nombre les médecins complaisants ne manquent pas. « Plus souvent qu'autrefois, écrivait déjà en 1904 un auteur impartial (1), le médecin oublie, ne disons pas son caractère sacerdotal, on a trop usé de cette épithète appliquée à la médecine, mais le caractère libéral de sa profession. L'idée du négoce a envahi peu à peu une partie du monde médical : la mise en œuvre du diplôme par tous les moyens possibles, son exploitation dans les conditions les plus favorables à un bon rendement font trop souvent oublier, aujourd'hui que le com-

(1) PRUNIER. De la condition juridique du Médecin, p. 9.

merce et la médecine sont deux choses fort différentes ».

Leur action est détestable, à la veille de la mise en vigueur des Assurances Sociales. C'est pourquoi la lutte engagée par les Compagnies doit-elle être vivement encouragée. Elle présente une haute portée sociale et ne tend à rien moins qu'à restituer aux mœurs médicales les qualités d'honnêteté scrupuleuse que le malade exige de celui qui le soigne. Les médecins, qui en grande majorité sont les premiers à se désolidariser avec mépris de leurs indignes confrères, applaudissent à cette œuvre d'épuration (1).

Tel est le but poursuivi. Recherchons maintenant les moyens employés pour l'atteindre.

(1) « Heureusement, écrit le Dr P. Desfosses, dans la *Vie Médicale* du 7 décembre 1929, dans l'élite, et même dans le monde ouvrier; on commence à se rendre compte du danger. Les poursuites et la publicité faite aux condamnations de médecins et de blessés pour les escroqueries aux accidents du travail, ont ouvert les yeux à nombre d'ouvriers, j'ai eu le plaisir de le constater. »

CHAPITRE PREMIER

Le délit d'escroquerie proprement dit dans les accidents du travail.

L'escroquerie, que prévoit et réprime l'article 405 du Code Pénal, comporte une définition assez large et assez souple, pour trouver son application dans nombre d'hypothèses où il est abusé de la Législation des accidents du travail. Ce délit des civilisations avancées (1) fait partie de cette « criminalité astucieuse » dont Gabriel Tarde voit surtout les manifestations dans les pays du Nord, parce que le tempérament froid de leurs habitants préfère les combinaisons raisonnées, les machinations minutieusement ourdies aux actes de brutalité qu'affectationnent les peuples du Midi; aussi, et bien qu'il fût originairement destiné à réprimer la mauvaise foi dans les rapports contractuels, devait-il tirer un admirable parti de cette législation nouvelle qui marquait dans les rapports entre préposés et commettants un progrès immense, fruit d'une lente évolution sociale, en renversant hardiment les vieux principes de la responsabilité quasi-délictuelle.

L'escroquerie est elle-même un progrès dans l'art de nuire sur ses deux aînés : le vol et l'abus de confiance. Tandis que *voler*, c'est soustraire la chose d'autrui, que *commettre un abus de confiance*, c'est s'approprier la chose qui vous a été confiée, *escro-*

(1) Autrefois confondue avec le vol, elle est apparue pour la première fois dans la loi des 19 et 22 juillet 1791 sur la police municipale et correctionnelle, où elle punissait celui qui dans une convention avait surpris la bonne foi de son cocontractant.

quer, c'est obtenir par des actes frauduleux que le propriétaire d'une chose vous la remette de son plein gré. Notre délit comporte donc un raffinement dans les procédés employés par l'agent : ce n'est plus la brutalité du voleur qui va plus ou moins habilement prendre le bien d'autrui; c'est l'intelligence mise au service de la mauvaise foi.

Car l'escroc n'agit pas en un clin d'œil comme le voleur; il entreprend une œuvre de longue haleine, où il procède par touches successives, par une série de manœuvres, dont les unes sont indifférentes et les autres franchement illicites. Aussi, la distinction est-elle ardue à établir entre les actes frauduleux et les autres. Le Législateur de 1810 n'a pas voulu laisser à l'arbitraire des juges le soin d'établir le critère et il a prudemment décidé que l'escroquerie ne serait punissable que si, à l'intention frauduleuse et aux allégations mensongères, venaient s'ajouter des actes extérieurs plus graves qui sont, au dire d'un très ancien arrêt cité par M. Garçon (1), « propres à déconcerter les mesures de prévoyance et de sécurité qui dans l'usage accompagnent les transactions ».

On considéra donc qu'il était possible à un individu avisé de se défendre contre les mensonges qui sont la monnaie courante en affaires et d'en démontrer l'inanité avant de traiter. On voulut seulement protéger le public contre les entreprises de ceux qui manœuvraient assez habilement pour empêcher leur cocontractant de vérifier leurs assertions.

Ces actes extérieurs qui emportent la conviction de la victime et qui lui font ajouter foi d'emblée aux affirmations de l'auteur du délit sont pour plus de précision, énumérés dans l'article 405 : ils sont de trois sortes :

- 1) l'usage d'un faux nom,
- 2) l'usage d'une fausse qualité,
- 3) l'emploi de manœuvres frauduleuses dans un

(1) Code Pénal annoté, article 405.

but déterminé qui est de « persuader l'existence de fausses entreprises, d'un crédit ou d'un pouvoir imaginaires, de faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique ».

De la seule citation du texte de l'article 405, on aperçoit la différence entre les trois éventualités que le législateur a envisagées. Tandis que l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité par une personne qui s'est fait remettre frauduleusement par ce moyen des sommes d'argent ou des objets mobiliers suffit à caractériser le délit, les manœuvres frauduleuses ne sont prises en considération que si elles ont eu un but nettement précisé par la loi.

Mais il n'en reste pas moins que la lettre de l'article 405 est suffisamment souple pour permettre au juge d'étendre la répression à des combinaisons nouvelles dont le Législateur de 1810 n'avait pas eu la moindre idée.

Les hypothèses pratiques dans lesquelles en notre matière seront relevés les caractères de l'escroquerie sont assez peu nombreuses : on peut les ranger sous trois types différents :

a) un ouvrier feint d'avoir été victime d'un accident du travail alors qu'il n'est atteint d'aucune lésion ou que sa blessure n'a pas été reçue dans l'exercice de sa profession.

b) un ouvrier a bien été atteint d'une blessure reçue au service d'un chef d'entreprise : mais il veut prolonger la durée de son incapacité et il se livre à des manœuvres frauduleuses pour aggraver son état.

c) enfin un médecin tente par procédés que nous étudierons dans le détail de se faire remettre par une Compagnie d'assurances des honoraires qui ne correspondent pas à des soins réellement donnés aux ouvriers.

Toutes les espèces qui ont récemment défrayé la

chronique peuvent se ranger dans l'un de ces trois cas-types, même si chacune présente des modalités dans les détails secondaires.

Nous allons maintenant étudier en lui-même le délit d'escroquerie à l'accident du travail envisagé d'abord dans sa formule simplifiée en exposant quels sont ses éléments constitutifs, quelles difficultés spéciales soulèvent la tentative et la complicité, nous réservant de l'examiner plus tard dans ses complications, c'est-à-dire dans les rapports qu'il a avec d'autres infractions de moindre importance qui sont souvent relevées dans les inculpations.

Section I.

ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU DÉLIT.

La lecture analytique de l'article 405 du Code Pénal nous montre que ces caractères essentiels du délit sont au nombre de trois :

a) il faut avant tout que l'agent ait employé l'un des moyens qui sont énumérés à notre texte et qui sont : l'usage de faux-nom, l'usage de fausses qualités, l'emploi de manœuvres frauduleuses dans un but que la loi précise.

b) il faut qu'il y ait eu remise ou délivrance à l'agent des fonds ou des titres obtenus à l'aide des moyens qui viennent d'être cités, ou qu'il y ait eu tentative d'obtenir cette remise.

c) enfin, il faut que l'agent ait agi dans le but frauduleux de détourner les fonds ou l'usage des titres au préjudice de leur propriétaire, en un mot d'escroquer tout ou partie de la fortune d'autrui.

L'étude détaillée de ces éléments est d'autant plus indispensable en notre matière que l'escroquerie

étant un délit complexe, aux manifestations subtiles et délicates, la Cour de Cassation impose aux juridictions correctionnelles de les relever avec précision dans les motifs de leurs décisions de manière à ce qu'elle puisse contrôler si les circonstances de la cause présentent les caractères de l'incrimination légale (1).

PREMIER ÉLÉMENT : EMPLOI DES MOYENS DÉLICTEUX
ÉNUMÉRÉS PAR L'ART. 405.

Nous avons sommairement indiqué plus haut que ces moyens étaient au nombre de trois. Étudions-les séparément dans les applications qu'ils reçoivent dans les accidents du travail.

A. — *Usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité.*

Rappelons que le seul usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité suffit à constituer le délit, sans qu'il soit nécessaire qu'il ait eu pour fin de persuader de l'existence d'entreprises chimériques, pourvu qu'il ait été la *cause déterminante de la remise de la chose*.

C'est l'idée qui est exprimée très clairement par le célèbre arrêt Poirier du 5 mai 1820, cité par M. Garçon (2) :

« L'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, portant toujours sur un fait simple qui ne peut être susceptible de différentes interprétations n'a dû être caractérisé que par l'effet qui en est résulté, c'est-à-dire par la confiance qu'il aurait inspirée et, l'abus qui aurait été fait de cette confiance en faisant remettre frauduleusement par son moyen des fonds, des meubles... ».

(1) Voir l'exposé détaillé de cette jurisprudence et la justification de son utilité dans CHAUVEAU et FAUSTIN HÉLIE. Théorie du Code Pénal. t. V, p. 402 sq.

(2) Code Pénal annoté, art. 405.

Il en résulte que si pour des raisons personnelles ou pour dérouter les recherches de la police un ouvrier prend un faux nom pour s'engager sur un chantier et s'il est ensuite victime d'un accident non contesté, il ne saurait être passible des peines de l'escroquerie. Le geste par lequel la Compagnie d'assurances lui a remis l'indemnité de sinistre n'a pas été provoqué par le nom qu'il a déclaré : elle lui a versé des fonds parce qu'il se trouvait dans les conditions de fait exigées par la loi du 9 avril 1898, qu'il était lié avec son employeur par un contrat de louage de services valable et qu'il a été atteint au cours du travail de blessures qui ont entraîné une incapacité.

Mais si après un premier accident, l'on s'aperçoit que l'ouvrier a caché sa véritable identité dans le but de s'embaucher en toute sécurité dans d'autres chantiers, d'y simuler de nouveaux accidents et de cumuler par ce moyen plusieurs demi-salaires, il y aura dans l'usage du faux nom un élément qui constituerait à lui seul l'escroquerie, même si l'assureur ne parvenait pas à établir que le second accident invoqué était feint (2).

Quant à l'usage d'une fausse qualité, l'application la plus intéressante en est celle d'un individu qui pour encaisser le montant de notes d'honoraires s'intitule faussement Docteur en médecine. Il semble que la condition nécessaire et suffisante soit réalisée pour l'application de l'article 405 du Code Pénal : c'est bien l'usage de la fausse qualité de médecin qui a entraîné la remise des fonds.

Pourtant une raison juridique s'oppose à ce que les Tribunaux puissent, sans autre circonstance plus précise, appliquer l'art. 405 du Code Pénal. C'est que la loi du 30 novembre 1892 dans ses articles 16 et 17 a fait un délit spécial de l'exercice illégal de la médecine, c'est-à-dire du fait par une personne de don-

(2) Paris, 18 février 1925. Rec. Périod. Assur. 1925, p. 486.

ner habituellement des soins en prenant le titre de docteur en médecine qui par hypothèse ne lui appartient pas.

Si donc une personne non munie du diplôme exigé traite habituellement les blessés du travail et perçoit des honoraires qui ne lui sont délivrés qu'en considération de son titre usurpé, elle ne saurait pourtant être poursuivie pour escroquerie (1).

Pourtant, il n'est pas impossible d'imaginer des espèces où l'escroquerie pourra être relevée contre le faux médecin.

Ainsi en sera-t-il lorsque les soins n'auront pas été réellement donnés et que par conséquent la présentation de la note d'honoraires sera à un double titre injustifiée (2). C'est ce qu'a jugé le Tribunal Correctionnel de la Seine (X^e Ch.) le 24 avril 1929 (affaire Ministère Public contre Car, Laporte et autres) :

« Attendu qu'il est également établi que depuis moins de trois ans, à Paris, en employant ensemble et de concert des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises ou d'un crédit imaginaire, manœuvres frauduleuses *ayant consisté à se faire passer pour docteurs en médecine*, à employer une pommade vésicante destinée à faire durer les plaies, à examiner les blessés, à les panser, à les soigner et à formuler le diagnostic, établissant en outre des certificats médicaux destinés aux Compagnies d'assurances, et qui étaient le plus souvent faussement signés, que Car et Laporte se sont fait remettre... ».

B. — *Emploi de manœuvres frauduleuses.*

Nous avons signalé quelle souplesse avait cette expression de manœuvres frauduleuses et comment

(1) Crim. 2 avril 1897 D. 93 1-316 et la note.

(2) Voir un exemple analogue dans un arrêt ancien : Crim. 31 mars 1854 D. 54-1-199 où il s'agissait d'un guérisseur poursuivi également pour charlatanisme.

elle pourrait englober toutes les machinations imaginables. Nous ne saurions nous attarder à leur définition qui ne serait d'aucune utilité pour notre étude. L'expression de « manœuvres » a été intentionnellement choisi par le législateur en raison de son imprécision. Contentons-nous de citer l'explication qu'en donnent Chauveau et Faustin Hélie (1) : elles comportent « une certaine combinaison de faits, une machination préparée avec plus ou moins d'adresse, une ruse ourdie avec plus ou moins d'art ». Il s'agit bien plutôt d'examiner les combinaisons qui peuvent tomber sous le coup de ce texte et entraîner pour celui qui les a pratiquées les peines qu'il prévoit.

Indiquons avant tout que les fausses allégations ne suffisent pas à constituer la manœuvre frauduleuse, celle-ci étant essentiellement l'acte par lequel l'intention délictueuse de l'agent prend tournure et s'extériorise. « La manœuvre écrit M. Le Poittevin, c'est l'acte qui donne à la faute un caractère tangible et la revêt en quelque sorte d'une forme matérielle » (2).

Par conséquent les simples mensonges même réitérés et produits par écrit, ne seront pas des manœuvres « si du moins il ne s'y joint aucun fait extérieur ou acte matériel, aucune mise en scène ou intervention d'un tiers destinés à lui donner force ou ou crédit » (3), et alors même qu'ils auraient pour but de persuader de l'existence d'entreprises chimériques. Le législateur n'a voulu frapper que les manifestations publiques et ostensibles de l'intention frauduleuse, sans y comprendre les allégations mensongères sur lesquelles le cocontractant peut se ren-

(1) Théorie du Code Pénal V, p. 360.

(2) C'est ainsi que la jurisprudence a pu se montrer de plus en plus sévère. Elle a emprunté à l'idée de manœuvres frauduleuses son caractère « d'extériorisation de la pensée délictueuse » et elle a considéré que le délit est constituée non point seulement par un concours fallacieux de circonstances, par une mise en scène habile et prolongée, mais seulement par *un seul fait extérieur*. On dirait que la justice répressive attend pour la frapper que l'intention malicieuse s'exprime sans ambiguïté.

(3) Arrêt Poirier. Cass. 5 mai 1820.

seigner et éviter d'être trompé. La manœuvre vient au contraire corroborer les affirmations de l'auteur, accroître son pouvoir de persuasion et empêcher la victime de se documenter sur la vérité.

Ainsi, le seul fait pour un médecin de réclamer à une Compagnie d'assurances plus de visites que celles qu'il a réellement effectuées ne semble-t-il pas, en l'absence d'autres circonstances, être constitutif du délit d'escroquerie. Il appartient à la Compagnie de se renseigner par ses agents de contrôle sur la réalité des soins donnés, et de procéder, si elle le juge utile, à la vérification des mémoires qui lui sont présentés.

Mais il y aurait plus que des allégations mensongères dans le fait pour le médecin de s'entendre avec des complices, infirmiers ou masseurs, et avec les ouvriers eux-mêmes pour grossir considérablement les notes d'honoraires de soins ou de traitements chimériques. La pluralité d'auteurs et de complices, en un mot la machination ourdie contre la Compagnie d'assurances deviennent alors constitutives de la manœuvre prévue à l'article 405 du Code Pénal.

Crim. 27 mars 1898, D. 1899, I. 426.

Crim. 23 juin 1910, Rec. Pér. Assur., 1912, 623.

En quoi consisteront donc dans les accidents du travail les manœuvres frauduleuses de notre texte ? Nous en apercevons quatre sortes différentes :

1° En général, toute *mise en scène*, imaginée par l'agent pour étayer des allégations mensongères.

2° Plus particulièrement, la *production de pièces, certificats...*, en vue de donner du poids à ses affirmations.

3° L'*intervention de tiers*, qu'ils soient de bonne ou de mauvaise foi.

4° Un fait spécial à notre matière : la *reprise clandestine du travail par l'ouvrier blessé*.

1° *Mise en scène créée par l'agent.*

C'est une jurisprudence aujourd'hui bien établie qui admet l'application des peines de l'escroquerie lorsque les allégations mensongères sont accompagnées d'une mise en scène: elles deviennent alors des manœuvres frauduleuses.

Crim. 11 nov. 1897, D. 98.1.255 (motifs).

Crim. 14 mai 1897 D. 98.1.61 (—^e)

La mise en scène exigée est constituée par un ensemble d'actes extérieurs qui tendent à corroborer les affirmations fausses de l'agent : elle réalise un décor qui trompe la victime et la décide à remettre les espèces.

Pourtant, il semble que la jurisprudence dans le but de défendre l'épargne publique menacée chaque jour davantage par les entreprises des escrocs se montre moins difficile sur la qualification des manœuvres frauduleuses. Ainsi, a-t-il été décidé que par la seule production d'effets de commerce tirés par le prévenu sur des débiteurs imaginaires et d'un bordereau récapitulatif, le délit était constitué.

Crim. 4 nov. 1897 D. 98.1.338.

Un arrêt récent a été beaucoup plus loin encore et a condamné aux peines de l'escroquerie un individu qui, ayant fait une fausse déclaration de dommages de guerre apportait à l'appui de sa demande d'indemnité et pour donner crédit à sa déclaration *une pièce dont il connaissait l'inexactitude*, alors même que cette pièce n'avait pas été établie dans le but de toucher les sommes de l'Etat.

Crim. 25 mars 1927 (1^{re} espèce) D.H. 1927. 287.

Ainsi sommes-nous bien éloignés du temps où la jurisprudence exigeait une véritable machination, entourée d'un décor, pour admettre l'application de notre article 405.

Ces précisions données, il y aura donc certainement manœuvre frauduleuse dans deux hypothèses :

a) la simulation d'un accident.

b) la prolongation frauduleuse d'une incapacité.

L'accident simulé représente le cas-type de la manœuvre frauduleuse : il suppose obligatoirement une mise en scène, si grossière soit-elle, une chute volontaire, une ecchymose qu'on exhibe au bureau du patron, des témoins qui ont été préalablement apostés, un médecin de connivence qui constate dans un certificat une lésion inexistante, un pansement volumineux qui recouvre un membre sain...

Il est plus délicat de déceler l'escroquerie lorsqu'un ouvrier prolonge son incapacité. Il ne suffira pas qu'il refuse de se déclarer guéri : son attitude s'expliquera peut-être par une sorte de neurasthénie post-traumatique qui vient retarder la guérison. En tout cas, le simple mensonge et l'exagération par l'ouvrier des souffrances qu'il ressent ne sauraient à eux-seuls caractériser l'intention malicieuse.

Il faudra qu'il ait été employé des manœuvres frauduleuses pour persuader la Compagnie d'assurances de la réalité de l'incapacité, soit qu'on ait fait usage d'un caustique pour entretenir une plaie (1), soit qu'on se soit présenté aux bureaux de la Compagnie avec un pansement sur un membre complètement indemne après guérison (2). On pourrait même, croyons-nous, considérer comme une manœuvre frauduleuse le fait de donner à la Compagnie une fausse adresse dans le but d'empêcher une contrevisite. Un arrêt de la Chambre Criminelle rendu

(1) Tribunal corr. de Lille, 24 décembre 1903. Rec. Doc. sur les Accidents du travail, Jurisprudence IV, p. 59.

« Attendu que les agissements du prévenu revêtent le caractère de l'escroquerie : qu'en effet l'allégation mensongère d'une blessure appuyée d'un fait extérieur, l'apposition d'une matière emplastique, constitue une manœuvre frauduleuse ayant pour but soit de persuader l'existence d'un pouvoir imaginaire, lequel serait d'obtenir judiciairement le paiement du demi-salaire et des soins correspondant à un état d'incapacité de travail imaginaire, soit de faire naître la crainte d'un événement chimérique, savoir l'appréhension par L... d'être judiciairement condamné à un tel paiement. »

(2) Douai, 24 oct. 1900 S. 1902. 2, 171 D. 1902, 2, 64.

dans une autre matière le 20 nov. 1903 (D. 1904.1.415) a statué en ce sens.

2° Production de pièces et certificats faux. Distinction entre l'escroquerie et le faux.

Dans le premier état de la jurisprudence, la production de pièces inexactes en dehors de toute autre circonstance frauduleuse ne suffisait pas à constituer la manœuvre exigée par l'article 405.

Elle estimait que les allégations mensongères, même présentées par écrit et réitérées, ne présentaient pas suffisamment de danger pour être atteintes par un texte aussi précis, et comme toute disposition pénale, d'interprétation restrictive.

Mais à mesure que les transactions devenaient plus actives et plus importantes, il convenait de leur garantir une plus grande sécurité. Aussi la jurisprudence arriva bientôt à considérer comme constitutives du délit d'escroquerie les simples allégations mensongères appuyées d'un acte extérieur. On semblera ne plus exiger, comme le voulait la lettre de l'art. 405 C. Pén., qu'il y eût un concours d'actes plus ou moins délictueux, un ensemble de faits tendant au but frauduleux poursuivi par l'agent du délit; on se contente d'un simple fait extérieur comme si la loi pénale attendait que l'intention frauduleuse se manifestât par un acte non équivoque pour la comprendre dans la répression.

Ainsi, la Chambre Criminelle dans deux arrêts du 3 avril 1925 (D.H. 1925. 328) et du 1^{er} mai 1925 (D. 1925. 1.209 et la note de M. André Henry) considéra que les actes extérieurs exigés par l'art. 405 du Code Pénal pour étayer les fausses allégations sont suffisamment caractérisés par la production de faux documents et de pièces inexactes (en l'espèce, de bordereaux relatant mensongèrement des soins donnés à des blessés ou à des malades de guerre, de billets de vi-

sites frauduleusement détachés des carnets de soins médicaux de ces blessés ou de ces malades).

Une application intéressante de cette jurisprudence extensive pourrait être faite dans notre matière lorsqu'un médecin présente au guichet d'une Compagnie d'Assurances des notes d'honoraires sur lesquelles sont réclamées à côté de sommes justifiées par des soins réellement donnés d'autres qui n'ont pas de contrepartie légitime dans un traitement donné. Nous avons signalé déjà incidemment que par application du principe ancien concernant les allégations mensongères, on ne devait pas y voir réunis les éléments constitutifs de l'escroquerie. Il y avait là, disions-nous, de simples affirmations mensongères qui, ne suffisaient pas à entraîner des sanctions pénales contre celui qui les avait produites. Or, la jurisprudence, que nous venons de signaler ne pouvait-elle pas permettre de frapper le médecin qui, en même temps qu'il décidait de réclamer une note d'honoraires majorés, en remettait le détail par écrit à la Compagnie. Des décisions pénales suivirent cette voie et l'une d'elles (Trib. Corr. Seine, 19 oct. 1922, Rev. Gén. Acc. trav. 1922. 56) condamna pour escroquerie un médecin qui se faisait régler un mémoire de quatre visites, alors qu'il n'en avait effectué qu'une.

Ce jugement ne saurait être approuvé : il s'appuie pour étayer la condamnation qu'il prononce sur des éléments bien fragiles, et la solution qu'il présente ne saurait être généralisée sans danger : n'est-il pas délicat en pareille matière de faire la part de l'erreur et de la mauvaise foi ? Qui peut affirmer en effet que le médecin n'a pas agi avec une légèreté sans doute regrettable, mais qui ne saurait former la base d'une poursuite pénale ? Il n'empêche cependant qu'il est représentatif d'une tendance nette de la jurisprudence qui abandonne de plus en plus la définition restrictive des manœuvres fraudu-

leuses et tend à considérer qu'un simple acte extérieur suffit à les constituer.

Bien différentes seraient les espèces où l'on relèverait contre le médecin une habitude constante de majorer ses notes d'honoraires. On pourrait découvrir dans la répétition d'un acte qui à lui seul ne serait pas frauduleux l'indice certain de l'intention malicieuse; l'erreur ne serait plus une excuse, car elle ne saurait se reproduire trop souvent. La réédition de la production des pièces inexactes suffirait alors à notre sens pour justifier l'application de l'art. 405 du Code Pénal.

C'est d'ailleurs ce que la Cour de Paris a implicitement décidé dans son arrêt Féron du 6 juin 1929 (qui est intéressant bien qu'il ait été frappé de pourvoi) :

« Que le prévenu a majoré *frauduleusement* ses honoraires, faisant état d'un prétendu accord tacite avec les Compagnies d'assurances qui, d'après ses dires, l'autorisaient à procéder ainsi; ce qui révèle surabondamment à sa charge la *réitération de ses manœuvres coupables* tendant toutes vers les mêmes fins, accroître le rendement de ses cliniques par l'exploitation systématique des Compagnies et organismes pratiquant l'assurance du risque accident du travail ».

Si donc nous concluons sur ce point, nous poserons en principe que, malgré des décisions plus hardies, la majoration par un médecin de ses notes d'honoraires ne tombera sous le coup de l'art. 405 du Code Pénal que si la mauvaise foi et l'intention frauduleuse sont nettement prouvées par le nombre des mémoires exagérées et l'importance des différences entre les sommes réclamées et celles qui sont réellement dues.

Il importe de signaler à ce propos la grande parenté qui unit le délit d'escroquerie, lequel suppose toujours une altération de la vérité, et le crime de

faux, réprimé par les articles 145 et suivants du Code Pénal. Les analogies qui existent entre les deux infractions ont entraîné d'importantes difficultés que la tendance à la correctionnalisation n'a pas contribué à résoudre.

Dans nos espèces d'accidents simulés, si les éléments constitutifs du crime de faux en écriture authentique et publique ne sont jamais réunis (art. 147 du Code Pénal), ceux du faux en écriture privée paraissent l'être en de nombreuses hypothèses.

« Tout individu, dit l'art. 150, qui aura, de l'une des manières exprimées en l'article 147, commis un faux en écriture privée, sera puni de la réclusion ». Et parmi ces procédés qu'énumère l'art. 147, nous lisons : « soit par addition ou *altération* de clauses, de déclarations ou de *faits que ces actes avaient pour objet de recevoir et de constater* ».

Il semble au premier examen que les conditions sont remplies, lorsqu'un médecin, choisi par un blessé du travail, délivre sciemment des certificats inexacts.

Pourtant, la Cour de Cassation a déjà tranché la question dans un arrêt fort intéressant du 28 juillet 1887 (S. 1890. 1. 490). Elle a estimé que le certificat délivré par un médecin qui atteste faussement ou frauduleusement le bon état de santé d'individus que des compères assuraient sur la vie, bien qu'atteints de maladies mortelles, n'entraîne pas dans les actes visés par les art. 150 et 147. En effet cet écrit ne constituait pas un titre pour celui qui l'utilisait, et ne lui conférait aucun droit. Il lui permettait seulement d'obtenir la signature d'une police d'assurance qui seule était génératrice de droits et d'obligations. Il y avait donc là les caractères de l'escroquerie et non point ceux du faux.

Cette solution, exacte en assurance sur la vie, est-elle justifiée dans les accidents du travail ? Il serait permis d'en douter, si l'on considérait seulement

l'importance du certificat médical dans la procédure instituée par la loi du 9 avril 1898. Pourtant, il n'est pas moins vrai que ce certificat ne constitue pas le titre de l'ouvrier qui puise son droit à la fois dans les dispositions de la loi et dans un fait matériel, l'accident.

Aussi la Cour de Cassation a-t-elle maintenu sa jurisprudence et a-t-elle consacré une fois de plus la compétence du Tribunal correctionnel (Cass. Crim., 18 juin. Dr Coadou contre Ministère Public. Rev. gén. Acc. Trav. 1926, p. 23).

3° *Intervention de tiers.*

Le procédé le plus courant des escrocs est de faire confirmer leurs allégations par l'intervention de tiers qui viennent leur apporter l'appui de leur autorité personnelle. Il importe peu que le tiers soit de bonne ou de mauvaise foi, au moins en ce qui regarde l'auteur principal du délit; car si le tiers est de mauvaise foi, il pourra poursuivi comme complice. Mais si le tiers est de bonne foi, la confiance que lui témoignera la victime sera d'autant plus grande, et le délit sera perpétré avec d'autant plus de facilité.

Précisons toutefois que pour que son intervention soit considérée comme la manœuvre frauduleuse exigée par l'art. 405 du Code Pénal; il faut que le tiers rende vraisemblable *de son autorité personnelle* les affirmations de l'agent : il ne suffirait qu'il fût le porte-parole de ce dernier ou qu'il n'agit qu'en son nom et comme son mandataire.

Cass. 14 mai 1897, D. 1898. 1.61.

De même ne remplira pas ces conditions, le mandataire de la victime qui peut avoir été trompé lui-même.

Enfin, il est nécessaire que l'intervention du tiers ait été provoquée par l'agent, qu'elle ait été voulue et préparée par lui; il ne suffirait pas que spontanément le tiers, trompé comme tout le monde par la

façon de l'escroc, vînt affirmer la confiance qu'il témoignait à ses entreprises.

Ces principes rappelés, indiquons que presque toujours l'escroquerie aux accidents du travail exige l'intervention de tiers. Ce seront d'abord les témoins de l'accident lui-même : ils pourront être de bonne foi et affirmer qu'ils ont vu l'auteur du délit se blesser, s'ils ont été eux-mêmes abusés par la perfection de la mise en scène. D'autres fois — et plus souvent — ce seront des compères engagés par l'agent, qui viendront affirmer la réalité d'un traumatisme inexistant. Les ouvriers ont coutume en effet de se servir mutuellement de témoins : c'est un service de bonne camaraderie qui est d'usage. Pourtant le risque qu'ils courent est gros. C'est d'abord la possibilité d'être retenus comme complices de l'escroquerie s'ils ont su que leur intervention était destinée à la perpétration du délit principal; plus rarement ils seront passibles des peines du faux-témoignage, s'ils sont venus déposer devant un Magistrat ou à la barre d'un Tribunal (1).

Presque toujours aussi, l'ouvrier fraudeur produira à l'appui de ses dires, un certificat médical, constatant les blessures. Souvent le médecin traitant sera de bonne foi et décrira la lésion qu'il observe, sans savoir qu'elle n'a pas été reçue au cours du travail : il existe d'ailleurs des affections qui ne sont pas perceptibles extérieurement et la science d'un médecin peut être facilement surprise par l'habileté d'un simulateur qui saura lui décrire des douleurs qu'il ne ressent pas. Pour que son intervention constitue la manœuvre frauduleuse prévue par notre texte, il importe en ce cas que le

(1) Il a été jugé qu'un ouvrier qui affirmait sous la foi du serment la réalité d'un accident simulé encourait les peines du faux témoignage (art. 363 du Code Pénal), même si sa déposition avait été reçue par un juge de Paix procédant à l'enquête prévue par l'art. 12 de la loi du 9 avril 1898. Douai 26 janv. 1914 Rec. Pér. Assur. 1914, 400.

médecin soit celui que le blessé a choisi. Si le médecin qui a été induit en erreur a été commis par la Compagnie d'assurances pour contrevisiter le blessé, sa présence ne suffira pas pour constituer, en dehors de tout autre élément frauduleux, le délit d'escroquerie. Ce médecin est en effet le mandataire de la Compagnie d'assurances, victime des agissements délictueux : son intervention n'a pas été provoquée par l'agent : il n'apporte aucune autorité personnelle aux affirmations de celui-ci ; s'il a été trompé, cela prouvera seulement l'habileté de son prétendu blessé ; mais ce ne serait pas à soi seul la manœuvre frauduleuse.

Tout autre serait la situation si le médecin contre-visiteur avait connu la fraude et qu'il l'eût cachée à la Compagnie. En affirmant à celle-ci la réalité des blessures invoquées, il aurait pris sa part des agissements de l'auteur principal et encouru les mêmes peines en qualité de complice.

Le tiers intervenant sera aussi le médecin traitant de mauvaise foi qui sera puni des peines de la complicité ; nous verrons, au moment où nous dégagerons les règles de la complicité qu'il est particulièrement difficile dans certains cas de définir son rôle et de le comprendre dans les poursuites.

Un autre tiers, de bonne foi celui-ci, pourra être le juge de Paix saisi par une citation du blessé en paiement de l'indemnité journalière que la Compagnie, prise de doute, lui refuse en attendant les résultats de son enquête. Par cet acte, l'agent a montré nettement son intention frauduleuse et s'il a obtenu par jugement le paiement de son indemnité, l'escroquerie sera caractérisée dans le cas où le paiement effectué serait sans cause.

Ainsi pourrait-on reconnaître le caractère délictueux à la majoration d'une note d'honoraires si son auteur, dans le but d'intimider la Compagnie, saisisait le juge de Paix. On pourrait à bon droit voir

dans ce geste la manœuvre constitutive du délit d'escroquerie et il ne serait plus possible au médecin d'arguer de l'erreur; un demandeur en justice ne prend-il pas préalablement le soin de vérifier soigneusement la justification des sommes dont il réclame le paiement ?

Au contraire, la présentation de la note inexacte aux bureaux de la Compagnie par l'un de ces mandataires qui moyennant un pourcentage sur le montant des honoraires se chargent de les recouvrer au nom des médecins ne constituerait pas la manœuvre frauduleuse. En effet, le mandataire — son nom seul l'indique — n'agit qu'en sa qualité : il représente le médecin et ses démarches n'ont d'autre valeur juridique que celles de son mandant.

Ainsi la manœuvre frauduleuse exigée par l'art. 405 se présentera-t-elle le plus souvent en notre matière par l'intervention de tiers. On ne conçoit même pas comment le délit d'escroquerie pourrait être relevé dans les accidents du travail sans la présence de tiers, dupes ou complices de l'agent. Notons enfin que souvent les décisions relèvent la présence de plusieurs co-auteurs ou complices pour caractériser l'élément délictueux : l'arrêt de la Chambre Criminelle du 9 février 1899 (S. 1900. 1. 431) après avoir rappelé le principe que les allégations mensongères doivent, pour constituer le délit d'escroquerie, être appuyées par la mise en œuvre de choses ou de personnes donnant au mensonge un caractère déterminant, précise que l'acte extérieur, élément essentiel de la manœuvre, peut consister pour les prévenus dans le fait de corroborer réciproquement leurs allégations qui restées isolées auraient pu échapper à l'action pénale.

4° Reprise clandestine du travail.

C'est là une hypothèse spéciale aux accidents du travail : elle se présente dans la pratique sous deux formes qu'il importe de distinguer soigneusement :

a) un ouvrier a eu un accident — véritable ou simulé — au service d'un chef d'entreprise : il a effectué les formalités nécessaires pour le porter à la connaissance de son patron et pour toucher les indemnités légales; puis il s'embauche, pendant le temps de l'incapacité supposée, au service d'un second chef d'entreprise pour feindre d'être la victime d'un accident et par ce moyen toucher à la fois deux demi-salaires.

b) un ouvrier a été victime d'un véritable accident au service d'un patron donné. Il s'est soigné quelques jours; puis avant de réclamer son certificat de guérison il s'est embauché sur un autre chantier. La Compagnie d'assurances qui découvre l'existence du nouveau contrat de travail peut-elle s'en prévaloir pour refuser de payer l'indemnité légale ? Et le Parquet peut-il poursuivre l'ouvrier pour escroquerie ?

Précisons tout d'abord qu'il n'y a aucune difficulté pour la solution du premier exemple donné. Puisque nous avons admis par hypothèse que même si le premier accident n'est pas contestable le second sera illusoire, l'escroquerie est nettement caractérisée.

La jurisprudence est bien fixée sur ce point et décide constamment que le seul fait de cumuler deux *demi-salaires* à l'occasion de la même blessure est constitutif du délit d'escroquerie :

Douai, 24 oct. 1900, D. 1902. 2.64 (1).

S. 1902. 2.171.

Trib. Corr. Seine, 16 avril 1913.

Rec. Pér. Assur. 1913, P. 576.

(1) Il est à remarquer que cette décision est moins intéressante à notre point de vue que les suivantes : car elle relève non seulement le cumul des demi-salaires, mais la présence d'une mise en scène frauduleuse.

Rouen, 23 déc. 1921.

Rev. Gén. Trav. 1922, 186.

Aix, 13 déc. 1922.

Rev. Gén. Acc. Trav. 1922, P. 80.

Au contraire, la seconde hypothèse est plus délicate à résoudre.

Ici, nous avons à l'origine un accident authentique, que personne ne conteste : mais l'ouvrier, soit qu'il ait pu se croire effectivement guéri, soit que ses blessures n'aient pas été assez graves pour l'immobiliser complètement, soit enfin que l'indemnité journalière à lui allouée n'ait pas été suffisante pour assurer sa subsistance et celle de sa famille, reprend du travail sur un autre chantier et cumule ainsi salaire et demi-salaire.

Y a-t-il escroquerie ? Sans doute l'attitude de l'ouvrier tend à faire accepter par la Compagnie d'assurances la prolongation d'une incapacité chimérique puisque par définition la blessure n'existe plus.

La jurisprudence hésita longtemps pour se décider dans le sens de l'application de l'article 405 ou dans l'opinion contraire. Les plus anciennes décisions estimaient qu'en reprenant du travail sur un autre chantier l'ouvrier établissait par cela même sa guérison : que si, à l'aide d'un certificat médical qui ne correspondait plus à son état réel, il continuait à percevoir le demi-salaire dû à raison de son accident, il avait rempli les conditions imposées par l'art. 405 du Code Pénal et encourait les peines prévues à ce texte. Les décisions insistaient surtout dans leurs motifs sur ce fait que l'ouvrier n'avait aucun droit au demi-salaire pour une période où il était manifestement en état de travailler et qu'il le reconnaissait lui-même, puisqu'en fait il s'était embauché clandestinement sur un second chantier.

En ce sens : Trib. Corr. Seine, 19 oct. 1920. Rec. Pér. Assur. 1921, p. 238).

De même, la Cour de Douai, par arrêt du 6 novem-

bre 1922 (Rec. Pér. Assur. 1923, p. 561) condamnait aux peines de l'escroquerie un ouvrier victime d'un accident qui s'était présenté « à la paie du demi-salaire comme invalide temporaire et titulaire de certificats invoqués, alors que se jugeant lui-même en état de reprendre son travail il l'avait effectivement repris à salaire plein chez un autre patron où il s'était embauché, touchant ainsi salaire plein et demi-salaire ».

Cependant cette doctrine n'était pas unanimement suivie et la Cour de Lyon, par arrêt du 25 janvier 1922 relaxait un ouvrier qui victime d'un accident du travail avait touché son demi-salaire à l'aide d'un certificat constatant son incapacité temporaire, tandis qu'il n'avait pas cessé de travailler au service d'une autre entreprise; l'arrêt était motivé surtout par cette considération que le travail accepté par l'ouvrier était compatible avec l'incapacité constatée dans les certificats médicaux.

Le pourvoi formé par le ministère public et la partie civile contre cet arrêt fut tranché par la Chambre Criminelle le 7 avril 1922 (D. 1922. 1. 216, S. 1922, sommaires 170) dans une décision qui fit beaucoup de bruit et qui attira de nombreuses protestations. La Cour de Cassation reprend, en les analysant plus complètement dans son arrêt, les arguments donnés par la Cour de Lyon. Elle constate tout d'abord qu'il s'agissait d'une blessure sérieuse, et que l'exactitude et la sincérité du certificat médical fourni par l'ouvrier étaient incontestées. Elle en déduit que la production de cette pièce qui atteste une incapacité réelle ne saurait constituer une manœuvre frauduleuse, puisqu'elle n'a pas pour effet de persuader à l'assureur l'existence de fausses entreprises, en l'espèce d'une incapacité chimérique; la Cour remarque enfin incidemment que l'emploi auquel avait été affecté l'ouvrier était moins pénible que celui qu'il occupait au moment de son accident.

L'annotateur du Dalloz n'accepte pas les raisons de notre arrêt : « L'ouvrier s'était, dit-il, avant sa guérison, embauché chez un autre patron; n'était-ce pas là la preuve que son accident n'avait occasionné aucune incapacité de travail ? »

Cet argument nous semble spécieux. Rappelons d'abord que nous nous sommes placés sur le terrain pénal, et que notre décision doit être seulement emportée par l'interprétation de circonstances de fait par rapport à un texte d'interprétation restrictive, l'art. 405 du Code Pénal.

Or, de quoi s'agit-il en somme ? Un ouvrier se blesse au cours son travail. Accident parfaitement établi. Blessure réelle. L'ouvrier va consulter un médecin : celui-ci l'examine, et faisant état de la gravité relative de la lésion, lui accorde en toute conscience une incapacité de X jours. Notons bien que cette évaluation par le médecin de l'incapacité probable n'est qu'approximative, que la durée de l'incapacité pour la même blessure variera selon les blessés eux-mêmes, selon leur constitution physique, selon leur courage et aussi leur désir plus ou moins vif de reprendre le travail. Or, notre homme, après avoir pris quelque repos, voit son mal se fermer, sa plaie se cicatriser. Il ne se croit pas encore capable de reprendre pleinement les occupations qu'il remplissait avant sa maladie, mais il a conscience de pouvoir accomplir une besogne moins pénible; il s'engage sur un autre chantier.

Dira-t-on qu'il y a dans les circonstances d'une telle cause les éléments constitutifs de notre délit ? Y trouvera-t-on la mise en scène que l'art. 405 exige et les manœuvres frauduleuses qui sont indispensables pour l'application de ce texte ?

Nous ne le croyons pas. Sans doute, il ne saurait cumuler salaire et demi-salaire. Il appartiendra à la Compagnie d'assurances de lui refuser le paiement

de son indemnité à partir du moment où il a accepté une besogne quelle qu'elle fût : la loi du 9 avril 1898 parle dans son article 3 d'une incapacité qui n'est pas destinée à comporter des degrés. Sur le terrain civil, aucun doute possible : l'ouvrier ne peut avoir droit à un demi-salaire, alors qu'il a repris un travail quelconque pour lequel il est rémunéré (1). Mais sur le terrain pénal, verra-t-on dans cette tromperie assez grossière les caractéristiques de ce délit raffiné et complexe qu'est l'escroquerie ? Nous ne le pensons pas.

La jurisprudence plus récente s'est rangée à ce critérium posé dans l'arrêt du 7 avril 1922. Ainsi le jugement du Tribunal Correctionnel de Saint-Etienne du 16 octobre 1923 (Rec. Pér. Assur. 1923, p. 551) refuse de condamner l'ouvrier qui a repris le travail, étant en période d'incapacité, *si du moins la blessure était sérieuse et les constatations des certificats étaient exactes.*

Le Tribunal Correctionnel du Havre dans son jugement du 24 mars 1924 (Rec. Pér. Assur. 1924, p. 470) présente la question d'une manière un peu différente : il rappelle le principe que la loi de 1898 ne fait pas de distinction entre l'incapacité temporaire absolue et l'incapacité temporaire partielle : il en déduit que l'ouvrier ayant droit au demi-salaire quand il était en état d'incapacité partielle, on ne saurait lui faire grief de ce qu'il a utilisé comme

(1) La Cour de Cassation (Req. 22 mars 1927 Vacca c. Sambuc) dans un arrêt malheureusement resté inédit a formellement décidé en ce sens :

« Attendu que si l'indemnité journalière allouée par l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 30 mars 1905, est due pour tous les jours sans exception où s'est manifestée l'incapacité de travail, même pour les dimanches et jours fériés, et si dans cette mesure comme dans sa quotité, elle a un caractère forfaitaire, il ne s'ensuit nullement qu'elle soit exigible pour les journées où même par intermittence, l'ouvrier aurait repris le travail et perçu son salaire intégral; que cette indemnité alimentaire ayant sa cause dans l'incapacité de travail a pour objet de suppléer au salaire normal; qu'elle ne peut dès lors en aucun cas se cumuler avec lui. »

bon lui a semblé la capacité qui, lui restait et que à *fortiori* on ne saurait y voir une escroquerie. Le Tribunal semble reconnaître à l'ouvrier le droit de cumuler salaire et demi-salaire. Cet argument, peut-être suffisant pour écarter, de notre espèce l'application d'un texte de droit pénal, ne semble pas exact du point de vue civil. Sans doute, la loi de 1898 ne distingue pas entre l'incapacité temporaire absolue qui interdit tout travail à l'ouvrier et l'incapacité temporaire partielle dans laquelle il a recouvré une fraction de sa valeur professionnelle. Elle accorde le demi-salaire jusqu'à ce que l'ouvrier ait repris effectivement ses occupations. Mais à partir du moment où l'ouvrier juge qu'il peut reprendre le travail, l'assureur ou le chef d'entreprise ne doit plus l'indemnité journalière. La jurisprudence est constante sur ce point.

Enfin, le Tribunal de la Seine, par jugement du 17 mai 1927, (Rev. Gén. Acc. Trav. 1927. 252) motive d'une manière plus exacte sa décision de relaxe rendue au profit du prévenu :

« Qu'il n'est point rare, en effet, que des ouvriers blessés, bien que non rétablis, commettent au risque d'aggraver involontairement leur état, et en vue de compléter le demi-salaire insuffisant l'imprudence de s'embaucher pour un travail plus ou moins pénible, suivi et rémunérateur chez un autre patron non averti; que ce faisant ils s'exposent peut-être à la *restitution du demi-salaire indûment touché* à partir de ce réembauchage, ils ne sauraient toutefois, en raison de ce vol civil à défaut d'un texte spécial, tomber sous le coup de l'art. 405 du Code Pénal ».

Dans le même sens : Le Havre 17 avril 1928. Rev. Gén. Acc. Trav. 1928, p. 117.

Pour conclure sur ce point qui présente dans la pratique une importance considérable, nous ne pouvons mieux faire que citer les motifs particulièrement clairs dans leur concision, dont le Tribunal de

la Seine éclaire son jugement du 12 mars 1924 (Rec. Périod. Assur. 1924, p. 435). Le critère de la distinction y est indiqué avec un rare bonheur d'expression :

« Attendu qu'il s'est embauché le... à la fois pour un *salaire horaire plus élevé et dans des conditions de travail différentes* : qu'il n'apparaît pas que la seconde profession fut *moins pénible* que la première et que, le deuxième embauchage ait eu pour résultat de suppléer par un nouveau contrat de travail à *l'insuffisance des ressources que lui procurait son demi-salaire*.

« Attendu que si l'on admet qu'un ouvrier blessé touchant régulièrement son demi-salaire peut, s'il se sent suffisamment rétabli avant la fin de la période d'invalidité primitivement prévue s'embaucher à nouveau et à effectuer dans la mesure *de ses moyens un travail moins fatigant* et par suite *moins rémunérateur*, il faut tout au moins que cet ouvrier agisse sans *dissimulation aucune et sans intention délictueuse*. Que dans ces conditions le cumul du salaire et du demi-salaire effectué sans manœuvres frauduleuses ne peut constituer le délit d'escroquerie. (Cass. Crim., 7 avril 1922) ».

Il nous suffira de reprendre chacune de ces idées pour énumérer les conditions dans lesquelles doit se présenter le cumul du demi-salaire avec le plein salaire pour échapper à la répression pénale :

1) Accident non contesté ayant entraîné une réelle incapacité de travail.

2) Reprise du travail avant la fin de l'invalidité : mais profession moins pénible et occupations moins rémunératrices.

3) Absence d'intention délictueuse qui se manifestera le plus souvent par la raison que l'ouvrier avait de reprendre ses occupations; insuffisance du demi-salaire pour sa subsistance et celle de sa famille.

Dans ces limites, pas de délit. Mais si le certificat

produit était mensonger et si l'incapacité prévue n'était qu'illusoire, l'ouvrier encourrait les peines de l'escroquerie et le médecin pourrait être poursuivi comme complice.

Paris, 8 novembre 1923. (Rec. Spéc. Acc. Trav. 1924, p. 23).

(Rec. Pér. Assur. 1924, p. 469).

*

* *

Les manœuvres frauduleuses qu'énonce l'article 405 ne sont punissables, nous l'avons indiqué, que lorsqu'elles tendent vers un but qui est « de persuader l'existence de fausses entreprises, d'un crédit ou d'un pouvoir imaginaire, ou de faire naître l'espérance ou la crainte chimérique d'un succès ou d'un accident ».

L'utilité de cette restriction apportée par le législateur à la définition du délit nous est encore précisé par l'arrêt Poirier du 5 mai 1820 :

« Les expressions *manœuvres frauduleuses*, qui
« ont été substituées dans l'article 405 au mot *dol*,
« employé par la loi de 1791, et dont le sens était
« trop général et trop vague, n'ayant pas elles-
« mêmes une signification assez précise pour que
« l'application n'en put devenir arbitraire, il a été
« dans la prévoyance du législateur de fixer le cas
« où cette application devrait être faite en détermi-
« nant dans quel objet ces manœuvres ont dû être
« employées pour qu'elles puissent être jugées for-
« mer une circonstance élémentaire du délit d'es-
« croquerie ».

Quels seront les événements imaginaires dont les auteurs de notre délit essayeront de persuader l'existence aux Compagnies d'Assurances ?

1. — *Existence de fausses entreprises.*

Les fausses entreprises que vise l'article 405 sont de deux sortes :

a) d'abord celles qui n'ont aucune existence, et sont purement imaginaires.

b) celles qui présentant un fond de vérité sont différentes de la description et des rapports que l'agent en fait.

L'exemple qui s'applique le mieux aux entreprises du premier genre est celui de l'accident simulé. Par la mise en scène dont il l'a entouré, par les témoins qu'il a indiqués, par les certificats qu'il a produits, l'ouvrier frauduleux veut convaincre la Compagnie de la réalité d'un accident du travail survenu sur le chantier de l'un de ses assurés.

Ainsi en est-il quand l'ouvrier met sur le compte d'un prétendu accident une lésion préexistante : la Compagnie peut obtenir la condamnation de l'ouvrier en faisant état d'un rapport d'expert niant la possibilité de toute relation de cause à cet effet (1).

Les entreprises de la seconde espèce seront surtout constituées par la prolongation frauduleuse de l'incapacité; l'ouvrier désire continuer à percevoir son indemnité alors que sa blessure est guérie et que, par conséquent il n'a plus aucun lien de droit avec la Compagnie d'Assurances, et il se sert à cette fin de certificats mensongers (2), affirmant la présence de lésions inexistantes; ou bien il entretient par un procédé chimique la suppuration de ses plaies (3).

Dans ces espèces il y a bien une part de vérité, qui consiste en la réalité d'une blessure à l'origine; l'entreprise chimérique commence au moment où la guérison est acquise et où l'agent manœuvre pour per-

(1) Trib. Cor. du Havre, 7 mai 1906. Rec. Documents sur les Acc. du Trav. jurisprudence VII, p. 22.

(2) Trib. Cor. La Seine, 27 mai 1908. D. 1908-5-43.

(3) Trib. Cor. Limoges, 1^{er} mars 1905. Rec. Pér. Assur. 1905, p. 215.

suader à la Compagnie d'assurances que son incapacité dure toujours.

2. — *Existence d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire.*

La loi a voulu désigner par là tous les actes qui ont pour but de faire croire que l'agent possède des titres, une position sociale, une fortune, des relations, une puissance quelconque qu'il n'a pas en réalité.

La seule crainte que puisse inspirer à un débiteur des indemnités légales un ouvrier victime d'accident est celle d'une condamnation de payer que grâce aux facilités que la loi lui accorde il obtiendra rapidement, et sans frais.

Il arrivera ainsi que l'exercice du droit d'agir en justice qui est incontestablement licite pourra être considéré parfois comme une manœuvre tendant à la consommation d'une escroquerie (1), qu'il y ait eu seulement citation en justice (qui n'est que la menace) ou jugement surpris à la bonne foi d'un magistrat par un concert frauduleux intervenu entre la prétendue victime, de faux témoins et un médecin abusé ou complaisant.

Les expressions qui suivent : « *faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès ou d'un accident ou de tout autre événement chimérique* » bien qu'elles soient le plus souvent visées dans les espèces étrangères à notre objet spécial (2) n'appellent en notre matière spéciale aucune observation intéressante; on ne saurait faire nettement la différence avec les espèces que nous venons d'examiner.

(1) Crim., 23 janv. 1919. Rec. Pér. Assur. 1919, p. 277. S. 1919-1920, Somm. 1-103.

(2) Le procédé le plus habituel des escrocs est en effet d'exciter la cupidité ou les passions par de vaines illusions ou des promesses brillantes dont l'événement vient montrer l'inanité à la victime.

DEUXIÈME ÉLÉMENT : REMISE OU DÉLIVRANCE
DES FONDS OU TITRES

L'escroquerie est caractérisée essentiellement par ce fait que le propriétaire de la chose s'en dépouille volontairement. Ainsi la remise même *des fonds ou des valeurs* est-elle un des éléments constitutifs du délit.

Dans la matière des accidents du travail, nous nous trouverons seulement en présence de remise de fonds : soit sous la forme d'indemnité journalière (art. 3 de la loi du 9 avril 1898), soit du salaire entier lorsque l'escroquerie a été commise au préjudice de la Compagnie qui assure le tiers prétendument responsable de l'accident (art. 7 de la loi du 9 avril 1898), soit enfin que le délit vienne du médecin lui-même et que les fonds à lui remis représentent le montant injustifié de ses honoraires (art. 4 de la même loi).

Pour que le délit soit constitué, il faut aussi que la remise des valeurs ou espèces ait été *directement* provoquée par l'emploi des moyens frauduleux.

TROISIÈME ÉLÉMENT : LE DÉTOURNEMENT DES ESPÈCES.

C'était l'élément par lequel se manifestait sans aucun doute l'intention frauduleuse. On en tire l'existence du paragraphe de l'art. 405 qui exige que le prévenu ait « escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui ».

La jurisprudence ancienne de la Cour de Cassation avait considéré le délit consommé par la seule délivrance des espèces sans que s'y ajoutât leur détournement, et par conséquent, même avant la loi du 13 mai 1883, avait permis de réprimer la tentative d'escroquerie avant même la délivrance des espèces.

Mais un arrêt des Chambres Réunies du 29 novembre 1828 (Journal du Droit Criminel, tome I, p. 83) a jugé en sens contraire que la tentative d'escroquerie exigeait que les espèces eussent été remises, et

implicitement que le délit n'était consommé que par le détournement opéré au préjudice du propriétaire.

C'était là une condition qui restreignait singulièrement la *portée* de la répression puisqu'elle exigeait en toute hypothèse la remise des fonds pour qu'il y eut tentative. La loi du 13 mai 1863 a sagement étendu la portée de notre texte en y apportant certains mots : « Quiconque... se sera fait remettre ou délivrer *ou tenté de se faire remettre ou délivrer* des fonds,..... et aura par un de ces moyens, escroqué ou *tenté d'escroquer* la totalité ou partie de la fortune d'autrui... ».

Ainsi ont été fondus en un seul les deux premiers éléments de l'escroquerie : désormais le délit sera consommé dès que l'agent se sera, par l'un des moyens frauduleux énumérés à l'art. 405, fait remettre des fonds, et les aura détournés au préjudice de leur propriétaire. Et la tentative sera punissable par le seul emploi de moyens frauduleux du premier paragraphe de l'art. 405, fait dans le double but d'entraîner une remise de fonds et permettre à l'agent un détournement.

Section II.

DE LA TENTATIVE D'ESCROQUERIE.

Nous sommes ainsi amenés à parler de la tentative en matière d'escroquerie aux accidents du travail.

La loi pénale a voulu, pour certaines infractions qui lui paraissaient particulièrement graves, frapper celui qui avait désiré les commettre et qui, par un concours d'événements fortuits n'avait pas atteint le but qu'il se proposait. Sans doute, le trouble so-

cial était alors moins sensible que si le délit avait été consommé, mais il importait dans un but d'intimidation que le législateur frappât ceux qui avaient révélé leurs instincts pervers aussi clairement que s'ils avaient accompli le crime et que seules des circonstances auxquelles ils n'avaient pas eu de part, eussent préservés de toute pénalité.

C'est pourquoi le Code Pénal a prévu pour la plupart des crimes et pour quelques délits, parmi les plus graves, les mêmes peines contre l'auteur de l'infraction tentée et contre celui de l'infraction réussie.

Mais la question de la tentative ne laisse pas d'être délicate et d'entraîner des difficultés théoriques et pratiques considérables.

La théorie générale de la tentative dans notre droit moderne a été inscrite dans la loi du 22 prairial, an IV qui s'exprime ainsi :

« Toute tentative de crime *manifestée par des actes extérieurs et suivie d'un commencement d'exécution* sera punie comme le crime lui-même, si elle n'a été suspendue *que par des circonstances fortuites, indépendants de la volonté du prévenu* ».

Cette règle a été insérée en termes identiques, mais plus concis dans l'article 2 du Code Pénal et a été étendue par des textes spéciaux à un certain nombre de délits au nombre desquels l'escroquerie. L'art. 405 le dit formellement :

« Quiconque se sera fait remettre ou *tenté de se faire remettre...* et aura, par un de ces moyens, escroqué ou *tenté d'escroquer* ».

Il était juste de punir la tentative d'escroquerie pour assurer une répression efficace de ce délit qui tend à développer à mesure que la civilisation et l'instruction deviennent plus étendues et se répandent dans les masses populaires : la criminalité qui répugne aujourd'hui aux actes de brutalité préfère les nuances et les combinaisons raffinées de l'escroquerie.

Mais l'escroquerie est un délit complexe, de réalisation difficile; elle suppose une machination habilement préparée, un tissu minutieusement ourdi d'éléments subtils, le tout formant un frêle édifice que le moindre vent peut jeter à terre malgré l'habileté de l'agent. Exiger la consommation du délit pour la répression n'aurait pas arrêté les escrocs : mais frapper l'acte dans sa préparation même lorsqu'il a échoué et que l'escroc n'en a tiré aucun profit, voilà qui est d'un excellent effet de police préventive.

La difficulté est alors de déterminer avec précision à quel moment la tentative devient punissable, et cela est particulièrement délicat dans le délit d'escroquerie, à raison même de cette complexité des faits qui concourent à la commission de l'acte délictueux.

Nous avons indiqué qu'autrefois la question avait été discutée de savoir si la tentative d'escroquerie exigeait la remise des espèces et que la loi du 13 mai 1863 avait modifié le texte de l'art. 405 du Code Pénal et permis à la répression d'étendre considérablement son étendue d'application. Les motifs en sont lumineusement exposés dans le rapport rédigé par la Commission du Corps législatif qui prépara la loi :

« La Cour de Cassation, dans une jurisprudence
« à peu près constante, a induit de ce texte (art. 405)
« que la remise des valeurs est une des conditions
« constitutives du délit, mais quelle ne le consomme
« pas, que la consommation ne résulte que des dé-
« tournements ou de la dissipation des fonds déli-
« vrés et que les manœuvres, à quelque point qu'elles
« aient été poussées, ne constituent une tentative pu-
« nissable que lorsqu'elles ont été suivies de la vente
« effective des valeurs. Il faut reconnaître que cette
« jurisprudence confère une grande force au texte
« de l'art. 405, qui ne punit la tentative d'escroque-
« rie que lorsqu'elle a été commise par les *moyens*

« qui y sont énumérés, moyens qui comprennent à
« la fois des manœuvres et la remise des fonds.
« Aussi la doctrine l'approuve assez généralement
« en faisant remarquer que l'escroquerie est un dé-
« lit de fourberies et de ruses, qui se compose de
« faits vagues et incertains, dont la moralité est dif-
« ficile à apprécier et que la tentative ne doit en être
« punie que lorsqu'elle prend un caractère précis et
« saisissable, c'est-à-dire lorsque la remise des fonds
« a été effectuée. Cependant appelés à statuer légis-
« lativement sur cette question, nous ne pouvions pas
« confondre les manœuvres qui sont les moyens em-
« ployés par l'escroquerie avec la remise des valeurs,
« qui est le but même qu'elle poursuit. S'il est vrai
« qu'il soit difficile d'apprécier le caractère crimi-
« nel des manœuvres, tant qu'elles n'ont pas abouti
« à la remise des fonds, toute la conséquence à en
« tirer sera que la tentative d'escroquerie n'est pas
« punissable; mais il ne faudrait pas dire que cette
« tentative n'existe que lorsque les fonds ont été re-
« mis effectivement. Il est cependant des cas dans
« lesquels les manœuvres ont été si directes, si pré-
« cises, poussées si loin, qu'il serait impossible de se
« refuser à les trouver criminelles, alors même que
« la remise des fonds ne les aurait pas suivies. Ne
« peut-on pas, pour la tentative de ce délit comme
« pour toutes les autres, s'en rapporter à la prudence
« des tribunaux, qui ne devront la reconnaître que
« lorsqu'elle se sera manifestée par un commence-
« ment d'exécution sérieux et saisissable et qu'elle
« n'aura manqué son effet que par des circonstances
« indépendantes de la volonté de son auteur ? Nous
« avons été unanimes à nous ranger à cette opinion,
« et nous avons voulu faire cesser toutes les incer-
« titudes en incriminant nettement dans l'art. 405 la
« tentative de se faire remettre les valeurs à l'égal
« de la tentative d'escroquerie ».

C'était en somme remettre l'escroquerie dans le droit commun de l'art. 2 du Code Pénal : la tentative d'escroquerie sera punissable dès qu'on y découvrira les éléments constitutifs de l'infraction sauf la remise des espèces par quoi le délit se trouve consommé, et qu'on relèvera contre l'agent le désir de commettre l'infraction.

Sans doute, il est facile de caractériser l'infraction que l'agent a l'intention de commettre; lorsque par exemple, il simule un accident du travail, on est assuré qu'il désire accomplir une escroquerie. Mais à quel moment précis est-il censé commencer l'exécution de son dessein ?

Le principe général posé dans un très important arrêt de la Cour de Cassation en date du 3 janvier 1913 (S. 1913 1. 281, note de M. Roux, D. 1914, 1. 41, note de M. Donnedieu de Vabres) est qu'il n'est pas nécessaire de trouver un rapport de causalité entre l'acte qui est considéré comme un commencement d'exécution et l'infraction que l'agent veut réaliser. Il suffit que l'acte tende à l'accomplissement du crime et qu'il le prépare directement.

L'escroquerie, œuvre de l'ouvrier, commence souvent, nous l'avons dit, par un accident simulé. La mise en scène qui accompagne cette simulation prépare l'infraction; mais elle n'est pas encore le commencement d'exécution; nous verrions plus volontiers celui-ci dans la déclaration de l'accident au patron, dans l'indication du nom des témoins, dans la production d'un certificat médical; tous ces actes servant à constituer le dossier de l'ouvrier et à lui permettre d'encaisser le montant de son indemnité, lorsqu'il se présentera au guichet de la Compagnie d'Assurances.

A plus forte raison en est-il ainsi lorsque l'ouvrier vient réclamer son argent.

Si donc, sa demande est rejetée à la suite d'une enquête qui a établi la supercherie, il n'en est pas moins

vrai que l'infraction n'est manquée que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur.

Ainsi en a décidé la Cour de Lyon, par arrêt du 18 janvier 1916 (Rec. Pér. Assur. 1916, p. 82) en condamnant deux époux qui avaient employé des manœuvres frauduleuses pour se faire attribuer par une Compagnie d'Assurances des indemnités auxquelles ils n'avaient pas droit; la police d'assurance excluait la garantie des accidents survenus aux membres de la famille et au cojoint du souscripteur; or, le sinistre était survenu à la femme déclarée sous son nom de jeune fille. La Compagnie avait découvert le subterfuge avant d'avoir versé l'indemnité. La Cour a déclaré le délit établi puisque la tentative d'escroquerie n'avait manqué son effet que par la découverte de la véritable identité de la victime de l'accident.

Le plus souvent, ce sera l'usage d'un certificat médical mensonger qui constituera l'acte d'exécution par lequel se manifeste sans équivoque l'intention frauduleuse et se caractérise la tentative punissable.

Trib. Corr. Seine, 19 oct. 1920. Rec. Pér. Assur., 1921, p. 238.

Trib. Corr. Seine, 27 avril 1923. Rec. Gén. Acc. Trav. 1923, p. 175.

Paris, 8 nov. 1923. Rec. Pér. Assur., 1924, p. 469.

Rec. Spéc. Acc. Trav., 1924, p.

23.

De même la seule délivrance par un médecin d'un certificat initial mensonger est considéré par la jurisprudence comme constituant le délit de tentative d'escroquerie et le Tribunal Correctionnel de la Seine (X^e Chambre) dans un jugement récent (27 février 1929 Min. Publ. contre Docteur Grognot) motive fort bien sa décision sur ce point :

« Attendu qu'il est indubitable que si la demoiselle P... n'avait pas été honnête et si elle n'avait pas révélé

les faits à la Compagnie d'Assurances, cette Compagnie aurait subi grâce au certificat délivré sans examen de blessure, dans les conditions sus-indiquées, un préjudice certain, d'environ 140 francs, *que ce certificat initial est le pivot de la procédure en matière d'accidents du travail*, et qu'il était propre à tromper la Compagnie d'Assurances dont la contre-visite n'est pas obligatoire ».

« Attendu que dans ces conditions, la tentative d'escroquerie est suffisamment caractérisée ».

Une espèce particulièrement curieuse et qui présente un vif intérêt théorique a été tranchée par la Cour de Cassation, Chambre Criminelle, dans son arrêt du 20 mars 1919 (S. 1921, 1. 233, note de M. Roux, Rec. Pér. Assur. 1919, p. 275). Une compagnie d'Assurances, ayant des doutes sur l'honnêteté d'un médecin, lui avait tendu un piège : elle lui avait envoyé avec un bulletin d'accident une personne qui déclarait s'être blessée au service de l'un de ses assurés; en réalité, le pseudo-ouvrier n'avait aucune lésion; le médecin, sans examiner l'individu, délivra un certificat attestant l'incapacité de l'ouvrier, et peu de temps après, adressa à la Compagnie une note d'honoraires pour des consultations et un traitement qui n'avaient évidemment jamais eu lieu.

Sur plainte de la Compagnie, le médecin avait été condamné en première instance et en appel. Contre ces décisions, il forma un pourvoi, motifs pris de ce que le patron figurant sur le bulletin d'accident n'était pas assuré à la Compagnie plaignante et que celle-ci n'était donc pas exposée au paiement de la note d'honoraires. Le délit était dans ces conditions impossible. La Cour de Cassation répond à cette argumentation dans son arrêt : elle constate d'abord que les circonstances de fait relevées contre le médecin correspondent bien à la qualification légale du délit; il y a des allégations mensongères appuyées sur un fait extérieur (la présentation de la note à la

Compagnie) et les manœuvres frauduleuses ont reçu un commencement d'exécution. Ce point acquis, elle remarque que le fait que la Compagnie d'assurances à laquelle était réclamé le paiement de la note n'assurait pas le prétendu patron n'est qu'une circonstance indépendante de la volonté du médecin et non point une impossibilité absolue d'atteindre le but que le prévenu s'était frauduleusement proposé. La jurisprudence a toujours estimé que la question du délit impossible n'existait pas; elle s'en tient à l'article 2 du Code Pénal et se demande seulement dans chacune des espèces qui lui sont soumises si les éléments juridiques de la tentative se trouvent réunis. Le second moyen du pourvoi prétendait que la Compagnie ne s'exposait pas à payer la note d'honoraires puisqu'elle avait tendu un traquenard au médecin. La Cour le rejette sur le même argument que précédemment : le fait que la Compagnie n'était pas exposée à un préjudice n'enlève pas leur caractère délictueux aux agissements du médecin et lui est totalement étranger.

Il est ainsi précisé à l'occasion de cette espèce que la tentative de délit s'apprécie non point à l'égard de la victime, mais bien en soi et uniquement par rapport au délinquant lui-même.

Section III.

DE LA COMPLICITÉ DANS LE DÉLIT D'ESCROQUERIE A L'ACCIDENT DU TRAVAIL.

L'étude de la complicité présente dans notre objet spécial une importance particulière. C'est que le complice, surtout s'il est médecin, joue dans l'accomplissement des manœuvres délictueuses un rôle de premier plan : beaucoup plus que l'agent principal

du délit, c'est lui qui a la plus grande part des responsabilités (1).

Aussi est-il d'un intérêt pratique considérable de bien situer le rôle de médecin dans l'accomplissement du délit et surtout de déterminer les limites à partir desquelles il sera punissable des peines de la complicité.

Si nous nous reportons aux articles 59 à 62 du Code Pénal qui traitent de la question, nous constatons que la réunion de trois conditions est nécessaire pour qu'une personne soit inculpée de complicité :

1) Il faut, avant tout — c'est l'évidence même — un fait principal qualifié *crime* ou *délit* (pas de complicité dans les contraventions), sans qu'il y ait à distinguer que l'infraction soit consommée, pourvu qu'elle soit *tentée* (dans le cas du moins où la loi punit la tentative).

2) Il faut aussi un fait de complicité qui exige de la part du prévenu d'avoir participé à l'action principale dans les conditions prévues aux articles 60 et 61 du Code Pénal.

3) Il faut enfin que le complice ait eu l'intention de coopérer au crime, c'est-à-dire qu'il ait connu la criminalité de l'acte et qu'il ait voulu sa réalisation, en un mot, qu'il ait agi *sciemment* et *volontairement*.

Le fait principal ne peut être dans notre hypothèse que le délit d'escroquerie commun au préjudice d'une Compagnie d'Assurance par un ouvrier.

Les faits constitutifs de la complicité pourront être ou bien antérieurs à l'accomplissement des agissements délictueux, ou concomitants du délit lui-même.

A. — *Faits de complicité antérieurs au délit principal :*

(1) Une décision a vu dans la complicité d'un médecin une circonstance atténuante en faveur du prévenu : il s'agissait d'un laveur de vaisselle qui avait volontairement empêché la guérison de ses blessures. Trib. Corr. Seine, 20 nov. 1909, D. 1910, 5, 3 Rec. Pér. Assur. 1910, p. 720.

Ce pourra être d'abord la *provocation*, c'est-à-dire le fait d'inciter quelqu'un à commettre une action donnée : la loi exige pour que la provocation soit considérée comme un fait de complicité deux conditions :

a) qu'elle ait exercé sur la volonté de l'agent une action déterminante.

b) qu'elle ait été appuyée sur un fait concret de dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables.

Nous n'insisterons guère sur la provocation dont les éléments juridiques seront rarement réalisés dans notre délit : sans doute la présence d'un médecin complaisant sera pour les ouvriers fraudeurs un précieux encouragement : ils savent que, grâce à lui, ils pourront accomplir avec quelques chances de succès leurs entreprises coupables. Mais de là à incriminer le médecin d'avoir provoqué — surtout au sens restrictif de l'art. 60 du Code Pénal — il y a loin, et nous n'avons pas réussi à découvrir une seule décision dans laquelle soit relevé, contre un médecin, le fait de la provocation.

L'art. 60 relève également les *instructions* données par le complice sur la manière de réaliser le délit; il ne suffit pas que le prévenu donne à l'agent principal des renseignements qui lui permettront de réaliser l'acte délictueux, il est nécessaire qu'il soit formellement précisé que les explications ont été fournies en connaissance de cause, celui qui les a procurées n'ignorant pas le but à l'accomplissement duquel elles allaient servir. Mais si le prévenu a renseigné l'agent principal sans se douter de l'objet qu'il poursuivait, on ne saurait voir là la complicité par don d'instructions. Ainsi en serait-il, par exemple, d'un médecin qui indiquerait une pomade caustique à un ouvrier qui se plaint d'hydarthrose du genou, alors qu'en réalité elle est destinée

à aggraver les conséquences d'une plaie du bras qu'il ignorait.

De toute façon, les instructions données par le complice doivent être claires et tendre nettement à l'accomplissement du délit; il ne suffirait pas de ne relever contre lui qu'une invitation tacite.

« Attendu, dit le Tribunal Correctionnel de la Seine, XV^e Chambre, dans son jugement du 26 avril 1929 (Ministère Public contre Larcher, Tatot et autres) que, en ce qui concerne le fait Tatot, la prévention fonde la complicité à l'égard de R... sur le fait que celui-ci avait, d'après la déclaration de Tatot, fait un geste que ce dernier aurait interprété comme le conseil d'aggraver sa blessure et sur ce que R.... aurait continué ses soins, alors qu'il ne pouvait avoir aucun doute sur le caractère frauduleux de cette aggravation ».

« Attendu que, *malgré les graves présomptions relevées contre R...*, le Tribunal ne saurait y trouver les *éléments d'une conviction complète, laquelle est indispensable pour asseoir un jugement de condamnation* ».

Un troisième moyen de servir à l'action principale est aux termes de l'art. 60 du Code Pénal de *procurer les armes, instruments ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir*. C'est là l'hypothèse qui rencontrera en cette matière le plus grand nombre d'applications. Elle se confond dans notre matière avec les faits de complicité concomitants à la commission du délit :

B. — *Faits de complicité concomitants du délit.*

L'article 60 du Code Pénal punit « ceux qui avec connaissance ont *aidé ou assisté* l'auteur ou les auteurs de l'action dans les faits qui l'ont préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'ont consommée ».

Comme l'escroquerie est un délit complexe, qui s'accomplit par une série d'actes dont le but est frauduleux, il est difficile de dire si l'intervention du

médecin doit être classée dans les faits de complicité qui sont antérieurs à la commission du délit lui-même ou dans ceux qui lui sont contemporains. D'ailleurs la distinction ne présente pas d'importance pratique.

Le moyen qui servira à l'action est un certificat médical. C'est, en effet, la pièce essentielle pour l'application de la loi du 9 avril 1898 :

« Le certificat est presque un acte médico-légal, écrit le Professeur Brouardel (1), c'est sur lui que s'engageront souvent les procès. Ne mettez jamais dans leur rédaction que ce que vous avez vu, constaté vous-même, n'y ajoutez pas ce que vous avez entendu raconter par la personne qui le demande... Vous ne rédigerez jamais un certificat avec trop de prudence et de réserve ».

C'est à l'aide du certificat initial que le blessé persuade la Compagnie d'Assurances de la réalité des lésions que les témoins de l'accident déclarent lui avoir vu contracter au cours de son travail. La production du certificat est donc parmi les manœuvres qui concourent à la formation du délit d'escroquerie, l'une de celles qui marque le mieux l'intention délictueuse, la volonté de maquiller des pièces authentiques, la simulation.

C'est donc par la délivrance de certificats que le médecin pourra le plus souvent être retenu dans l'inculpation comme complice de l'ouvrier.

Mais la tâche n'est pas aisée de séparer les cas dans lesquels il sera possible de relever l'inculpation de complicité contre les médecins de ceux où il aura simplement agi par ignorance ou par légèreté, trompé qu'il était lui-même par son client.

En effet, presque inévitablement, le médecin qui aura délivré un certificat erroné arguera de sa bonne foi; il a constaté des lésions réelles sans se demander — ce qui était son droit — si elles avaient

(1) La responsabilité médicale, 1898. p, 291.

été bien contractées au cours du travail. Lui imputera-t-on à faute, d'avoir donné des certificats à un ouvrier faisant servir la même blessure pour toucher deux indemnités d'accidents de patrons différents. Il prétendra qu'il n'a pu reconnaître l'ouvrier, son cabinet ayant une clientèle trop nombreuse. Lui reprochera-t-on d'avoir accordé une longue incapacité pour un blessé dont les lésions sont apparues à un expert comme insignifiantes ! Il se retranchera alors derrière l'indépendance dont jouit tout médecin traitant quant à la façon de provoquer la guérison : il montrera qu'il est impossible en matière médicale de donner des diagnostics extrêmement précis, qu'il y a toujours une grande marge d'appréciation et qu'il ne saurait suffire d'une divergence d'opinion pour entraîner contre lui une décision pénale.

Enfin, le mettra-t-on en présence des aveux de l'ouvrier qui reconnaît avoir simulé l'accident et s'être présenté à la visite sans lésions véritables ! Il prétendra alors que sa bonne foi a été surprise, qu'il a agi avec légèreté sans doute, mais non point dans le but d'aider l'ouvrier à perpétrer sans escroquerie (1).

Aussi les tribunaux devront-ils se montrer particulièrement circonspects et motiver d'une manière très précise les faits de complicité relevés contre le médecin.

Un premier point doit être posé : il n'est pas utile que le complice se livre lui-même à des manœuvres frauduleuses définies par l'art. 405 pour entraîner et la condamnation de l'auteur principal et sa propre condamnation. Ce principe est très clairement affirmé par un arrêt de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation du 13 juillet 1907 (D. 1910. 1. 111), qui estime la manœuvre frauduleuse suffisamment

(1) Voir dans un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine XV^e chambre en date du 26 avril 1929 (Ministère Public contre Larcher, Tatot et autres) une espèce où le médecin traitant et le médecin contre-visiteur ont été trompés par le blessé.

constituée par l'intervention d'un tiers qui corrobore afin de leur donner un effet déterminant des allégations précédemment produites par l'auteur principal du délit.

Mais pour retenir la complicité du médecin, une décision pénale ne saurait se borner à constater que le certificat médical produit par l'ouvrier était inexact et qu'il a permis la commission du délit. Les éléments constitutifs de l'infraction relevée contre le médecin doivent être soigneusement indiqués un à un dans les motifs du jugement de condamnation. Il ne suffit donc pas de constater que le certificat médical a permis à l'agent principal de commettre le délit, si l'on n'a pas indiqué que le médecin au moment où il a délivré les certificats connaissaient l'usage auquel ils devaient servir. Tout arrêt insuffisamment motivé sur ce point encourrait la cassation :

Crim. 6 août 1924. D. H. 1924, 561. Rec. Pér. Assur. 1924, p. 470.

Aussi les décisions de condamnation relèvent-elles avec soin les circonstances qui permettent d'affirmer la mauvaise foi du médecin : tel cet arrêt de la Chambre Criminelle du 17 juin 1922 (1) qui déduit l'intention frauduleuse du fait d'avoir délivré à *plusieurs reprises* à un ouvrier *sous-deux noms différents* des certificats qui lui ont permis de toucher deux demi-salaires.

Voir aussi : Trib. Corr. Seine, 27 avril 1923. Rev. Gén. Accid. Trav. 1923, p. 175.

Paris, 8 nov. 1923. Rec. Spéc. Acc. Trav., 1924, p. 23.
Rec. Spéc. Assur., 1924, p. 469.

Certains médecins, pour expliquer leur silence sur l'existence d'une précédente blessure déclarée à un autre patron lorsqu'ils établissaient le certificat initial du second faux accident, ont prétendu qu'ils

(1) S-1922-I-400. Rec. Spéc. Acc. Trav. 1922, p. 237. Rec. Pér. Assur. 1922, p. 550.

étaient empêchés de faire une pareille déclaration par le secret professionnel dont la sanction est l'article 378 du Code Pénal.

Les règles générales à appliquer dans cette matière délicate (1) ont été posées par un très important arrêt de la Cour de Cassation, Chambre Criminelle en date du 30 avril 1909 (S. 1911. 1. 125 — D. 1911. 1. 369).

Il s'agissait d'un médecin qui avait soigné un ouvrier pour une entorse du pouce déclarée guérie par un autre praticien et avait prolongé d'un mois l'incapacité de travail : dans l'intervalle, l'ouvrier s'embauchait dans un autre chantier et déclarait une blessure au même pouce droit; à l'appui de ses dires, il produisait un nouveau certificat du même médecin.

Le Tribunal de la Seine (27 mai 1909, D. 1908. 5. 43) avait déclaré le médecin coupable du délit d'escroquerie. Sur appel, la Cour de Paris, dans son arrêt du 10 décembre 1908 redresse la qualification et précise que le médecin est condamné pour complicité d'escroquerie. Elle écartait péremptoirement l'argument assez spécieux que le médecin avait fait présenter à la barre : lorsque l'ouvrier était venu lui demander un certificat médical, il ne pouvait faire connaître la première procédure en instance, procédure qu'il n'ignorait pas, sous peine de contrevenir à l'art. 378 du Code Pénal qui interdit la révélation du secret professionnel. La Cour se contenta de répondre :

« Considérant qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à l'argumentation tirée du secret professionnel, les certificats étant demandés par le blessé lui-même ».

Contre cette décision un pourvoi fut formé, qui s'appuyait entre autres moyens sur la violation prétendue des articles 60 et 378 du Code Pénal, 405 du

(1) Voir des développements plus complets sur ce problème épineux dans la seconde partie de cet ouvrage, page 173.

même Code et 413 du Code d'instruction criminelle « en ce que l'arrêt attaqué applique les peines de l'escroquerie à un médecin qui dans les certificats par lui délivrés, aurait sciemment dénaturé les conséquences des accidents en ne mentionnant pas dans deux certificats successifs les faits relatifs à l'accident que le certificat ne concernait pas, alors que les faits imputés au médecin sont seulement passibles de l'amende de la loi du 31 mars 1905 ».

La Cour de Cassation (1) répondit fort nettement à ces conclusions que le devoir du médecin était bien net; s'il avait cru violer le secret professionnel en faisant connaître dans le second certificat l'existence de la première instance en indemnité, c'était de refuser de délivrer le certificat. Car il était seulement pris dans ce dilemme : ou bien de refuser la délivrance de la pièce ou de ne la délivrer qu'à la condition de ne pas dénaturer sciemment les conséquences de l'accident.

D'autre part, l'arrêt riposta au second argument que l'art. 30 du 9 avril 1898 n'excluait pas, le cas échéant, l'application des peines de l'escroquerie quand les éléments en étaient relevés dans les circonstances de la cause.

Concluons de cet exposé jurisprudentiel que pour être retenu comme complice des agissements de l'ouvrier, le médecin devra être convaincu de mauvaise foi absolue, c'est-à-dire qu'il aura connu le but frauduleux que se proposait l'ouvrier et qu'il aura agi dans l'intention de l'aider à atteindre ce but : il en sera notamment ainsi quand il aura constaté dans un certificat une blessure inexistante, ou qu'il aura délivré à un ouvrier un certificat initial de blessure, alors qu'il sait pertinemment que la même blessure servait à son client pour percevoir d'un premier patron une indemnité journalière. Ainsi il ne suffira pas qu'il ait agi avec légèreté ou impru-

(1) Crim. 30 avril 1909. D. 1911. I. 369.

dence, il faudra nécessairement que le ministère public rapporte la preuve de la mauvaise foi.

Nous en aurons fini avec cette étude de la complicité lorsque nous aurons signalé que le médecin n'est souvent pas le seul complice de l'ouvrier. Nous avons déjà indiqué que pour établir la vraisemblance de son droit, celui-ci devait imaginer une mise en scène dont il était l'acteur principal, mais à laquelle assistaient des comparses qui venaient certifier l'accident. Ces comparses sont généralement des camarades qui acceptent moyennant une rétribution donnée ou même gratuitement — à charge de revanche — de servir de témoins. Le risque qu'acceptent ces témoins complaisants est assez gros, puisqu'ils encourent sinon les peines de la complicité d'escroquerie qui ne pourront toujours leur être appliquées faute de démontrer la mauvaise foi, du moins celles du faux témoignage (1) lorsque leurs affirmations ont été formulées devant un Tribunal et même devant le Juge de Paix procédant à l'enquête prescrite par l'art. 12 de la loi du 9 avril 1898.

Douai, 26 janv. 1914. Rec. Pér. Assur. 1914, 400.

Réciproquement, il y a pour celui qui a sollicité des camarades un faux témoignage en sa faveur le délit de subornation de témoins qui existe sans qu'il y ait eu remise d'argent ou récompense ou promesses et qui permet l'application des mêmes peines que celles qui frappent les faux témoins (art. 365 du Code Pénal).

Trib. Corr. Seine, 18 mars 1914. Rec. Pér. Assur., 1915, p. 47.

Enfin signalons que l'infirmier ou l'infirmière pourra quelquefois être retenue dans l'inculpation comme complice, lorsque l'un ou l'autre auront aidé

(1) Rappelons qu'en matière civile le faux témoignage est réprimé par l'art. 363 du Code Pénal d'un emprisonnement de 2 à 5 ans et d'une amende de 50 à 2000 frs, et que le délit est suffisamment caractérisé par toutes dépositions mensongères, quelles qu'elles soient, présentées sous la foi du serment.

l'ouvrier à simuler une blessure ou que frauduleusement ils lui auront permis de prolonger son incapacité (application de caustique sur la plaie, maquillage de radiographies...).

CHAPITRE DEUXIEME

L'escroquerie aux accidents du travail examinée dans ses complications et dans les infractions qui lui sont connexes.

Nous avons étudié dans les développements qui précèdent le seul délit d'escroquerie, tel qu'il se présente en pratique dans les poursuites les plus simples, ouvertes à l'occasion d'accidents du travail. Or, l'on se trouve rarement en présence de cas aussi nets; bien souvent, les espèces soumises à l'appréciation des Tribunaux sont plus complexes.

Les agissements délictueux que les instructions relèvent au cours d'une même affaire ne sont pas seulement ceux que réprime l'art. 405 du Code Pénal. Les éléments constitutifs d'autres infractions se trouvent réunis, sinon à l'égard de l'auteur principal, du moins à l'égard des complices et coauteurs.

Fréquemment, la plainte n'a été justifiée que par un fait unique d'escroquerie : les enquêtes qui sont ordonnées postérieurement par le magistrat instructeur révèlent d'autres faits, qui ne tombent pas sous le coup du même texte répressif.

Nous avons indiqué dans l'introduction de cette étude que dans les cliniques suspectes, les soins étaient donnés non point par le médecin, leur propriétaire en titre, mais par des infirmiers; que le docteur responsable se bornait à signer des certificats qui serviraient de preuve aux ouvriers vis-à-vis de l'assureur; qu'ainsi l'essentiel de ses fonctions était rempli par d'autres. Or, cette situation, presque toujours révélée aux Parquets à l'occasion d'une

plainte en escroquerie, est elle-même prévue par une disposition pénale : l'art. 17 de la loi du 30 novembre 1892, et constitue le délit d'exercice illégal de la médecine.

Quelquefois aussi, pour rançonner les Compagnies d'assurances, on ne néglige pas les fournitures pharmaceutiques, sans s'inquiéter des vieilles lois qui régissent l'exercice de la pharmacie, dont les prescriptions sont sanctionnées par des peines correctionnelles.

Plus rarement, ce sont des formes compliquées de l'escroquerie, appliquées à des situations nouvelles nées de l'application de la législation des accidents professionnels, comme les fraudes qui ont pour objet le détournement de fournitures pharmaceutiques, et celles dont se rendent coupables les « mandataires » chargés par les médecins du recouvrement de leurs honoraires.

Ces délits spéciaux et ces formes nouvelles de l'escroquerie sont intéressants à étudier : les uns parce qu'ils ne sont pas toujours constitutifs des manœuvres frauduleuses exigées par l'art. 405, et que leur sanction ne jouit pas d'un pouvoir d'intimidation assez grand pour arrêter ces détestables pratiques — ce qui nous incitera à rechercher d'autres remèdes — ; les autres parce qu'ils constituent un raffinement sur le simple délit d'escroquerie que nous avons étudié.

Section I.

L'EXERCICE ILLÉGAL DE LA MÉDECINE DANS SES RAPPORTS AVEC L'ESCROQUERIE AUX ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Parce qu'il était de l'intérêt social le mieux entendu que le service de la santé publique fût assuré par des personnes d'une compétence officiellement

éprouvée — ou au moins de la présomption de compétence que confère un diplôme — le législateur a réservé aux seuls docteurs en médecine le privilège d'exercer la profession médicale : il leur a donc demandé comme garantie la possession d'un titre auquel on ne pouvait aspirer qu'après des études longues et coûteuses, et comme contrepartie, leur participation aux lois sociales; et il a défendu leur monopole de peines correctionnelles applicables à un nouveau délit : l'exercice illégal de la médecine.

Les principales applications de ce texte que nous présentent les recueils d'arrêts ont surtout été faites à quelques-uns des innombrables charlatans guérisseurs exorciseurs, rebouteux, qui ont abusé de l'humanité souffrante depuis le jour lointain ou, si l'on en croit Voltaire, « le premier fripon a trouvé le premier imbécile ».

La matière des accidents du travail allait fournir des exemples plus intéressants — et surtout plus prévus — dans lesquels l'art. 17 de la loi du 30 novembre 1892 devait trouver application, et où il serait permis de voir d'authentiques docteurs en médecine poursuivis pour avoir favorisé le délit d'exercice illégal de leur profession !

Nous avons vu que la médecine des accidents du travail, lorsqu'elle était pratiquée *en série* dans des cliniques d'un genre spécial, n'était agréable et rémunératrice pour le médecin qu'à la condition qu'il fût le plus souvent absent de son cabinet de travail. Il était possible alors à son infirmier de se livrer à un simulacre de traitement et ainsi de suffire à lui seul aux besoins de l'immense clientèle de chaque jour. Que la cause de son abdication fût donc désir de lucre ou paresse professionnelle, le praticien ne saurait échapper aux pénalités prévues par notre texte.

Parfois aussi, le médecin, en toute bonne foi, ne peut suffire à examiner lui-même le trop grand nombre de blessés qui se présentent : il est contraint, après

un premier examen, de confier la confection des pansements à son personnel infirmier. Est-ce là alors le délit d'exercice illégal de la médecine ?

Question délicate, qu'il ne sera possible de résoudre, qu'en étudiant soigneusement les éléments constitutifs du délit.

En tous cas, les pratiques que nous avons signalées et dont nous allons indiquer les sanctions, sont beaucoup plus fréquentes que les hypothèses où la participation du médecin au délit d'escroquerie est relevée. Sans doute, on s'organise bien pour tirer le plus large profit de l'accident professionnel, mais on n'accomplit pas d'actes foncièrement frauduleux. On vend, si l'on peut dire, des soins de moindre qualité. Les bénéfices sont plus importants et le risque beaucoup moins gros.

D'autre part, qui peut saisir le Parquet de pareils agissements ? Ce ne sont certainement pas les Compagnies d'assurance, qui sont lésées d'une manière trop indirecte pour agir ! Quant aux syndicats de médecins, ils sont trop mal informés ou ne veulent pas prendre l'initiative de poursuites.

Aussi, le médecin de clinique, s'il se borne à faire exercer sa profession par son infirmier, est-il à peu près certain de rester impuni.

D'autres sanctions doivent être envisagées, qu'il faut chercher ailleurs que dans des pénalités sévères, mais inappliquées ; car de semblables pratiques sont détestables. Elles consacrent presque toujours la collusion, au moins tacite, de l'ouvrier paresseux et de l'infirmier, et aboutissent ainsi à la prolongation insolite des incapacités. Souvent aussi, elles sont la cause, pour les ouvriers honnêtes d'un accroissement de souffrances, d'où il résulte pour eux et pour l'industrie nationale, une perte sèche d'énergie.

A. — *Eléments constitutifs du délit.*

La loi du 19 ventôse an XI, par laquelle la Révo-

lution a organisé la profession médicale en France avait bien prévu le délit d'exercice illégal de la médecine, comme d'ailleurs les Ordonnances de l'Ancien Régime. Mais, dans sa hâte de construire l'Etat nouveau, le législateur avait omis de fixer la peine applicable. La jurisprudence avait été alors contrainte de prononcer des peines de simple police pour une infraction que la loi qualifiait pourtant de délit, si bien que les règles de la complicité et de la récidive ne pouvaient s'y appliquer. Par contre, la contravention était suffisamment constituée par un fait isolé.

Cette situation était intolérable, car les pénalités de simple police n'avaient aucun caractère d'intimidation. D'autre part, les médecins qui avaient à ce point perdu le sentiment de la dignité professionnelle pour se faire les complices de somnambules, rebouteux et autres charlatans, échappaient à l'emprise de la loi pénale.

La loi du 30 novembre 1892 vint redresser la qualification de l'infraction, en prévoyant contre ses auteurs des peines correctionnelles; par contre, elle a estimé qu'on ne saurait incriminer un fait isolé de pratique médicale, que pouvait excuser l'urgence ou l'éloignement d'un médecin : elle n'a donc frappé que la pratique *habituelle* de l'art de guérir.

Trois éléments constitutifs caractérisent le délit :

I. — *Il faut que le prévenu ne soit pas possesseur du diplôme de docteur en médecine* (diplôme délivré par les Universités françaises d'Etat) : le législateur de 1892 a ainsi supprimé l'officiat de santé et conféré aux élèves diplômés des Facultés un monopole pour l'exercice de la médecine.

Cependant, il a sagement estimé que cette règle trop stricte devait comporter des exceptions, soit pour assurer le respect de droits acquis, soit dans l'intérêt même des malades. Ainsi peuvent exercer la médecine, bien qu'ils ne soient pas docteurs en médecine :

1) Les officiers de santé régulièrement reçus avant la mise en application de la loi : aujourd'hui encore, 40 ans après cette date, il existe encore quelques officiers de santé (art. 29).

2) Les étudiants qui, au moment du vote de la loi avaient commencé leurs études en vue de ce titre, et qui l'ont acquis postérieurement (art. 31).

3) Les étudiants en médecine dont la scolarité est terminée, ou les internes des hôpitaux munis de 12 inscriptions au moins, *pendant une épidémie* (art. 6).

4) Les mêmes étudiants, autorisés par le Préfet du département, à remplacer des médecins (art. 6).

Quelle est la situation des médecins titulaires d'un diplôme de docteur émanant d'une Université étrangère ? Leur diplôme n'a pas de valeur en France : ils sont donc astreints à une nouvelle scolarité et à de nouveaux examens, pour lesquels ils peuvent obtenir des dispenses partielles. Quant aux médecins étrangers, ayant reçu l'autorisation d'exercer avant la mise en vigueur de la loi, ils sont obligés, sous menace d'une amende de 100 à 200 fr., d'indiquer l'origine étrangère de leur titre.

II. — *Il faut que la personne poursuivie ait eu en vue le traitement des maladies ou affections chirurgicales.*

La loi veut poursuivre seulement ceux qui poursuivent un but curatif ; elle n'a pas prétendu s'immiscer, en dehors de la supercherie frauduleuse qui entrerait dans le cadre de l'escroquerie, dans des pratiques religieuses ou magiques. Ainsi le *mohel*, qui, chez les Israélites, pratique l'opération de la circoncision, ne saurait encourir les peines de l'exercice illégal de la médecine.

De même, celui qui ne fait aucun traitement véritable, mais qui agit par incantations dont le but direct n'est pas de guérir.

Crim. 25 juin 1908, D. 1909. 1. 299.

Au contraire, les passes magnétiques qui peuvent produire un effet sur certains malades sont considérées par la jurisprudence comme un traitement curatif :

Crim. 29 décembre 1900, D. 1901. 1. 529.

III. — *Il faut se livrer habituellement à l'art de guérir.*

C'est là, nous l'avons signalé, la principale innovation de la loi de 1892. L'exercice illégal de la médecine est désormais un délit d'habitude : alors que chacun des actes pris isolément restera impuni, leur réunion qui dénote une manière de vivre chez leur auteur, tombe sous le coup de la loi pénale.

Par conséquent, un pharmacien ne saurait, en invoquant la loi de 1892, se refuser d'effectuer un pansement à une personne blessée : le fait *unique* d'intervention ne constitue pas le délit de l'art. 17.

Crim. 4 avril 1919, D. 1920. I. 47.

De même en est-il du cas d'urgence avérée (art. 16 de la loi de 1892. Mais il n'est pas nécessaire que plusieurs malades aient été soignés, pourvu que soient établis contre le prévenu un certain nombre de faits qui démontrent son intention de parvenir à la guérison (1). Ainsi le délit est-il constitué à l'encontre d'un individu qui, n'étant pas docteur en médecine, a réduit une fracture, immobilisé le membre blessé, et pratiqué ensuite des massages.

Crim. 2 février 1924, D. 1924. 184.

Le caractère d'habitude conféré par la loi à notre délit entraîne des conséquences juridiques importantes :

1) *La prescription* ne commence à courir qu'à

(1) En ce sens : R. GARRAUD : Précis de Droit Criminel. 13^e édition, p. 81 : « Malgré les doutes élevés sur ce point, j'estime que l'habitude peut exister alors même que les faits, qui, par leur réunion, constituent le délit, auraient été commis à l'égard de la même personne, pourvu du moins que ces faits soient distincts les uns des autres. Ainsi la pluralité des victimes n'est pas une condition essentielle de l'habitude : il suffit de faits réitérés pour la constituer. »

partir du moment où le délit est suffisamment caractérisé pour révéler l'habitude du coupable : réciproquement, la Cour de Cassation décide que le dernier fait ne remontant pas à plus de trois ans, tous les autres peuvent y être rattachés, sans distinction de date, pourvu qu'ils ne soient pas eux-mêmes séparés par des intervalles de plus de trois ans. En notre matière, ceci présente peu d'intérêt : car les poursuites seront toujours, pour plus de précautions, subordonnées à la constatation d'un ou de plusieurs traitements, faits à des ouvriers à l'intérieur du délai de trois ans.

2) La *compétence* du tribunal qui doit connaître d'un délit d'habitude est quelquefois difficile à déterminer lorsque les faits qui constituent le délit se sont produits dans le ressort de plusieurs Tribunaux. Aucune importance non plus, de cette observation dans la matière des Accidents du Travail. En effet, il s'agit toujours dans nos poursuites d'une officine établie dans une ville donnée, à un endroit fixe, où se commettent tous les faits délictueux.

3) *L'action civile* ne peut être exercée que par la personne lésée par le délit lui-même et non point par un des faits qui servent à le constituer. Ainsi le Syndicat des médecins aura-t-il qualité pour demander la réparation du dommage moral que les pratiques délictueuses ont causé à la profession. Mais presque toujours les Compagnies d'assurances ne pourront établir que le délit, en soi, les a lésées. Nous verrons d'ailleurs qu'il y a pour elles un autre empêchement à se porter partie civile.

B. — *Application de ces principes aux Accidents du Travail.*

La notion du délit étant ainsi précisée, il convient de rechercher de quelle manière il ne pourra se trouver accompli dans la médecine des Accidents du Travail.

Le centre des opérations est évidemment la clini-

que : si les soins sont donnés sous la surveillance effective et d'après les indications du médecin toujours présent, rien ne saurait être répréhensible. On ne peut obliger un médecin à faire lui-même la multitude de pansements qu'exigent les soins à donner à des blessés légers.

Aussi, est-il à bon droit décidé par une jurisprudence constante que le tarif des frais médicaux qui est fixé par des arrêts ministériels en vertu des dispositions de l'art. 4 de la loi, s'applique non seulement aux honoraires dûs au médecin pour les soins qu'il a donnés lui-même, mais à ceux qui ont été donnés par des infirmiers à *son domicile, sous son contrôle et sa surveillance*.

Cass. 21 nov. 1927. Rev. Gén. Acc. Trav. 1928, p. 116.

Ce sont ces derniers mots qui sont le criterium de la distinction entre l'aide également apportée par l'infirmier au médecin et les agissements qui constituent l'exercice illégal de la profession médicale.

A partir du moment où le praticien laisse son infirmier formuler un diagnostic, où il cesse de visiter tous les blessés au moins la première fois qu'ils se présentent à la clinique, où il vient seulement à la clinique pour assister aux contrevisites et pour signer les certificats en blanc que son infirmier remplira, il y a manifestement à la charge de l'infirmier exercice illégal de la médecine et délit de complicité à la charge du médecin.

A plus forte raison en est-il ainsi lorsque le médecin n'est qu'un homme de paille qui s'est engagé à couvrir de son titre les agissements d'un individu non diplômé.

Trib. Corr. Seine, X^e Chambre, 24 avril 1929 (Ministère Public contre Laporte, Car et autres).

Le Tribunal s'exprime ainsi :

« Attendu qu'il est également établi que, depuis

moins de trois ans, à Paris, quoique non munis d'un diplôme de docteur en médecine, Car, Laporte... ont pris part *habituellement* et *par une direction suivie* au traitement des maladies et affectations chirurgicales en *examinant* des blessés, victimes d'accidents du travail, en les *pansant* et en *formulant des diagnostics*.

« Délit prévu et puni par les art. 17 et 18 de la loi du 30 novembre 1892.

« Attendu qu'il est établi que, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, C... et B... se sont sciemment rendus complices du délit d'exercice illégal de la médecine commis par Car, Laporte... en aidant et assistant ces derniers dans les faits qui ont préparé et facilité le délit, et dans ceux qui l'ont consommé, et ce, avec connaissance de cause, *notamment en couvrant de leurs diplômes les agissements délictueux de ces prévenus* ».

« Qu'aux termes des art. 59 et 60 du Code Pénal, il y a lieu de leur faire application de l'art. 17 et de l'art. 18 sus-visés ».

Le délit d'exercice illégal de la médecine sera donc commis par l'infirmier lorsque, sans surveillance et sans contrôle d'un médecin, il examine les blessures, formule des diagnostics et établit des certificats. S'il se bornait à écrire sous la dictée du médecin et à suivre ses instructions pour les pansements, la loi de 1892 ne s'appliquerait plus.

Presque toutes les poursuites engagées à l'occasion d'escroquerie aux Accidents du Travail ont révélé le délit d'exercice illégal. L'expérience montre que le nombre de blessés soignés dans les cliniques spécialisées est trop important pour que les soins puissent être réellement donnés sous la surveillance et la responsabilité du médecin. Il est de plus, évident que les peines de la loi de 1892 que nous indiquerons plus loin sont insuffisantes pour intimider les professionnels : nous devons donc chercher ailleurs le remède et la sanction.

Section II.

L'EXERCICE ILLÉGAL DE LA PHARMACIE DANS SES RAPPORTS AVEC LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Notre désir d'être complet nous amène à parler d'un délit dont on trouve peu d'applications pratiques dans notre matière : l'exercice illégal de la pharmacie. Aussi, n'y consacrerons-nous que de brefs commentaires.

Il est prévu par l'art. 36 de la loi du 21 germinal-1^{er} floréal, an XI, lui-même modifié par une loi interprétative du 29 pluviôse an XIII : il consiste à vendre des remèdes sans être muni de diplôme de pharmacien et sans être propriétaire d'une officine autorisée par l'administration.

Une application intéressante en a été relevée dans une affaire d'escroquerie aux accidents du travail. Le médecin propriétaire d'une clinique d'accidents, avec la complicité d'un pharmacien qui lui servait prête-nom et qui avait d'ailleurs cessé de tenir son officine, commandait en gros des produits pharmaceutiques. Pour chaque blessé qui lui demandait des soins, il établissait une ordonnance qu'il se gardait bien de lui remettre. En réalité, il prélevait sur sa réserve de pharmacie les objets utiles aux pansements. La guérison acquise, il faisait présenter par son complice, le pharmacien, des mémoires de fournitures pharmaceutiques, que ce dernier était censé avoir délivrées aux blessés d'après les ordonnances rédigées par le docteur. Ordonnances et mémoires étaient très sensiblement majorées.

Le Tribunal Correctionnel de la Seine a relevé dans son jugement du 5 juin 1929 (aff. Docteur Prieur), contre le médecin, le délit d'exercice illégal de la pharmacie, et contre le pharmacien le délit de complicité.

Le médecin ne pourra-t-il donc jamais vendre de médicaments ? Non, en principe, à moins qu'il ne soit *propharmacien*, c'est-à-dire qu'il ait son cabinet dans une localité où n'existe pas de pharmacien (art. 27 loi du 21 germinal an XI).

Cependant, il pourra fournir valablement les objets de pansements non médicamenteux comme la gaze, les bandes, le coton hydrophile : l'art. 36 de la loi ne réprime que le débit au poids médicinal de drogues ou préparations médicamenteuses.

Dans la pratique, lorsque les soins à donner doivent l'être immédiatement, le médecin est obligé d'utiliser les objets de pansement qu'il peut posséder : pour récupérer ces fournitures ainsi avancées, il remettra une ordonnance équivalente au blessé, qui la fera exécuter.

Il est à noter que le délit d'exercice illégal de la pharmacie peut laisser place à l'escroquerie lorsque « les ordonnances ont été établies sur la base de la durée de l'incapacité de travail, et non d'après le relevé méthodique et quotidien des produits utilisés pour chaque blessé » (jugement précité).

Les peines prévues par la loi de germinal, an XI, sont une amende de 25 à 600 frs et en cas de récidive, un emprisonnement de 3 à 10 jours.

Section III.

LE DÉTOURNEMENT DE FOURNITURES PHARMACEUTIQUES.

L'art. 4 de la Loi du 9 avril 1898 modifié par la Loi du 31 mars 1905 met à la charge du chef d'entreprise, non seulement les frais médicaux, mais aussi les frais pharmaceutiques (à concurrence cependant d'un tarif qui est fixé par arrêté ministériel).

Il n'est pas jusqu'à cette disposition qui ne soit

devenu un moyen de frauder les Compagnies d'assurances.

La forme la plus fréquente sous laquelle se présentent les abus est la suivante : l'ouvrier se présente, muni d'une ordonnance, chez un pharmacien avec lequel il est de connivence et se fait remettre, au lieu des médicaments prescrits, des parfums ou autres objets de son choix.

Le pharmacien présentera évidemment sa note à la Compagnie d'assurances pour la valeur tarifée des médicaments énoncés par l'ordonnance. Dans ces conditions, il n'est pas douteux qu'il se rend coupable d'une escroquerie : car son rôle se bornait à remettre à l'ouvrier porteur de l'ordonnance les médicaments qui s'y trouvaient énumérés. Si l'ouvrier estimait que son état ne nécessitait pas ces remèdes, il ne pouvait que les refuser et le pharmacien n'avait pas le droit de les remplacer par d'autres produits et de réaliser au préjudice de la Compagnie d'assurances un bénéfice sans cause. La manœuvre frauduleuse est constituée ici par la présentation à la Compagnie d'un mémoire accompagné d'une ordonnance dont l'utilité était chimérique.

Le médecin pourra se trouver retenu comme complice dans une pareille espèce s'il est prouvé par expertise que l'état de l'ouvrier ne nécessitait pas les médicaments qu'il a mentionnés dans l'ordonnance et qu'il a rédigée celle-ci dans le but unique de procurer au pharmacien — et aussi à l'ouvrier, — un gain illicite.

Bien mieux, il a été décidé que le juge de paix peut décharger le patron du paiement des fournitures pharmaceutiques qui lui paraissent injustifiées et en déclarer responsable le médecin qui les a prescrites, s'il est établi que ces fournitures ont été ordonnées en quantité manifestement exagérée, étant donné le peu de gravité de la blessure, et « alors surtout que certains accidentés du travail se livrent

grâce à la complaisance coupable de certains médecins à un trafic répréhensible des fournitures de pharmacie ».

Trib. Paix. Cette, 15 mai 1907. D. 1908, 5. 14. Rec. Pér. Assur. 1907, p. 313.

Dans le même sens : Trib. Paix Ivry-s-Seine, 24 avril 1907, D. 1907. 5. 39.

Il est inutile d'ajouter que souvent il sera bien difficile d'établir que les fournitures pharmaceutiques ont été ordonnées par le médecin en quantité exagérée. Le médecin pourra toujours s'abriter derrière l'erreur dans les prévisions concernant la gravité de la blessure.

Quelquefois, le détournement des objets de pansement se présente sous une forme différente : l'ouvrier muni d'une ordonnance du médecin va quérir les remèdes chez le pharmacien et les rapporte au médecin-traitant. Celui-ci qui, par hypothèse, les a ordonnés en trop grande quantité les conserve pour ses besoins personnels.

Ici le pharmacien est manifestement hors de cause; il a exécuté aveuglément l'ordonnance et nul ne saurait le lui reprocher. Mais au regard du médecin la qualification du délit est plus délicate; on peut penser à première vue que l'on est en présence d'un abus de confiance. Le médecin n'est-il pas un mandataire du patron chargé de se servir des remèdes dans l'intérêt exclusif de l'ouvrier.

C'est bien la définition de l'abus de confiance, telle qu'elle est contenue dans l'art. 408 du Code Pénal : ce texte exige pour son application la réalisation de trois conditions nécessaires :

1) Existence d'un contrat de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage, ou un travail salarié ou non salarié.

2) Remise par la victime au prévenu d'effets, *marchandises*, deniers, quittances ou tous autres écrits.

3) Détournement frauduleux de ces choses au

préjudice du co-contractant.

On pourrait d'autant mieux retenir la qualification d'abus de confiance que la jurisprudence, contrairement à ses anciens errements (1), n'exige plus que le mandataire ait été mis en demeure de restituer.

Crim. 15 déc. 1898, D. 1899, 1. 611.

Mais il nous semble plus commode de réserver encore les peines de l'escroquerie à ces agissements nouveaux : car il pourrait être délicat de considérer le médecin-traitant comme mandataire du patron et de la Compagnie d'assurances : le médecin dira en effet qu'il n'est le mandataire que de son client, le blessé.

Ses agissements tomberont toujours sous le coup d'un texte plus souple que l'art. 408, sous les peines de l'escroquerie prévues par l'art. 405, à la condition toutefois que l'exagération des fournitures pharmaceutiques soit considérable et que manifestement elle ne soit pas la conséquence d'une erreur dans le diagnostic ou dans les prévisions sur la gravité de la lésion.

C'est ainsi qu'un arrêt de la Chambre Criminelle du 23 juin 1910 (Rec. Pér. Assur. 1912, p. 623) prononçant contre un médecin les peines de l'escroquerie relève entre autres chefs de condamnations l'habitude de prescrire des fournitures excessives ou imaginaires.

Section IV.

LES AGISSEMENTS DÉLICTUEUX DONT PEUVENT SE RENDRE COUPABLES LES MANDATAIRES DE MÉDECINS.

Les mandataires de médecins sont des personnes qui, moyennant une rémunération calculée proportionnellement au montant des mémoires, se chargent

(1) Crim. 9 juillet 1898, D-1900-I-115.

d'encaisser pour le compte des médecins et auprès des diverses Compagnies d'Assurances d'une ville le montant des honoraires qui leur sont dûs pour des soins donnés à des blessés du travail.

Les services de ces mandataires présentent pour les médecins une certaine utilité, car ils leurs évitent pour une rémunération minime de longues heures d'attente infructueuse dans les bureaux des Compagnies et des déplacements trop fréquents. Plus au courant que les praticiens de l'organisation administrative de chaque Compagnie, ils connaissent quels sont pour chacune les moyens d'arriver à un règlement rapide.

Quand le mandataire se contente de son rôle d'encaisseur, son attitude est absolument régulière; et beaucoup d'entre eux sont d'une honorabilité parfaite.

Mais d'autres pratiques moins orthodoxes ne tardèrent pas à faire leur apparition; beaucoup de médecins, excellents praticiens, qui rendent à leurs malades, et particulièrement aux blessés du travail, les plus grands services, répugnent aux besognes administratives. Il leur déplaît d'avoir à fournir, comme l'exige la jurisprudence, un relevé détaillé de leurs notes d'honoraires pour permettre à la Compagnie de vérifier si la note est établie conformément au tarif ministériel. Quelquefois aussi, ils sont peu au courant de ce tarif lui-même et ils souffrent avec impatience de voir leurs mémoires réduits par les Compagnies dans de notables proportions.

Pour cesser tous rapports et toutes difficultés avec les Compagnies, certains, ayant confiance en leurs mandataires, prirent l'habitude de leur confier le soin, non plus seulement de recopier leurs livres de comptabilité, mais d'établir au tarif leurs notes d'honoraires. Ils se bornaient pour ce faire à leur indiquer le nombre approximatif de visites effectuées ou la somme qu'ils désireraient recevoir, et le man-

dataire se chargeait de transcrire et de détailler; il avait été muni à cette fin de feuilles blanches signées du médecin et portant son en-tête imprimé.

Or, il advint que certains mandataires, peu scrupuleux, virent là un moyen commode de majorer considérablement leurs profits en indiquant sur le blanc des feuillets un nombre de visites beaucoup plus considérable que celles qui avaient été réellement effectuées et dont seul le montant était réclamé.

La responsabilité qu'ils encouraient par ces pratiques était certaine; n'engageaient-ils pas le médecin qui de bonne foi avait signé la feuille destinée à recevoir le détail de ses honoraires ? C'étaient les peines de l'escroquerie qui pouvaient être prononcées contre lui.

Aussi pouvons-nous imaginer quelles seraient les pénalités qu'encourait le mandataire :

Si le mandataire s'est servi de feuillets signés d'avance par le médecin, il y a délit d'abus de blanc-seing réprimé par l'art. 407 du Code Pénal.

Si, au contraire, le mandataire a signé lui-même la note, il y a délit d'escroquerie; la manœuvre frauduleuse consiste en effet à réclamer au nom d'un médecin, et en se servant de la qualité de mandataire, des honoraires ne correspondant qu'à des soins chimériques.

Cette variété d'escroquerie appelle peu d'explications : disons, au contraire, *quelques mots de l'abus de blanc-seing*.

Le Blanc-seing, étant une signature donnée à l'avance sur un papier blanc et destinée à ratifier une écriture privée qui doit être placée au-dessus, l'*abus de blanc-seing* sera l'inscription frauduleuse au-dessus de cette signature d'un acte préjudiciable au signataire.

Les éléments constitutifs du délit réprimé par l'art. 407 du Code Pénal sont au nombre de trois :

a) *Il faut que l'acte ait été confié à la personne qui*

en a abusé à titre de mandat : cette première condition est toujours remplie dans notre hypothèse, le médecin ayant donné mandat au prévenu de rédiger selon ses indications une note d'honoraires et d'en encaisser le montant au guichet d'une ou de plusieurs Compagnies d'Assurances.

b) *Il faut qu'il y ait eu inscription frauduleuse d'un acte au-dessus de la signature* : la mauvaise foi du mandataire est un élément essentiel du délit. Si le mandataire s'est borné à suivre les ordres du médecin, il ne saurait y avoir abus, mais simplement escroquerie de la part du médecin, avec complicité du mandataire, si celui-ci a rempli les conditions des articles 59 et suivants du Code Pénal. L'intention frauduleuse consistera donc surtout dans le fait de se servir du blanc-seing pour nuire à la fortune ou à la réputation du signataire.

Tout écrit qui produit des effets juridiques est suffisant pour caractériser l'abus du blanc-seing. Ainsi en est-il décidé de l'inscription d'engagements de payer des sommes non convenues.

Crim. 15 déc. 1898, D. 1899. 1. 611.

c) *Il faut que l'acte soit de nature à compromettre la personne ou la fortune du signataire.*

Ici l'acte n'est certainement pas de nature à nuire à la fortune du médecin, puisque celui-ci touchera de toute façon les honoraires qui lui sont dûs et que le bénéfice illicite du mandataire consistera en la différence entre les sommes perçues de la Compagnie et celles versées au médecin. Mais il nous semble que les agissements du mandataire sont de nature à compromettre la personne du médecin, puisqu'ils ne tendent à rien moins qu'à placer celui-ci sous le coup d'une inculpation d'escroquerie; il est décidé couramment d'ailleurs que le préjudice moral est suffisant pour entraîner l'application de l'art. 407.

Les peines de l'abus de seing sont les mêmes que celles de l'escroquerie.

La question a donc peu d'intérêt de savoir à l'occasion d'un délit de mandataire si nous sommes en présence d'un abus de blanc-seing ou d'une escroquerie. Cependant, il existe une légère différence qui se manifeste quant aux droits de la partie lésée. Dans l'escroquerie, la victime est la Compagnie d'Assurances qui peut se porter partie civile pour réclamer le remboursement des sommes indûment versées et des dommages-intérêts. Au contraire, dans l'abus de blanc-seing, la Compagnie d'Assurances a bien versé des sommes qu'elle ne devait pas; mais elle a seulement une action civile en remboursement contre le médecin responsable des agissements de son mandataire. Seul le médecin peut, lui, se porter partie civile contre le prévenu pour lui réclamer le **remboursement des sommes qui excèdent** ce qu'il a lui-même perçu et aussi des dommages-intérêts pour le préjudice moral qu'il a subi.

C'est donc dans cette dernière hypothèse le médecin qui a qualité pour déposer plainte contre son mandataire indélicat. La Compagnie d'Assurances ne peut que l'y inviter officieusement ou même l'y contraindre indirectement en déposant contre lui une plainte d'escroquerie.

Lorsque cependant la poursuite contre le mandataire, aura été si rapide que le médecin n'aura pu subir aucun dommage même moral, puisque la Compagnie a immédiatement découvert la fraude, la qualification d'abus de blanc-seing ne donnera à personne qualité pour se porter partie civile. Ce sera seulement lorsque les éléments du délit d'escroquerie auront été d'autre part réunis que la Compagnie d'Assurances pourra réclamer des dommages-intérêts au mandataire indélicat.

CHAPITRE TROISIEME

Conséquences juridiques des délits.

Les infractions dont nous avons étudié les éléments constitutifs dans les développements qui précèdent entraînent pour ceux qui en sont convaincus des conséquences importantes.

C'est avant tout la peine prononcée par le jugement de condamnation, qui frappe le coupable dans sa liberté, dans son honneur et dans sa fortune. C'est aussi l'obligation de restituer aux personnes lésées les sommes escroquées ou de réparer par des dommages-intérêts appropriés le préjudice qui leur a été causé.

§ 1. — PÉNALITÉS ENCOURUES.

L'article 405 du Code Pénal prévoit contre les personnes coupables d'escroquerie des peines de prison : d'un an au moins à cinq ans au plus, et d'amende : cinquante francs au moins, et trois mille francs au plus.

L'art. 463 du Code Pénal permet en cas de circonstances atténuantes, de ne prononcer que l'une des deux peines et même de les abaisser jusqu'au taux des peines de simple police.

Enfin, l'art. 405 prévoit la faculté pour les juges de prononcer pendant 5 ans au moins ou 10 ans au plus la peine accessoire de l'interdiction de certains droits civils, civils et de famille (selon l'art. 42 du Code Pénal).

Les peines de l'exercice illégal de la médecine sont édictées par l'art. 18 de la loi du 30 novembre 1892 : celui qui exerce illégalement la médecine (sans usurpation du titre de docteur) est puni d'une amende de 100 à 500 francs, et, en cas de récidive, d'une amende de 500 à 1.000 francs, et d'un emprisonnement de six jours à six mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'article 19 prévoit des sanctions plus sévères contre celui qui a exercé illégalement la médecine avec usurpation du titre de docteur : une amende de 1.000 à 2.000 frs, et en cas de récidive, l'amende est de 2.000 à 3.000 frs avec un emprisonnement de six mois à un an, le juge conservant le pouvoir d'appliquer l'une de ces deux peines seulement.

Enfin, signalons que l'art. 27 de la loi précise que l'art. 463 du Code Pénal qui institue les circonstances atténuantes est applicable aux infractions prévues dans notre loi. Son effet sera de permettre d'abaisser les peines indiquées ci-dessus jusqu'au minimum des peines de simple police.

Rappelons seulement pour ordre que le complice est puni des mêmes peines que l'auteur principal (art. 59 du Code Pénal), et dans le cas où une même personne serait poursuivie pour plusieurs délits (par exemple pour escroquerie et pour complicité d'exercice illégal de la médecine), la peine la plus forte sera seule prononcée (art. 365 du Code de l'Instruction Criminelle).

Si un médecin est inculpé dans les poursuites, il peut être prononcé contre lui une peine particulière, accessoire à la prison et à l'amende : c'est la suspension d'exercer la médecine en France pendant un temps fixé au jugement de condamnation (1). Cette peine a été prévue par l'art. 25 de la loi du 30 nov. 1892 ainsi conçu :

« La suspension temporaire ou l'incapacité abso-

(1) Trib. Corr. Seine. 8^e Ch. 27 mai 1908, D-1908-5-43.

« lue de l'exercice de leur profession peuvent être
« prononcées par les Cours et les Tribunaux, acces-
« soirement à la peine principale, contre tout méde-
« cin, officier de santé... qui est condamné :

« .. 2° à une peine correctionnelle prononcée pour
« crime de faux, vol et *escroquerie*... ».

Il est inutile d'insister sur son utilité; elle frappe très sévèrement le médecin puisqu'elle lui interdit l'exercice de sa profession pendant un temps généralement assez long. Elle l'oblige même à reconstituer sa clientèle lorsqu'elle est accomplie. L'opinion générale, commentant les derniers jugements rendus dans ces affaires d'*escroquerie*, a demandé impérieusement que la profession si honorable des médecins ne fût pas souillée plus longtemps par certains de ses membres et insisté vivement que, pour les plus dangereux d'entre ces médecins poursuivis, l'interdiction d'exercer leur profession fût prononcée à vie. Les Tribunaux n'ont pas souscrit entièrement à ce désir de l'opinion. Ils ont pensé, parfois avec raison, que les sévères condamnations principales prononcées contre ces médecins seraient, pour ces hommes qui malgré leurs erreurs ont une instruction et une éducation qui les auraient classés dans l'élite de la Société, une leçon profitable, et qu'il ne pouvait être question de leur interdire pour toute leur vie une profession dans l'exercice de laquelle ils pouvaient encore se réhabiliter et se rendre socialement utiles.

Ainsi le Tribunal de la Seine, dans son jugement du 25 avril 1929, bien que prononçant contre le Dr. S..., une peine d'un an de prison, ne lui inflige que quatre mois d'interdiction de la médecine après l'expiration de son temps de détention.

Toutefois, pour les médecins dont les agissements étaient les plus significatifs d'une tendance à vivre de la fraude, les jugements les frappèrent d'une suspension qui put aller jusqu'à dix années :

Paris, 6 juin 1929 (Ministère Public contre Dr. F... (1).

Conformément aux dispositions de l'art. 26 de la même loi de 1892, le médecin qui exerce sa profession pendant le temps de suspension qui lui a été imposé est passible des peines de l'exercice illégal de la médecine (art. 17 et suivants de la loi).

Notons enfin que l'affichage du jugement et sa publication dans les journaux qui sont souvent ordonnés ne le sont pas à titre de pénalité (en vertu de l'art. 4 du Code Pénal puisque n'étant pas prévus par un texte répressif) mais seulement à titre de complément de dommages-intérêts, au profit de la partie civile.

Req., 6 juin 1896, D. 1897, 1. 72.

Paris, 15 février 1908, S. 1908, 2. 236.

D, 1908, 2. 139.

§ 2. — ACTIONS CIVILES NÉES DES DÉLITS.

Le délit d'escroquerie dans les accidents du travail peut causer un préjudice à de nombreuses personnes. C'est d'abord le patron responsable des indemnités de la loi du 9 avril 1898 qui est directement visé par la fraude; mais s'il est assuré — et c'est l'immense majorité des cas — c'est sa compagnie d'Assurances qui est substituée à lui et qui seule peut se porter partie civile. Enfin, les agissements des médecins, complices des faux blessés, en se déshonorant eux-mêmes, ne laissent pas de causer à la corporation à laquelle ils appartiennent un préjudice moral immense dont il est dû réparation.

(1) Dans cet arrêt d'ailleurs frappé d'une pourvoi qui n'a aucune chance de succès, la Cour, après avoir rappelé les éléments qui avaient permis au Tribunal de fonder sa condamnation, s'exprime ainsi : « Considérant qu'il y a lieu de faire à F... une application plus sévère de la loi pénale et spécialement d'augmenter la durée de l'interdiction d'exercer la profession médicale qui lui a été infligée. »

A. — *Action du patron ou de son assureur.*

Nous avons dit que très généralement le chef d'entreprise, lorsqu'il était assuré contre le risque d'accidents du travail, n'avait pas qualité pour se porter partie civile contre les auteurs de l'escroquerie, puisqu'il n'était exposé à aucun préjudice. C'est pour cette raison que dans le cours de cette étude, nous avons, pour plus de clarté dans l'exposé, omis de faire figurer son nom à côté de celui de la Compagnie d'Assurances. Cependant, il est deux hypothèses dans lesquelles le patron serait personnellement intéressé à la poursuite : c'est d'abord lorsqu'il est insuffisamment assuré (par exemple lorsqu'il n'a souscrit une police que jusqu'à concurrence d'un salaire forfaitairement fixé et que dans la pratique il a versé à son ouvrier des rémunérations supérieures; il reste donc son propre assureur pour la portion qui excède les sommes déclarées à la Compagnie), et aussi lorsqu'il n'a pas accompli les obligations à lui imposées par son contrat d'assurance et que sa Compagnie lui oppose une déchéance (c'est-à-dire : lui refuse à titre de sanction de prendre le sinistre en charge). Ainsi en est-il d'un patron qui avait cessé bien avant l'accident de verser à la Compagnie le montant des primes.

Dans ces hypothèses, le patron a qualité pour se porter partie civile sur les poursuites engagées, puisque, si le droit de l'ouvrier est reconnu valable, c'est lui qui devra supporter la charge des indemnités légales.

Mais ces espèces sont rares; la plupart du temps, la victime de la fraude est soit une Compagnie d'assurances à primes fixes, soit une Société d'assurances mutuelles, soit un Syndicat de garantie (1), tous ces

(1) Rappelons que les Syndicats de Garantie prévus par l'art. 24 de la loi du 9 avril 1898, sont des assemblées de chefs d'entreprises assujettis à la législation des accidents du travail qui se reconnaissent *solidairement* responsables des sinistres survenus à l'un quelconque de leurs membres.

organismes substitués par leurs contrats aux obligations de leurs assurés, sociétaires ou adhérents.

Quelquefois, la Compagnie d'assurances qui aura été escroquée, ne sera pas seulement celle du chef d'entreprise qui emploie la prétendue victime, mais celle d'un tiers sur lequel le faux blessé aura voulu rejeter la responsabilité de l'accident et toucher par ce moyen l'intégralité de son salaire et même des dommages-intérêts calculés selon les règles du droit commun (art. 7 de la loi du 9 avril 1898) (1).

L'assureur peut réclamer à l'ouvrier fraudeur et au médecin, complice ou co-auteur du délit, la réparation du préjudice qu'il a subi. Ce préjudice se décompose en deux postes distincts : (2).

1) *Le remboursement pur et simple des sommes indûment versées*, soit à titre d'indemnités journalières perçues frauduleusement par l'ouvrier, soit comme honoraires médicaux, soit enfin comme frais pharmaceutiques.

Que l'on ne s'étonne point de voir la Compagnie d'assurances habile à se porter partie civile en justifiant son intervention par la présentation de notes d'honoraires médicales exagérées. C'est elle qui en toute éventualité est visée par le médecin : même lorsqu'il adresse sa note à l'ouvrier, son client, il sait bien que celui-ci la remettra à son assureur pour que ce dernier en effectue directement le versement ou que, si par impossible l'ouvrier acquitte lui-même le montant de la note, il en réclamera le remboursement à la Compagnie.

Trib. Corr. Seine, X^e Chambre, 25 avril 1929 (Ministère Public contre Dr. S....)

Dans l'hypothèse où l'inculpation relèverait une simple tentative, il est évident qu'aucune somme ne

(1) Citons comme exemple de fraude à l'accident de droit commun l'espèce jugée par le Trib. Corr. de la Seine (X^e Chambre) le 25 avril 1929 (Ministère Public contre Dr. S....).

(2) Voir une espèce récente où cette distinction est présentée avec beaucoup de netteté : Trib. Corr. Seine XIII^e Chambre 25 février 1929 (Ministère Public contre Dr. F....).

pourrait être réclamée par l'assureur, puisqu'il n'a subi aucun préjudice résultant directement des entreprises délictueuses dont il a été menacé.

2) *L'allocation de dommages-intérêts*, c'est-à-dire la réparation du préjudice indirectement causé à l'assureur par les agissements des prévenus : ce préjudice est souvent difficile à chiffrer; ce seront surtout les frais d'enquête qui ont eu pour résultat d'amener la découverte de la supercherie, les ennuis d'une procédure périlleuse et les aléas d'une plainte qui, si elle n'avait pas été reconnue fondée, eût pu exposer l'assureur à des dommages-intérêts envers les personnes visées.

Aussi ce chef de préjudice pourra-t-il être retenu au profit de l'assureur même lorsque la tentative délictueuse n'a pu réussir.

Lyon, 18 janvier 1916. Réc. Pér. Assur. 1916, p. 82.

Crim. 20 mars 1919. S. 1921, 1. 233, note de M. Roux.

Réc. Pér. Assur. 1919, p. 275.

Mais ce préjudice étant particulièrement imprécis est délicat à évaluer. La jurisprudence de la Cour de Cassation reconnaît alors aux juges du fond le pouvoir souverain de l'évaluer, même sans en donner le détail.

Crim. 23 janv. 1919. S. 1919-1920. Somm. 1. 103.

Réc. Pér. Assur. 1919, p. 277.

Aussi la plupart des décisions se bornent-elles à indiquer dans leurs motifs que « le Tribunal trouve dans les éléments de la cause les renseignements suffisants pour fixer le préjudice à X... francs » (1).

(1) Quelques-unes sont plus précises et s'expliquent sur ce point : ainsi en a-t-il d'un jugement du Trib. Corr. Seine X^e Chambre, 27 février 1929. Ministère Public contre Dr. G...). « Attendu que la Compagnie l'*Urbaine et la Seine* envers laquelle a été faite par le D^r G... avec la complicité de B... la tentative d'escroquerie retenue au présent jugement s'est portée partie civile et réclame un franc de dommage intérêts et des insertions.

« Attendu que s'agissant d'une tentative demeurée sans effet, cette Compagnie n'a pas subi de préjudice matériel.

« Mais attendu que le trouble, l'inquiétude et les dérangements divers que la révélation de cette tentative lui a causés, motivent suffisamment sa demande de un franc de dommages-intérêts et d'insertions, sauf à les réduire à une seule. »

Souvent, les assureurs ne réclament pas de dommages-intérêts en argent (sinon un franc pour le principe) et insistent surtout pour obtenir l'autorisation de faire insérer la décision dans les journaux de leur choix; en donnant ainsi aux jugements de condamnation la plus large publicité, ils espèrent éviter le retour des infractions dont ils sont les victimes. Les Tribunaux ont également pleins pouvoirs pour faire droit à leurs conclusions sur ce point; de très nombreuses décisions récentes accordent plusieurs insertions à chaque intéressé :

Trib. Corr. Seine, X^e Chambre, 24 avril 1929 (Ministère Public contre Car. Laporte et autres).

Trib. Corr. Seine, X^e Chambre, 25 avril 1929 (Ministère Public contre Dr. S...).

Mais le juge de la peine a également un pouvoir discrétionnaire de refuser les insertions que demande l'assureur, s'il estime que la publicité du débat est suffisante pour atteindre le but vers lequel elles tendaient.

Paris, 15 février 1908, S. 1908. 2. 236 — D. 1908. 2. 139.

Enfin, les Tribunaux ordonnent quelquefois à titre de dommages-intérêts l'autorisation pour l'assureur de faire afficher, aux frais du condamné, le jugement intervenu dans les chantiers d'un ou plusieurs chefs d'entreprise ou dans les bureaux de la Compagnie.

Trib. Corr. Seine, X^e Ch., 27 nov. 1929 (Ministère Public contre Copin et autres).

Le juge a toujours un pouvoir absolu de refuser ou d'accorder cette autorisation, de fixer le nombre et le coût maximum de chaque affiche, et de dire si les noms des personnes condamnées seront écrits en toutes lettres ou s'ils n'y seront mentionnés que par leurs initiales.

Trib. Corr. Seine X^e Ch., 22 janvier 1930 (Ministère Public contre B... et autres).

Par application des principes ordinaires, il y a so-

solidarité entre les divers auteurs et complices d'un même délit et l'assureur peut réclamer à celui d'entre eux qui lui paraît le plus solvable le montant des condamnations civiles prononcées à son profit. C'est ainsi que le médecin ayant fourni les certificats qui ont permis à l'ouvrier de toucher indûment une indemnité journalière d'une Compagnie d'Assurances peut être condamné à rembourser les sommes perçues par l'auteur principal du délit.

Trib. Civ. Seine, 6 mai 1922. Réc. Spéc. Acc. Trav. 1922, p. 182.

Réc. Pér. Assur. 1922, p. 550.

Nous avons examiné jusqu'alors l'assureur comme partie civile à un procès d'escroquerie. Lui sera-t-il possible de réclamer des dommages-intérêts si la poursuite est seulement intentée pour exercice illégal de la médecine ?

En fait, il aura bien subi un préjudice provenant de la mauvaise qualité des soins donnés par les infirmiers et de la prolongation anormale des incapacités qui en est la conséquence. Il aura versé des honoraires au médecin comme si ce dernier avait lui-même fait effectuer les pansements sous sa surveillance et comme s'il avait dirigé personnellement les soins. Il serait donc logique d'admettre que l'assureur pourrait se constituer partie civile et réclamer solidairement à l'infirmier et au médecin la réparation du dommage causé.

Mais la pratique ne permet pas à l'assureur d'intervenir à l'instance correctionnelle : car il lui sera toujours impossible d'établir un préjudice quelconque. Comment pourra-t-il prouver en dehors d'erreurs grossières commises dans le traitement la mauvaise qualité des soins donnés par l'infirmier ? Aura-t-il des exemples de blessures mal soignées ? Presque jamais il ne sera possible d'affirmer que la guérison de tel blessé aurait exigé tant de jours, s'il

avait été soigné par un médecin, alors qu'il a fallu telle période supplémentaire pour amener la reprise du travail : un expert lui-même ne voudra pas se prononcer *a posteriori* : il conclura par des hypothèses qui sont insuffisantes pour asseoir une condamnation pénale.

Ainsi, faute de justifier d'un préjudice à lui directement causé par l'organisation de la clinique, l'assureur n'aura pas qualité pour intervenir.

Nous trouvons l'illustration des remarques qui précèdent dans un jugement du Tribunal Correctionnel de la Seine (XV^e Chambre) rendu le 26 avril 1929 (Ministère Public contre Larcher, Tatot et autres), où la Compagnie d'assurances obtient un franc de dommages-intérêts du médecin et de son aide condamnés pour exercice illégal de la médecine et complicité. Mais il est juste de remarquer que la constitution de partie civile était appuyée sur un fait d'escroquerie établi; le jugement n'estime pas établi le délit de complicité à l'égard du médecin et de son infirmier, mais les retient en la cause pour exercice illégal de la médecine. On peut donc penser qu'il a accordé des dommages-intérêts à la partie civile pour le préjudice que l'exercice illégal de la médecine lui avait causé *relativement au fait d'escroquerie* visé au jugement. Le Tribunal a pu penser que si le médecin avait personnellement donné les soins, il n'aurait pas été possible à l'ouvrier de simuler des accidents et de prolonger frauduleusement son incapacité.

2. — Action des Syndicats de médecins et de pharmaciens.

Ce fut une question très discutée, au lendemain de la loi du 21 mars 1884 qui reconnaissant pour la première fois dans notre droit français la validité des Syndicats, que celle de savoir s'ils avaient la faculté d'ester en justice et notamment de se porter partie

civile sur des poursuites dirigées par le ministère public contre certains de leurs Membres.

Une théorie enseignait que le Syndicat n'avait d'autre action que celle qui appartenait individuellement à chacun de ses Membres. A quoi une autre opinion répondait, s'appuyant sur des concepts nouveaux de la personnalité juridique, que le Syndicat représentait autre chose que la somme de ses Membres, qu'il avait une vie propre, des droits et des obligations distinctes.

C'était évidemment cette dernière thèse, plus conforme à l'évolution de la vie juridique et aux besoins de la pratique, qui devait, par un lent travail, réussir à triompher. Elle marquera d'abord des succès partiels, constitués par des décisions de jurisprudence favorables et aussi par des dispositions législatives statuant sur des matières spéciales.

Tel fut l'art. 17 de la loi du 30 novembre 1892 ainsi conçu :

« En ce qui concerne spécialement l'exercice illégal de la médecine, de l'art dentaire, et de la pratique des accouchements, les médecins, chirurgiens... les associations de médecins régulièrement constituées, les syndicats visés par l'art. 13 pourront en saisir les tribunaux par voie de citation directe donnée dans les termes de l'art. 182 du Code d'Instruction Criminelle sans préjudice de la faculté de se porter, s'il y a lieu, partie civile dans toute poursuite de ces délits intentés par le ministère public ».

L'art. 13 cité par notre texte est celui qui reconnaît expressément aux médecins le droit de se syndiquer.

« A partir de l'application de la présente loi, les médecins, les chirurgiens, dentistes et sage-femmes jouiront du droit de se constituer en associations syndicales dans les conditions de la loi du 21 mars 1884 pour la défense de leurs intérêts pro-

« fessionnels à l'égard de toutes personnes autres
« que l'Etat, les départements et les communes ».

Ainsi était législativement reconnu à tout syndicat ou association de médecins non seulement le droit de se porter partie civile dans les poursuites dirigées par le ministère public contre un individu poursuivi pour exercice illégal de la médecine, et par voie de conséquence contre tout médecin accusé de complicité de ce délit, mais celui de prendre l'initiative des poursuites en saisissant le Tribunal Correctionnel par le moyen de la citation directe.

C'était là un immense progrès sur l'état antérieur; en effet, sous l'empire de la loi de ventôse an IV, et par application des principes consacrés alors par la jurisprudence, on reconnaissait bien aux parties lésées par un délit le droit d'en demander réparation devant les juridictions répressives : les médecins pouvaient agir soit individuellement, soit en se groupant. Mais, la personnalité morale n'étant pas reconnue aux associations, chacun des demandeurs devait figurer dans la procédure en vertu du vieil adage. « Nul en France ne plaide par procureur »; d'autre part, il était nécessaire pour que l'action individuelle fût couronnée de succès qu'il y eût au moins un médecin qui pût justifier d'un préjudice direct à lui causé par les agissements de la personne poursuivie. Et c'était là une preuve particulièrement difficile à établir, surtout en présence du délit d'exercice illégal de la médecine qui portait généralement un préjudice à l'ensemble des médecins d'une région, sans que l'un d'eux pût lui-même établir qu'il avait personnellement souffert des agissements délictueux.

Il y avait aussi une sorte de préjudice dont aucun médecin ne pouvait individuellement réclamer la réparation, c'était le préjudice moral, fait du discrédit jeté sur la profession par les agissements de l'un de ses Membres.

Aucun médecin n'avait qualité pour se faire le

porte-parole de ses confrères puisqu'il ne pouvait établir un préjudice personnel. D'autre part, la jurisprudence refusait aux associations de médecins le droit d'agir en cette qualité :

Aix, 13 mars 1861. D. 1861. 2. 208.

Amiens, 16 janv. 1863. D. 1863. 5. 30.

Elle en décida de même quand après la loi du 21 mars 1884 les médecins se furent groupés en syndicats :

Cass. Req., 27 juin 1885. D. 1886. 1. 137.

A cette situation intolérable mit fin l'heureuse disposition que nous avons trouvée insérée dans l'art. 17 de la loi de 1892.

Désormais, en ce qui concerne le délit d'exercice illégal de la médecine, la recevabilité de l'action des syndicats et associations ne pouvait faire de doute; et ces organismes se faisant l'interprète de leurs Membres réclamaient la réparation du préjudice qui leur avait été causé.

Mais que décider, lorsqu'il ne s'agissait plus du délit d'exercice illégal de la médecine, mais de celui d'escroquerie dans lequel se trouvait impliqué un médecin ? Le Syndicat pouvait-il par une extension de l'art. 17 de la loi de 1892 se porter partie civile pour demander raison au médecin indigne du préjudice causé à l'honorabilité de la profession ?

La jurisprudence jusqu'en 1913 était alors défavorable et les syndicats s'abstinrent d'intervenir dans ces questions. D'ailleurs, les affaires de médecins malhonnêtes étaient relativement rares et n'avaient aucun retentissement dans l'opinion publique.

Enfin, la controverse fut close par le célèbre arrêt des Chambres Réunies de la Cour de Cassation du 5 avril 1913 (S. 1920-1-49, note de M. Mestre. D-1914-1-65, note de M. Sarrut) qui admit la légitimité de l'action des syndicats pour la défense des intérêts de la profession.

D'ailleurs, la législation des syndicats allait être

revisée dans le sens le plus libéral le 12 mars 1920 et il leur fut à cette époque formellement reconnu le droit d'estimer en justice pour la défense des intérêts matériels et moraux de la profession (1).

Depuis la fin de la guerre, le trouble social causé par nos délits s'avéra plus dangereux et plus considérable qu'autrefois : la multiplicité des poursuites en cours, l'importance des condamnations prononcées ouvertement contre certains confrères qui causaient un préjudice moral certain à la corporation. Leur droit de se porter partie civile fut consacré nettement par deux arrêts importants de la Cour de Cassation (Chambre Criminelle) en date des 3 avril 1925 (D.H. 1925. 238) et 1^{er} mai 1925 (D. 1925. 1. 209) et la note de M. André Henry) qui admirent que le « discrédit jeté sur la profession médicale par les agissements frauduleux d'un médecin justifie à raison du préjudice causé la condamnation de ce médecin à des dommages-intérêts au profit du Syndicat des médecins de la région ».

Dans toutes les poursuites qui se sont terminées par de récentes condamnations, les Syndicats médicaux se présentèrent et réclamèrent des dommages-intérêts qu'ils obtinrent, même lorsqu'il s'agissait d'une inculpation d'escroquerie.

Trib. Corr. Seine, XIII^e Chambre, 25 février 1929 (Ministère Public contre Dr. F...) confirmé par arrêt de la Cour de Paris en date du 6 juin 1929.

D'autres décisions admettent aussi l'intervention syndicale, lorsqu'il s'agit seulement d'exercice illégal de la médecine et de racolage des ouvriers blessés (infraction à l'article 11 de la loi du 25 octobre 1919) :

Trib. Corr. Seine X^e Chambre 27 février 1929 (Ministère Public contre Dr. G...)

(1) Art. 5 de la loi du 12 mars 1920 :

« Les syndicats... peuvent devant toutes juridictions exercer tous les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent ».

3. — *Effets de la chose jugée au pénal sur les actions civiles de la loi de 1898.*

Ce principe incontesté du droit pénal qui impose aux juridictions civiles saisies d'un litige dans lequel est déjà intervenu un jugement d'un tribunal répressif d'admettre les faits relevés dans cette décision ne saurait soulever aucune difficulté dans la pratique, au point de vue spécial auquel nous nous plaçons. Si par exemple, une Compagnie d'assurances a négligé, lors de l'appel du procès en escroquerie de se présenter à la barre pour y demander la réparation du dommage qui lui a été causé, elle a évidemment le droit de porter son action devant la juridiction civile compétente et faire état pour soutenir ses conclusions du jugement répressif qui a condamné son adversaire. Il est naturel de souligner que l'influence de ce jugement ne saurait s'étendre qu'aux intérêts civils concernant le fait précis qui a été tranché par le tribunal correctionnel. La Compagnie d'assurances ne saurait donc tirer argument du jugement de condamnation pour obtenir des réparations concernant un dommage qu'elle aurait pu supporter à l'occasion de faits autres que celui-ci qui a entraîné la condamnation. Elle ne peut s'abriter derrière l'autorité de la chose jugée et elle doit apporter sur tous ces points les preuves ordinaires qui incombent au demandeur.

Mais ce n'est pas à ce point de vue que nous désirons étudier l'influence des jugements de condamnation. Il nous paraît plus intéressant et plus utile d'examiner l'effet de ces décisions sur les actions qui sont données par la loi du 9 avril 1898 aux victimes d'accidents du travail, aux médecins et aux pharmaciens qui leur ont donné des soins ou fourni des médicaments.

L'action en paiement de l'indemnité journalière que tient l'ouvrier de l'art. 15 de la loi du 9 avril

1898 sera au premier chef éteinte en tout ou en partie par le jugement proclamant que l'accident était simulé ou que la prolongation de l'incapacité était frauduleuse. Dans le premier cas, la législation des accidents du travail était inapplicable, et le juge de paix ne peut que débouter le demandeur sur le vu du jugement qui l'a condamné. Dans le second cas, la loi de 1898 était à bon droit invoquée puisque par hypothèse il y avait un accident véritable; mais l'ouvrier a fait durer frauduleusement son incapacité au-delà de la date où sa guérison était acquise; ici, le juge de paix doit, en s'appuyant sur les renseignements qui lui ont été fournis par la décision répressive, fixer la date de la guérison qui sera généralement celle qu'aura indiquée un expert nommé par le juge d'instruction.

Quelle est, à l'inverse l'influence du jugement correctionnel sur les décisions civiles déjà intervenues lors de sa date ?

Ces décisions civiles peuvent avoir été défavorables à l'ouvrier ou au médecin condamnés et les avoir déboutés de leur demande. Dans ces conditions, le jugement correctionnel ne peut avoir sur elles aucune influence.

Au contraire, et c'est le cas le plus fréquent, le juge civil a été abusé par l'ouvrier; il a été impressionné par la déposition des faux-témoins, il a ajouté foi au certificat du médecin complaisant, et, déclarant la loi du 9 avril 1898 applicable, il a condamné le patron à payer l'indemnité journalière à l'ouvrier et les frais de traitement au médecin et au pharmacien. Viennent alors les poursuites correctionnelles qui bouleversent complètement les positions respectives des parties et qui démontrent surabondamment que la religion du juge civil a été abusée par la fraude. Quelle sera l'influence de la décision pénale sur la chose jugée au civil ?

En principe, le jugement civil a acquis la force de

chose jugée et il n'est plus possible de l'attaquer que par la voie de la *requête civile*, procédure que l'on n'osera guère employer dans ces litiges qui roulent généralement sur de petites sommes. Si le jugement a été exécuté et si le patron a versé à l'ouvrier ou au médecin les causes de la condamnation, il tire du jugement pénal une action en restitution de ce qui a été versé sans cause. Si le jugement n'a pas été exécuté, les démarches qui ont abouti à son prononcé seront considérées au pénal comme constituant la manœuvre frauduleuse de l'art. 405 et le juge répressif ne pourra constater qu'une simple tentative d'escroquerie. Dans ces conditions, le jugement civil est sans valeur, et si par impossible celui qui l'a obtenu prétendait le faire exécuter, le patron ou l'assureur l'arrêteraient immédiatement par l'exception tirée de la chose jugée au pénal.

En tout état, les décisions rendues en matière civile, et particulièrement celles d'où il résulte que les ouvriers ont été victimes d'accidents du travail ne constituent la chose jugée, ni à l'égard de l'action publique, ni à l'égard de l'action civile exercée contre le médecin étranger à ces décisions, poursuivi pour complicité d'escroquerie à raison du faux certificat.

Cass. Crim., 18 juin 1925. (D^r Coadou contre Ministère Public. — Revue générale des Accidents du Travail 1926, p. 23).

Si, d'autre part, une procédure en allocation de rente est pendante devant le Président du Tribunal Civil (conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898), et si un jugement correctionnel a condamné l'ouvrier en déclarant l'accident simulé, le Président du Tribunal ne peut que rendre une ordonnance de classement du dossier, la loi de 1898 n'étant pas applicable.

Si la rente a été déjà fixée, l'assureur du chef d'entreprise peut poursuivre devant le Tribunal Ci-

vil, et selon les règles ordinaires de l'action en nullité, la nullité de la décision fixant la rente.

Toutes ces solutions ne présentent guère de difficultés. Mais quel sera maintenant l'effet d'une décision pénale sur les relations des parties et les actions civiles qu'elles peuvent posséder les unes contre les autres ?

La question s'est présentée à propos de l'action qui appartient au médecin en vertu des articles 4 et 15 de la loi du 9 avril 1898 et par laquelle il peut réclamer directement au patron ou à l'assureur le paiement des honoraires qui lui sont dûs pour des soins donnés aux ouvriers victimes d'accidents du travail. Supposons le médecin condamné pour escroquerie ou complicité d'escroquerie (soit pour délivrance de certificats de complaisance, soit pour exagération des honoraires ou pour complicité d'exercice illégal de la médecine). Et demandons-nous quel sera l'effet de la décision pénale sur les droits respectifs des parties.

Condamné pour complicité d'escroquerie, le médecin ne saurait évidemment réclamer à l'assureur le paiement des honoraires afférents à l'accident qui a motivé les poursuites. Mais perd-il le droit de demander le paiement des autres notes d'honoraires qu'il peut avoir en suspens auprès du même assureur ? En aucune façon, car l'autorité de la chose jugée au pénal se limite à ce qui a été « nécessairement et certainement décidé » (1) par le juge répressif. Si donc la Compagnie d'assurances veut se dérober au paiement total ou partiel de ces notes, il faut qu'elle établisse devant le juge de Paix, compétent en vertu de l'article 15 de la loi de 1898, que la législation des accidents du travail n'était pas applicable aux blessés soignés par le médecin, ou bien que les notes présentées sont exagérées dans leur mon-

(1) R. GARRAUD. Précis de Droit Criminel, 13^e Edition, p. 1070.

tant; mais il faudra alors présenter des preuves suffisantes pour chacun des cas visés.

Si le médecin a été condamné pour complicité d'exercice illégal de la médecine, la difficulté est plus grande de savoir si les honoraires lui sont dus.

Posons d'abord deux principes indiscutables :

1° L'infirmier (coupable d'exercice illégal de la médecine) n'a pas d'action qui lui appartienne personnellement pour réclamer le montant d'honoraires pour soins donnés par lui sans la surveillance du médecin. L'article 4 et l'article 15 de la loi de 1898 ne visent que le seul médecin.

Argument a contrario de Cass., 21 nov. 1927. Rev. Gén. Acc., 1928, p. 116.

2° Le docteur en médecine — convaincu de complicité d'exercice illégal de la médecine — ne peut pas réclamer d'honoraires pour des soins qu'il n'a pas donnés personnellement ou qui n'ont pas été donnés sous sa surveillance par son personnel infirmier.

Il en résulte que l'influence de la décision pénale sur le droit du médecin résultera de sa rédaction même. Si dans les motifs il est relevé que jamais le médecin ne soigne personnellement les blessés et qu'il se borne à assister aux contrevisites et à signer des certificats en blanc, il est évident alors qu'il ne lui est dû aucun honoraire, même pour des accidents qui ne seraient expressément visés dans le jugement de condamnation.

Si, au contraire, le jugement n'est pas conçu dans des termes aussi généraux, s'il indique la période pendant laquelle les faits délictueux se sont produits, s'il limite la constatation du délit à deux ou trois faits qu'il décrit, alors le jugement n'aura pas le même effet sur les actions civiles, et si la Compagnie d'assurances prétend repousser la demande du médecin, il sera nécessaire qu'elle établisse devant

le juge civil et pour chacun des dossiers, que le médecin n'est pas intervenu personnellement dans le traitement.

DEUXIEME PARTIE

**LE SYSTEME REPRESSIF SPECIAL
A LA LEGISLATION DES ACCIDENTS
DU TRAVAIL**

C'est un principe du droit naturel que l'homme jouit, dans la disposition de son corps, d'une certaine indépendance : si les systèmes philosophiques et sociaux assignent à cette liberté des limites variables, tous sont d'accord sur le droit de l'individu malade, de se soigner comme il l'entend, ou de ne pas se soigner du tout, sans autre restriction que l'intérêt de la société à se préserver contre les dangers qui peuvent en résulter.

Le législateur de 1898 a fait application de ces principes dans l'article 4 de la loi, qui accorde à la victime de l'accident pleine et entière liberté dans le choix de son médecin et de son pharmacien, sans que le chef d'entreprise ou l'assureur ait d'autre droit que celui de se renseigner par son médecin sur l'état du blessé. Il a été même dans sa prévoyance de défendre par des sanctions pénales le principe ainsi posé : c'est l'objet de l'article 30 de la loi du 9 avril 1898 et de l'article 11 de la loi du 25 octobre 1919.

La raison majeure de l'inscription dans la loi du principe du libre choix, était que le blessé puisse accorder sa confiance au médecin qui allait diriger le traitement et de l'habileté duquel dépendaient son retour à l'intégrité physique et quelquefois sa vie; qu'il soit aussi certain que les confidences qu'il pourrait être amené à lui faire sur son état de santé, sur les maladies dont il pouvait, dans le passé, avoir été atteint, ne soient pas rapportées à son patron : c'est l'importante question du secret médical, qui se pose en notre matière comme en tant d'autres domaines, et d'autant plus épineuse et délicate que les progrès de la législation sociale imposent à la théorie du secret absolu des sacrifices plus considérables.

Il nous faudra donc, après avoir exposé la signification, les limites et les sanctions du libre choix médical, examiner quelles sont les brèches faites par la législation de 1898 au principe séculaire du secret professionnel, consacré dans notre droit par l'article 378 du Code Pénal, et donner la solution des difficultés dont la pratique a révélé l'existence.

CHAPITRE PREMIER

Le principe du libre choix.

L'article 4, § 2, de la loi du 9 avril 1898 s'exprime ainsi : « La victime peut toujours faire choix elle-même de son médecin et de son pharmacien ».

Deux raisons majeures commandaient au législateur d'inscrire cette règle au fronton de son œuvre, s'il la voulait durable :

Tout d'abord, ne s'agit-il pas, à l'occasion de chaque accident du travail, de sauvegarder l'intégrité physique de l'ouvrier, et dans la mesure où des opérations chirurgicales sont indispensables, d'y porter atteinte ? Le médecin ne doit-il pas être capable de lui rendre la capacité professionnelle qu'il a momentanément perdue, aussi complètement que le permettent la violence et la gravité des blessures reçues ? Ne faut-il pas que, dans les circonstances trop fréquentes d'accidents graves, il fasse appel à tout son dévouement, à toute sa science éclairée, pour lui sauver la vie ? Il ne pouvait donc être question pour quiconque — organisme d'Etat, chef d'entreprise ou assureur — de prendre sur soi la lourde responsabilité de désigner à la victime le praticien le plus apte à assumer cette charge : la victime eût-elle vraiment fait confiance à celui que, souvent, des raisons politiques ou des relations commerciales lui auraient imposé ? En réalité, le blessé seul pouvait désigner celui à qui il allait s'en remettre de le soigner et de le guérir, parce qu'il fallait

bien qu'il se livrât à lui avec un sentiment de complète sécurité, et qu'il conservât par contre pour lui seul la responsabilité entière de ce choix.

A un autre point de vue, il fallait que la victime eût confiance en son médecin. C'est que celui-ci, appelé à examiner son malade, à l'interroger sur ses antécédents pour formuler un diagnostic sûr et préconiser un traitement approprié, était exposé à recevoir des confidences sur certaines circonstances de la vie du blessé, à découvrir l'existence de maladies dont il était atteint, et que, pour des raisons diverses, mais toujours respectables, il désirait cacher à tout autre qu'à celui dont il connaissait la valeur morale, et qu'il savait dégagé de tout lien envers son patron ou l'assureur de celui-ci.

Ainsi la règle du libre choix est-elle une conséquence nécessaire du droit absolu de chacun à disposer de sa personne physique, et du caractère confidentiel — j'allais dire confessionnel — qui s'attache à la profession médicale.

Quelles sont les conséquences qui s'attachent à la règle de l'article 4 ?

1° L'ouvrier victime d'un accident du travail peut, en toute occasion, *choisir* le médecin qui devra le soigner, et *refuser* celui qui lui aura été désigné par le patron ou l'assureur.

2° Mais il n'est pas absolument indispensable qu'il exerce ce droit : il peut valablement accepter de se confier au médecin que lui aura *conseillé* son patron, souvent plus qualifié que lui pour opérer un choix judicieux. Le texte de l'article 4 est parfaitement clair sur ce point : « La victime *peut toujours* faire choix elle-même de son médecin et de son pharmacien. » L'expression dont le législateur s'est servi montre à l'évidence qu'il s'agit là d'une faculté dont la victime a très bien le droit de ne pas user. Cette conséquence est particulièrement importante, nous le verrons ; car on semble avoir perdu quelque-

fois de vue que le principe du libre choix n'est pas édicté en des termes impératifs.

3° Il peut, après avoir suivi les soins d'un premier médecin — choisi par lui-même ou indiqué par le patron — cesser de lui accorder sa confiance, et se remettre entre les mains d'un autre praticien de son choix.

Disposition permissive, le principe de l'article 4 de la loi de 1898 est cependant défendu par des sanctions qui lui ont été apportées par deux textes :

1. Le premier est l'article 30, § 5, alinéa 3 de la loi de 1898 elle-même.

2. Le second, qui a eu pour but de compléter les lacunes du premier, a été inséré dans l'article 11 de la loi du 25 octobre 1919, qui a fait entrer les maladies professionnelles dans le cadre d'indemnisation légale des victimes du travail.

Nous allons étudier successivement les délits que répriment ces deux textes, sans nous borner pour l'article 30 à parler seulement de la disposition qui sanctionne le principe du libre choix. Il existe en effet d'autres délits établis par le même texte dont il est intéressant pour compléter cette étude d'analyser les éléments.

CHAPITRE DEUXIEME

Les délits de l'article 30 de la loi du 9 avril 1898.

La partie de l'article 30 de la loi du 9 avril 1898 qui nous intéresse est ainsi conçue dans sa rédaction actuelle :

« Sont nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées pour rémunération de leurs services, envers les intermédiaires qui se chargent, moyennant émoluments convenus à l'avance, d'assurer aux victimes d'accidents ou à leurs ayants-droit le bénéfice des instances ou des accords prévus aux art. 15, 16, 17 et 19.

« Est passible d'une amende de 16 à 300 frs, et en cas de récidive dans l'année de la condamnation, d'une amende de 500 à 2.000 frs sous réserve de l'application de l'art. 463 du Code Pénal :

« 1° Tout intermédiaire convaincu d'avoir offert les services spécifiés à l'alinéa précédent. — 2° Tout chef d'entreprise ayant opéré sur le salaire de ses ouvriers ou employés, des retenues pour l'assurance des risques mis à sa charge par la présente loi. 3° Toute personne qui, soit par menace de renvoi, soit par refus ou menace de refus des indemnités dues en vertu de la présente loi aura porté atteinte ou tenté de porter atteinte au droit de la victime de choisir son médecin. 4° Tout médecin ayant, dans des certificats délivrés pour l'application de la présente loi, sciemment dénaturé les conséquences des accidents ».

Ce texte répressif n'est pas contemporain de la loi de 1898 elle-même; il y a été ajouté par la loi du 31 mars 1905, au moment où il a été procédé à une refonte entière de la loi primitive, pour réparer les erreurs et les lacunes que l'application avait fait apparaître. Il constitue la première réaction législative contre les abus dont les accidents du travail étaient l'objet.

Etudions rapidement les délits prévus par l'article 30 de la loi de 1898 : bien qu'ils possèdent chacun des caractères différents suivant les préoccupations auxquelles ils correspondent et la personnalité de ceux qui s'en rendent coupables, ils ont tous les quatre un point commun qui est l'identité de la pénalité. Il s'agit d'une amende correctionnelle de 16 à 300 frs., et, en cas de récidive dans l'année de la condamnation, de 500 à 2.000 frs sous réserve de l'application des circonstances atténuantes.

1° *Délit des intermédiaires.*

Dès la mise en vigueur d'une loi sociale, il se crée inévitablement une catégorie d'individus qui moyennant de fortes rémunérations se chargent au nom des bénéficiaires de toutes les démarches nécessaires à l'obtention des indemnités. Ils spéculent ainsi sur l'ignorance des pauvres gens et sur l'importance que ceux-ci attachent aux premiers incidents de procédure, qu'ils considèrent souvent comme un obstacle insurmontable. Il arrive que des agents d'affaires peu scrupuleux peuvent percevoir des commissions si importantes que le solde de l'indemnité se trouve réduit à une somme dérisoire.

C'est pour empêcher de telles conventions que la loi de 1905 a prévu non seulement la nullité absolue de celles qui seraient établies au mépris de sa défense, mais une sanction pénale qui consiste en une amende correctionnelle.

Le législateur a été amené à instituer ce nouveau

délit par une évolution insensible que l'on constate à la lecture des travaux préparatoires de la loi du 31 mars 1905.

Dans la proposition primitive, telle qu'elle est contenue dans le rapport de M. MIRMAN (J. O. Doc. Parl. 1901 Ch. n° 332, p. 335), notre texte était ainsi rédigé :

« L'article 1965 du Code Civil est applicable aux dettes contractées pour rémunérations de leurs services envers les intermédiaires qui se chargent, moyennant émoluments convenus à l'avance, d'assurer aux victimes d'accidents ou à leurs ayants-droits le bénéfice des instances ou des accords prévus aux articles 15, 16 et 17 ».

Le rapporteur convenait que c'était là une disposition toute platonique dont la portée serait illusoire. D'ailleurs, on fit justement remarquer que l'article 1965 qui régit les obligations naturelles et prive d'action celles qui découlent du jeu et du pari ne permettait pas l'action en répétition, lorsque l'enjeu avait été versé.

Aussi dans la séance de la Chambre des Députés du 3 juin 1901 (1) le texte primitif a-t-il reçu sa rédaction actuelle, qui frappe de nullité absolue les conventions dont l'objet était de léser les bénéficiaires d'indemnités.

Enfin, il apparut à beaucoup de bons esprits que cette sanction civile n'était pas encore suffisante pour éviter les agissements des agents d'affaires. Et l'on y ajouta bientôt une amende correctionnelle.

Les éléments constitutifs sont au nombre de trois :

a) Il faut que la victime d'un accident du travail ait reçu d'un intermédiaire une offre de service.

Par intermédiaires, l'on doit entendre toutes personnes autres que les mandataires de justice — avoués, avocats, huissiers — dont le ministère est accordé gratuitement par l'article 22 de la loi pour

(1) Journal Officiel. Chambre des Députés 1901, p. 1231.

tous les actes de procédure nécessités à la suite d'un accident du travail.

Il n'est pas nécessaire que cette offre ait été acceptée pourvu qu'elle ait été formulée.

b) Que l'accord ait pour objet d'assurer aux victimes d'accidents ou à leurs ayant-droits le bénéfice des instances ou des accords prévus aux articles 15, 16, 17, 19 de la loi.

Le législateur de 1898 et de 1905 a organisé en effet tout un système tendant à faciliter aux victimes des accidents du travail la consécration de leur droit : les règles de l'assistance judiciaire ont été très heureusement adaptées pour permettre aux procès de se terminer le plus vite possible. L'ouvrier trouve dans la loi tous les moyens de protection imaginables, et la sollicitude du législateur est allée jusqu'à le faire assister à la tentative de conciliation devant le Président du Tribunal par un avoué et un avocat. Le ministère onéreux des agents d'affaires était donc parfaitement inutile et n'avait qu'un effet : priver sans profit l'ouvrier d'une importante partie de son indemnité.

c) Qu'il ait été stipulé *d'avance* des émoluments pour prix des services de l'intermédiaire.

La loi n'a pas voulu empêcher l'ouvrier, qui, grâce aux conseils et à l'intervention d'un agent d'affaires, a obtenu du patron ou de l'assureur les indemnités légales de rémunérer celui-ci, mais lorsqu'il est en mesure de le faire avec tous les éléments d'appréciation et sans qu'il risque de conclure un marché de dupe.

A plus forte raison, l'offre gratuite de seconder le blessé pour son indemnisation ne saurait constituer le délit (1).

Ce texte répressif, bien que doué d'un pouvoir très relatif d'intimidation, a complété heureusement

(1) En ce sens SACHET : Traité des accidents du travail, t. II, N° 1892.

la sanction civile de la nullité radicale de tous les accords en question. En tous cas, les abus que l'on avait enregistrés au lendemain de 1898 ont à peu près disparu et il n'y a pas eu pour les parquets à faire application de cette première partie de notre texte.

2° Retenue des primes d'assurances sur les salaires des ouvriers.

La loi du 9 avril 1898 a mis le risque professionnel à la charge du patron. Comme toute obligation édictée par une loi d'ordre public, il est impossible à celui qui en est le débiteur de se dérober indirectement.

Ainsi le chef d'entreprise est-il contraint de supporter personnellement le coût des accidents survenant à son personnel : si donc il se garantit contre ce risque et moyennant paiement d'une prime auprès d'un assureur, il ne saurait en faire acquitter le montant par quiconque.

Or, avant la mise en vigueur de la loi de 1898, de très nombreux patrons avaient contracté, en qualité de gérants d'affaires de leurs ouvriers, des polices d'assurance dites « Collectives » qui garantissaient à ces derniers, en dehors de toute responsabilité patronale, des indemnités forfaitaires calculées proportionnellement à la gravité de leurs blessures, à l'occasion d'accidents du travail. Les primes de ces polices étaient quelquefois payées par le patron, quand il voulait faire un geste généreux ; mais, plus souvent, le montant en était récupéré par lui sur le salaire des ouvriers assurés. Ces pratiques parfaitement valables avant 1898 devenaient illégales après la mise en application de la loi (du moins dans toutes les professions assujetties).

Mais des patrons, qu'ils fussent peu au courant de la nouvelle législation ou qu'ils eussent l'intention de se soustraire à des obligations qu'ils considéraient comme onéreuses, continuèrent à percevoir

les retenues sur les salaires pour les primes d'assurance. Ces retenues furent d'abord acceptées sans récriminations, puis, quand la loi devint mieux connue, des protestations se produisirent qui inquiétèrent le législateur. Il pensa donc, pour ajouter une sanction pénale à la nullité absolue qui s'attachait à de telles pratiques, à les comprendre dans l'énumération de l'art. 30.

Le texte lui-même appelle peu d'explications : il frappe de la même amende que précédemment tout chef d'entreprise assujettie à la législation du travail qui opère sur le salaire des ouvriers garantis par cette même législation des retenues pour l'assurance des risques mis à sa charge par la présente loi. Il suit de là que le délit ne serait pas constitué lorsque les retenues auraient eu pour but de payer les primes d'une assurance venant en complément des indemnités légales et tendant à donner aux ouvriers une indemnité en capital ou un surcroît de rente ou d'indemnité journalière. La retenue des primes d'assurance sur les salaires est également permise quand il s'agit d'une entreprise non assujettie à la législation des accidents du travail.

3° Atteintes à la liberté pour l'ouvrier de choisir son médecin.

Le but qu'a poursuivi le législateur dans l'insertion de ce troisième paragraphe à l'art. 30 est d'empêcher toutes les personnes qui, par l'influence qu'ils tiennent de leur qualité de patron ou d'assureur, peuvent empêcher l'ouvrier de choisir librement son médecin, de faire pression sur lui. La loi a spécialement visé dans ce texte les débiteurs d'indemnités : patron ou assureur. L'influence que ces deux personnes ont sur l'ouvrier est incontestable; le premier a la faculté de lui enlever d'un geste la place qu'il occupe, et aussi de le priver, lorsque lui-même n'est pas assuré, des indemnités qu'il lui doit à raison

d'un accident. Dans le cas où il est garanti par un assureur, celui-ci jouit du même pouvoir d'intimidation vis-à-vis de l'ouvrier créancier. Sans doute, l'ouvrier obtiendra bien satisfaction devant les Tribunaux, s'il se décide à poursuivre. Mais il reculera souvent devant les aléas et les lenteurs de la procédure et il acceptera bon gré mal gré les soins du médecin que lui indiquera le patron ou l'assureur.

Le législateur a voulu réprimer ces abus d'autorité et il en a fait un délit dont voici les éléments constitutifs :

a) Il faut que l'ouvrier ait été *menacé de renvoi*, qu'on lui ait *refusé* ou qu'on l'ait *menacé de lui refuser* les indemnités légales.

La loi a seulement voulu réprimer les menaces non déguisées, les coups de force dont l'objet est pour le patron ou l'assureur de réaliser une économie sur le coût de l'accident ou de plaire à un médecin. Mais elle n'a pas interdit au patron qui s'intéresse à son ouvrier de lui donner sur le choix de son médecin traitant des conseils destinés à le déterminer en faveur du plus qualifié. Aussi a-t-il été jugé que le délit de l'art. 30 de la loi de 1898 ne saurait être relevé contre un contremaître qui, sans aucune menace, s'est borné à indiquer à l'ouvrier blessé les inconvénients qu'il pouvait y avoir pour lui à choisir tel médecin connu pour être hostile aux patrons (1).

Cette espèce semble pourtant contrevenir au vœu du législateur : le contremaître dont il est question, en détournant l'ouvrier d'un médecin chez lequel il désirait à l'origine se rendre, lui a sans doute représenté que son intérêt n'était pas de choisir ce praticien, que son patron pourrait à sa rentrée au chantier lui en tenir rigueur. Ces indications constituent à n'en pas douter une violence indirecte sur la volonté de l'ouvrier; on lui fait entrevoir comme une conséquence possible de son choix une diminution de sa

(1) Trib. Corr. Seine 17. juillet 1913. Rec. Pér. Assur. 1915, p. 401.

situation morale dans l'esprit de son patron, et peut-être son renvoi. Cependant le délit n'est pas constitué; car l'article 30, texte d'interprétation restrictive, exige des menaces précises qui se trouvaient pas réalisées dans l'espèce.

b) Il faut que par ces menaces on ait *porté atteinte* ou *tenté de porter atteinte au droit de la victime de choisir son médecin*.

Le but des menaces dont nous avons parlé est d'empêcher l'ouvrier blessé de se rendre chez le médecin qu'il eût librement choisi pour le soigner, et de l'attirer chez un autre praticien avec lequel l'assureur ou le patron sont en rapports d'affaires ou en relations amicales.

La simple tentative — c'est-à-dire le fait d'avoir proféré les menaces sans qu'elles aient été suivies d'un effet, suffira à caractériser le délit.

Celui-ci ne serait pas constitué si les menaces avaient porté sur le choix du pharmacien : lacune importante que la loi du 25 octobre 1919 devait combler.

La loi est volontairement restée imprécise sur la qualité de la personne poursuivie : « Toute personne » pourra commettre le délit. Ce seront au premier chef le patron et l'assureur, quelquefois l'un de leurs employés, plus rarement un médecin (1).

L'exposé qui précède fait apparaître quelle fut surtout la préoccupation du législateur : empêcher les abus d'autorité venant du patron et de l'assureur. En 1905, on n'avait pas encore prévu que d'autres abus, aussi graves, viendraient des blessés et de certains médecins.

(1) Le Tribunal Correctionnel de la Seine dans son jugement du 23 mars 1908 (D-1908-5-31) a condamné pour infraction à l'art. 30 de la loi un médecin qui s'était présenté au domicile d'un ouvrier blessé dans son travail, s'était dit l'envoyé du patron et avait menacé la victime, s'il n'acceptait pas ses soins, de provoquer le refus des indemnités légales.

4° *Des certificats médicaux mensongers.*

Enfin, l'article 30 dans un quatrième paragraphe punit de la même amende le médecin qui aura, dans des certificats délivrés pour l'application de la présente loi, sciemment dénaturé les conséquences des accidents.

Notre délit comprend trois éléments constitutifs :

a) Il faut que le *médecin ait sciemment dénaturé les conséquences des accidents.*

Des expressions « sciemment » et « dénaturé » que la loi a employées, il suit que les erreurs de diagnostic, quelque grossières qu'elles pussent être, ne sauraient être confondues avec les faits délictueux qu'elle punit. Il faut que le médecin ait en pleine connaissance de cause, et dans le but de procurer des indemnités à une personne qui n'y a aucun droit, changé frauduleusement le diagnostic qu'il a porté sur l'état du blessé (1).

Si donc l'ouvrier a employé de son côté des manœuvres frauduleuses pour persuader le patron de la réalité de son accident, le médecin se trouvera complice d'une escroquerie. Aussi les dispositions de l'article 30 ne sauraient-elles exclure l'application des peines de l'escroquerie lorsque ce dernier délit est légalement caractérisé. Il ne peut en résulter qu'une confusion de peines en vertu de l'application de l'article 365 du Code d'Instruction Criminelle (2).

b) Il faut que le diagnostic mensonger soit contenu dans *des certificats délivrés pour l'application de la loi de 1898.*

Le délit de l'art. 30, § 4 a été en effet spécialement

(1) Trib. Corr. Seine X^e Chambre 11 décembre 1929 (*La Nationale* contre D^r L...).

(2) C'est ce qu'a décidé la Cour de Cassation (Crim. 30 avril 1909 D-1911-1-369) en répondant par une fin de non recevoir au pourvoi qu'un médecin formulait contre une décision qui l'avait condamné aux peines de l'escroquerie; il prétendait que les faits qui lui étaient reprochés constituaient non pas le délit de l'art. 405 du Code Pénal, mais celui de l'art. 30 de la loi du 9 avril 1898.

créé pour défendre les intérêts du chef d'entreprise alors que les certificats du médecin-traitant, surtout pour les petits accidents, sont le pivot de la procédure (1).

Ce quatrième délit de l'article 30 appelle certaines explications importantes sur la question du secret médical dans les accidents du travail, explications que nous donnerons lorsque nous traiterons de cette question (2).

Si nous devons conclure sur ce point spécial de notre étude, nous dirions volontiers que le système répressif de la loi de 1898 a pour objet principal de défendre l'ouvrier contre les personnes qui peuvent avoir intérêt à attenter à ses droits : intermédiaires, chefs d'entreprise, assureurs, etc. Seul, le dernier paragraphe prévoit une peine contre les médecins-traitants, mais dans des conditions qui, bien souvent, se rencontreront avec l'escroquerie. Pourtant l'expérience allait vite démontrer que ces dispositions n'étaient pas suffisantes pour éviter tous les abus.

(1) Remarquons l'analogie entre ce quatrième délit de l'article 30 et celui qui est prévu par l'article 160 du Code Pénal. Ce dernier texte punit de prison tout médecin qui aura certifié faussement des maladies ou infirmités *propres à dispenser d'un service public*.

(2) Voir plus loin Chapitre V, page 173.

CHAPITRE TROISIEME

L'article 11 de la loi du 25 octobre 1919.

Le nouveau texte a un double objet précis :

a) Comme l'article 30, § 5, de la loi de 1898, il a pour but de protéger le respect du libre choix dont jouit l'ouvrier, en vertu de l'article 4 de la loi; mais il étend la portée pratique des anciennes dispositions, et il prévoit des sanctions plus sévères.

b) A ce désir de protéger l'ouvrier, il ajoute celui de remédier aux abus auxquels sont exposés les personnes — assureurs ou chefs d'entreprise — qui assument la charge du paiement des indemnités. C'est cette seconde préoccupation qui a incité le législateur à voter la disposition nouvelle, pour éviter que les mêmes abus ne fussent constatés dans les maladies professionnelles dont on étudiait la réparation par un système d'indemnisation analogue à celui des accidents du travail.

On avait remarqué, à l'application de la législation des accidents du travail, que l'importance des frais médicaux et pharmaceutiques était plus que directement proportionnelle au nombre d'ouvriers assujettis. Et l'on avait mis cette augmentation insolite des dépenses de traitement au compte de pratiques que les Tribunaux flétrissaient quand ils en avaient incidemment l'occasion, sans qu'ils pussent, en l'absence d'un texte précis, les poursuivre et les réprimer.

Ces pratiques étaient surtout constituées par le racolage des blessés, auquel se livraient des médecins peu scrupuleux, avec l'aide d'intermédiaires qu'ils

gratifiaient d'une prime pour chaque client procuré à la clinique; les uns et les autres attiraient les victimes d'accidents par l'appât de sommes d'argent qu'ils leur abandonnaient sur le montant des honoraires. Il en résultait que, pour récupérer les débours importants, le médecin était contraint de prolonger indûment le temps d'incapacité de ses blessés, de manière à compter à la Compagnie d'assurances plus de consultations qu'il eût été strictement nécessaire pour provoquer la guérison. Le but avoué de semblables compromissions était de déterminer l'ouvrier à venir chez le médecin qui donnait des ristournes, et par conséquent, une atteinte directe à son droit de choisir librement son médecin. Enfin, les médecins honnêtes à leur tour, voyant leurs cabinets désertés, étaient contraints d'abandonner le champ à leurs confrères, dont ils ne pouvaient supporter la déloyale concurrence.

Dès avant la guerre de 1914, les syndicats médicaux jetèrent le cri d'alarme et M. le Docteur Beruyer, cité par M. Doizy (Journal Officiel. Chambre, 3 juillet 1913, p. 2404) s'écriait : « Ces abus ont jeté le discrédit sur la corporation tout entière : ils ont eu en outre pour résultat de détourner le blessé du médecin qui le soigne, lui et ses enfants, lorsqu'il s'agit d'affections médicales. Les médecins qui ne pratiquent pas la ristourne ne voient plus de blessés du travail. La loi est donc complètement faussée en ce qui concerne le libre choix ».

Aucun texte pénal ne prévoyait de sanction à de pareils procédés : l'article 30 de la loi de 1898 ne réprimaient que les atteintes au libre choix qui venaient des débiteurs d'indemnités.

Remarquons aussi qu'avec la critique de ces agissements, qui fut éloquemment présentée au Parlement, surtout par le docteur Peyroux, et par M. Doizy, de nombreux orateurs insistèrent, pour qu'une répression sévère fût entreprise contre certaines

Compagnies d'assurances, qui arrivaient, par des pratiques analogues et de singuliers abus d'autorité, à attirer les blessés de leurs assurés chez leurs propres médecins. On fit même remarquer qu'à côté des médecins marrons ordinaires, il y avait des « médecins marrons d'assurance » (1). Ces violentes critiques, dirigées surtout par les adversaires des Compagnies d'assurances, comportaient cependant une part de vérité; et le législateur annonça formellement son intention de comprendre les assureurs et les chefs d'entreprise sous le coup des pénalités nouvellement instituées, en repoussant un amendement de MM. Barthe et Peyroux, qui eussent voulu qu'après le mot « Quiconque » qu'emploie l'article 11, on insérât les mots « assureurs et patrons ». La Chambre a estimé en effet, que la portée du texte était absolument générale, et qu'il visait toutes les entreprises déloyales, d'où qu'elles vinssent.

C'est dans ces conditions que fut voté l'article 11 de la loi du 25 octobre 1919, ainsi conçu :

« Sera puni d'une amende de 100 à 500 francs, et d'un emprisonnement de trois jours à trois mois, quiconque, par menaces, don, promesse d'argent, ristourne sur les honoraires médicaux ou fournitures pharmaceutiques faits à des accidentés du travail, à des syndicats ou associations, à des chefs d'entreprise, à des assureurs, ou à tout autre personne, aura attiré ou tenté d'attirer les victimes d'accidents du travail ou des maladies professionnelles dans une clinique ou cabinet médical, ou officine de pharmacie, et aura ainsi porté atteinte ou tenté de porter atteinte à la liberté de l'ouvrier de choisir son médecin ou son pharmacien ».

La lecture de ce texte nous apprend que le nouveau délit suppose la réunion de deux conditions nécessaires, et d'ailleurs suffisantes :

(1) Certains les appelèrent « la confrérie des médecins muets ».

1. L'existence de l'une des manœuvres délictueuses énoncées au texte.

2. La constatation que ces manœuvres tendent vers un but précis spécifié par la loi.

PREMIER ÉLÉMENT : MANŒUVRES DÉLICTEUSES.

Les manœuvres par lesquelles le législateur pense qu'il sera porté atteinte au droit de l'ouvrier de choisir librement son médecin et son pharmacien, sont au nombre de quatre :

a) *Menaces* : C'est l'annonce d'un mal que l'on fera subir à une personne si elle ne consent pas à agir de la façon qu'on lui indique. L'agent essaie de la déterminer à accomplir malgré elle l'acte qu'il désire par la crainte d'un événement funeste se rapportant à sa vie, à sa santé ou à sa fortune, ou à celles des personnes qui lui sont chères.

Il est évident que les menaces dont il est question ici, devront être assez sérieuses pour emporter la décision de l'ouvrier, et qu'elles auront dû « exercer une pression réelle et effective sur la volonté de l'intéressé, et l'avoir déterminé, en fait, à un choix que l'on peut considérer comme dépourvu de liberté » (1).

Les menaces pourront venir d'un assureur, d'un patron, d'un médecin, d'un pharmacien, ou d'un organisme quelconque.

En ce qui concerne le patron ou l'assureur, certaines des menaces qu'ils peuvent diriger contre les blessés — et les plus efficaces — étaient déjà réprimées par l'article 30 de la loi de 1898 : c'étaient les *menaces de renvoi, les refus ou menaces de refus des indemnités dues* en vertu de la loi de 1898. Il s'ensuit donc que la portée du texte nouveau est beaucoup plus générale, et qu'il s'applique à toute les menaces, quelles qu'elles soient : imaginons la me-

(1) CABOUAT. De l'extension du risque professionnel aux maladies professionnelles. N° 46.

nance de refus des indemnités dues à l'ouvrier pour une autre cause que la loi de 1898, par exemple celles qui peuvent lui être dues en vertu d'une police d'assurance individuelle.

Venant du médecin ou du pharmacien, les menaces seront généralement assez rares, et M. Cabouat pense même que l'un et l'autre ne disposeront pas « de l'autorité ni des moyens d'action nécessaires pour imprimer à leurs menaces ce caractère intimidant qui est la condition de leur caractère délicieux ». Sous l'empire de l'article 30, un exemple en avait été pourtant donné par la jurisprudence : il s'agissait d'un médecin qui s'était présenté au domicile d'un ouvrier blessé, en se prétendant envoyé par son patron, et l'avait menacé, s'il n'acceptait pas ses soins, de provoquer le refus des indemnités légales.

Trib. Corr. Seine, 23 mars 1908, D. 1908. 5. 31.

Plus fréquemment, les médecins et les pharmaciens pourront inciter des intermédiaires à leur solde et des racoleurs à menacer les blessés. Reconnaissons heureusement que peu de cas de ce genre se produisent en pratique.

Quelquefois, les menaces pourront venir d'organisations politiques. On peut croire possibles des collusions entre l'un ou plusieurs de leurs dirigeants et des médecins véreux, et rien n'empêche de concevoir que des membres de ces groupements puissent être menacés de radiation ou de mise en quarantaine, s'ils n'acceptent pas de recevoir les soins du praticien recommandé.

b) *Don* : Il s'agit ici de la remise immédiate d'une somme d'argent pour déterminer un ouvrier à se rendre à une clinique ou à une officine pharmaceutique. Dans la pratique, les tenanciers de cliniques se garderont bien de se démunir de l'argent, sans être certains d'avoir l'ouvrier comme client : ils y trouveraient de singuliers mécomptes, et beaucoup accepteraient leurs dons généreux, qui ne se ren-

draient jamais à leur rendez-vous. La plupart du temps, le don visé par notre texte sera l'exécution d'une promesse faite conditionnellement par un rabatteur.

Il n'est pas absolument indispensable que le don consiste en une somme d'argent; aussi, la Cour de Cassation (Chambre Criminelle) dans son arrêt du 6 août 1925 (Rev. gén. Acc. Trav., 1926, p. 192) a-t-elle estimé que le délit de l'article 11 de la loi de 1919 était constitué par le fait, pour un pharmacien, de fournir à des blessés du travail, en échange des médicaments et objets de pansements portés sur les ordonnances, des objets de toilette ou des produits de consommation courante, tels que savonnettes, brosses à dents, vaporisateurs, etc...

c) *Promesse d'argent* : La loi vise toutes les promesses que font les agents de racolage aux ouvriers blessés, à la condition qu'ils acceptent les soins du médecin qui les a envoyés, et aussi celles que le médecin fait à chaque visite à des malades de leur donner une somme à leur prochaine visite. Ainsi, par la promesse d'argent, on attire l'ouvrier; on le retient en exécutant l'engagement pris, et en lui faisant d'autres promesses dont on échelonne la réalisation pendant toute la durée de l'incapacité.

d) *Ristourne sur les honoraires médicaux et fournitures pharmaceutiques* : C'est le nom générique qui peut désigner en notre matière, les dons et promesses d'argent. Car il est évident qu'en donnant aux ouvriers et aux racoleurs diverses primes, le médecin compte bien les récupérer contre quelqu'un et même tirer un important bénéfice personnel. C'est le patron ou l'assureur qui fera les frais de l'opération. La *ristourne* est donc l'abandon que fait à l'ouvrier le médecin ou le pharmacien, d'une partie de ses honoraires ou du montant des fournitures pharmaceutiques, dans le but de les attirer dans leur clinique ou officine. Ces ristournes pourront être mas-

quées souvent sous la forme de remboursement des frais de transport exposés par l'ouvrier pour se rendre chez le médecin. C'est une question très discutée de savoir si le remboursement constitue une ristourne, qu'il vienne de l'assureur, du patron ou d'un médecin. Elle présente une importance pratique et un intérêt théorique considérables; aussi y consacrerons-nous un paragraphe spécial, pour ne pas alourdir d'une longue digression l'exposé que nous faisons de l'article 11 de la loi de 1919 (1).

DEUXIÈME ÉLÉMENT : BUT VERS LEQUEL DOIVENT TENDRE
CES MANŒUVRES.

La décision de condamnation doit relever dans ses motifs le but que se propose le prévenu en effectuant les manœuvres qui y viennent d'être énumérées : la loi punit celui qui « aura attiré ou tenté d'attirer les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles dans une clinique ou cabinet médical, ou officine de pharmacie, et aura ainsi porté atteinte ou tenté de porter atteinte à la liberté de l'ouvrier de choisir son médecin ou son pharmacien ».

En d'autres termes, le délit ne sera que commis que si, par les moyens relevés dans la première partie de l'article 11, l'agent a créé à l'ouvrier un intérêt direct à se rendre chez un médecin et un pharmacien que, dans la jouissance intégrale de son libre arbitre, l'ouvrier n'eût pas songé à solliciter.

Il faut donc que le juge répressif ait soin, pour donner à sa décision une base légale suffisante, de bien caractériser l'attraction et l'influence qu'ont exercées sur la volonté de l'ouvrier les manœuvres employées par le médecin ou par son complice.

Le délit sera donc certainement constitué lorsque la pression sur l'ouvrier aura précédé le choix qu'il a fait de son médecin traitant. Mais pourrait-on con-

(1) Voir plus loin Chapitre IV page 158.

sidérer comme délictueux les dons et promesses d'argents faits après que l'ouvrier se sera rendu une première fois à la clinique ? M. Cabouat répond nettement : « Si le terme « attirer » vise directement le racolage, nous pensons aussi qu'il doit s'étendre au fait de retenir l'ouvrier par l'un ou l'autre des actes prévus par la loi. Sinon, la portée de l'article 11 se trouverait, contrairement à l'intention la plus certaine du législateur, singulièrement réduite, et son efficacité même dangereusement compromise » (1).

Ce raisonnement, pour exact qu'il semble à première vue, ne va cependant pas au fond des choses. Il n'est douteux en effet, — et nous sommes bien d'accord avec M. Cabouat — que l'article 11 s'appliquera lorsque l'ouvrier aura été *attiré* à la clinique par des promesses et qu'il y aura été retenu par l'appât de primes qu'on lui distribuait à chacune de ses visites. Ici, l'acte de libre volonté, qui doit aboutir à la désignation du médecin, n'a pas lieu ; bien plus, égaré par les dons qu'il reçoit, le blessé est mis dans l'incapacité d'exercer le droit — corollaire du premier — de révoquer le médecin primitivement choisi pour recevoir les soins d'un autre.

Mais la question nous semble différente lorsqu'un ouvrier s'est rendu librement dans un cabinet médical, sans y avoir été attiré par aucune promesse. Là, le médecin, pour éviter peut-être que des confrères plus habiles et moins scrupuleux ne lui enlèvent un client, lui remet à chacune des consultations une petite somme d'argent. Y a-t-il une ristourne ? Sans aucun doute. Mais suffit-elle pour rendre l'article 11 applicable ? Nous ne le pensons pas, quelle que soit la valeur théorique des arguments présentés par M. Cabouat. Notre texte dit nettement « attirer » : que l'on étende cette expression, et que l'on soutienne à la rigueur que c'est encore attirer quelqu'un que de le contraindre à ne pas partir, nous le voulons bien.

(1) CABOUAT, op. cit. N° 51.

Mais il nous semble impossible — à moins de ne plus suivre les règles d'interprétation restrictive qui sont depuis toujours appliquées aux lois pénales — de déclarer notre délit constitué lorsqu'il n'est pas établi que l'ouvrier ait réellement voulu quitter un médecin et qu'il en ait été empêché par les avantages que celui-ci lui accordait. Et cette preuve ne serait-elle point, dans la pratique, presque impossible à rapporter ?

Sans doute M. Cabouat remarque-t-il ensuite qu'il n'est pas nécessaire que l'agent ait exercé avec succès une pression effective sur la volonté de l'ouvrier; le délit est constitué par la seule tentative, même si le blessé a victorieusement résisté aux sollicitations dont il était l'objet. Mais il est indispensable, selon les principes qui sont acceptés par tous au sujet de la tentative, de relever que l'agent a voulu nettement accomplir un acte réprimé par la loi pénale, et dans les circonstances précises où elle le réprouve. Or, il existe au moins une hypothèse dans laquelle il sera nécessaire que la volonté de l'ouvrier ait été anéantie par l'attrait des primes, c'est celle que nous avons citée plus haut, et dans laquelle l'ouvrier, qui est venu librement chez un médecin, est empêché de le quitter par les menus avantages qui lui sont concédés. En raison de la rédaction trop limitative de l'art. 11, il est impossible que le mot *attirer*, prévoit l'atteinte faite à la liberté de l'ouvrier de quitter son médecin.

Il est donc à souhaiter qu'un texte nouveau vienne élargir cette rédaction de l'art. 11, et permette à la justice répressive de se saisir de tous le cas où des avantages gratuits sont procurés par les médecins aux victimes du travail. C'est cette lacune qu'a évitée la loi du 5 avril 1928 sur les Assurances Sociales qui dans son article 65, § 1^{er} stipule qu'une amende de 200 à 2.000 fr. et un emprisonnement de 6 jours à 2 mois frapperont « quiconque, par menaces, dons, promesses d'argent, ristourne sur les honoraires mé-

dicaux ou fournitures pharmaceutiques faits à des assurés ou à des Caisses d'assurances ou à toute autre personne aura attiré ou tenté d'attirer ou de *retenir* les bénéficiaires de la présente loi dans une clinique... ».

Le délit de l'art. 11 est suffisamment constitué lorsque les deux éléments que nous avons étudiés sont réunis. Il n'est pas exigé que l'auteur d'une manœuvre soit une personne déterminée; le législateur a cru bon d'employer le terme le plus général : « quiconque » et a refusé, nous l'a signalé de l'expliquer par d'autres expressions, qui sous prétexte de le préciser, auraient conduit à limiter sa portée d'application. Sont donc exposés aux pénalités de notre texte, non seulement les médecins et pharmaciens que l'on visait seulement à l'origine, mais aussi les patrons ou les assureurs; ceux-ci ont un intérêt évident à faire soigner leurs blessés par un médecin de leur choix, qui a leur confiance, et qui a souvent accepté des rémunérations particulièrement avantageuses. On peut aussi imaginer que des organismes, comme des syndicats ou associations, distribuent des sommes d'argent pour attirer les blessés chez les médecins ou pharmaciens, soit que ces derniers soient leurs adhérents, soit qu'ils aient traité avec eux.

TROISIÈME ÉLÉMENT : BÉNÉFICIAIRES DES PRESTATIONS INTERDITES.

Tout en conservant la même généralité, en désignant les personnes qui seront les bénéficiaires des prestations et promesses, ou l'objet des menaces, le législateur a jugé bon d'énumérer celles qui se trouveront le plus fréquemment exposées aux manœuvres délictueuses dont nous avons parlé. Ce sont, avant tout, les blessés eux-mêmes, les « accidentés », comme le dit la loi dans un néologisme barbare, qui seront

continuellement en butte aux menaces ou aux sollicitations des démarcheurs envoyés vers eux par les cliniques ou officines de pharmacie : la règle du jeu consiste en effet, à les attirer, et aucune action n'est plus efficace sur eux que celle qui s'exerce directement sur eux, venant d'un camarade du chantier.

L'art. 11 emploie ensuite l'expression volontairement imprécise de « syndicats ou associations » : il s'agira notamment de sociétés de secours mutuels ou d'associations politiques, dont les médecins peuvent avoir intérêt à acheter l'influence. Dans les débats qui ont préparé le vote de notre texte, M. Beauregard, député, a signalé que telle organisation syndicale importante faisait figurer, dans sa comptabilité annuelle, une somme de..... qui lui venait des ristournes de médecins, mis par elle à la disposition des victimes d'accidents du travail. Ces associations ou syndicats sont bien placés pour porter atteinte aux droits de l'ouvrier par des menaces de radiation ou de mise à l'index, qui présentent quelquefois pour le travailleur, autant d'inconvénients que la perte de sa place.

L'art. 11 a ajouté enfin les mots « patron ou assureur » ; l'une ou l'autre de ces personnes sont souvent aussi l'objet des sollicitations intéressées de médecins ou d'organismes spécialisés. On leur propose des accords en vertu desquels, moyennant des avantages pécuniaires, ils s'engagent à adresser les blessés dont ils sont responsables dans tel cabinet médical. Mais pareille entente ne sera délictueuse qu'à la condition qu'il y ait entre l'assureur ou le patron, et le médecin, une collusion non déguisée, tendant à drainer toute une catégorie de blessés vers une officine médicale ou pharmaceutique.

Répression de la tentative et de la complicité.

L'art. 3 du Code Pénal précise que « les tentatives de délits ne sont considérées comme délits que dans

les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi ». Le législateur de 1919 a pensé que les agissements qu'il réprimait étaient particulièrement graves, et qu'il ne suffirait pas de les réprimer lorsqu'ils avaient atteint le but coupable qu'ils se proposaient. Aussi a-t-il décidé formellement que le délit de l'art. 11 serait suffisamment constitué dès que l'agent aurait tenté de l'accomplir.

La tentative punissable sera donc, dans notre matière, suffisamment constituée par les menaces, don, promesse d'argent ou ristournes faites ou proposées à des victimes d'accidents du travail, dans le but de les attirer dans une officine médicale ou pharmaceutique, et de porter ainsi atteinte au principe du libre choix. Tandis que le délit sera consommé par le succès de la démarche — c'est-à-dire en définitive, par la venue de l'ouvrier à la clinique — la tentative se bornera à saisir les agissements coupables, même s'ils ont totalement échoué dans leur but.

Les règles de la complicité sont celles du droit commun : elles appellent peu d'observations spéciales. Les complices des agents du délit seront de deux espèces :

a) D'abord ceux qui auront remis aux victimes d'accidents et aux autres personnes que prévoit l'art. 11 des sommes d'argent, ou qui leur auront fait les promesses ou les menaces : lorsque du moins ils auront eu conscience, ce faisant, qu'ils participaient à une entreprise contre le libre choix dont jouit l'ouvrier. Ainsi seront punis les rabatteurs, racoleurs et intermédiaires.

b) Ensuite ce seront tous les bénéficiaires des sommes d'argent autres que les blessés eux-mêmes, dans la mesure où, comme contre-partie des avantages qu'ils recevaient, ils ont pratiqué sur la volonté de l'ouvrier un abus d'influence, ou une pression directe ou indirecte. Ainsi l'assureur ou le groupement

professionnel qui aura reçu des ristournes d'un cabinet médical pourra-t-il être retenu comme complice de l'agent principal du délit. En tous cas, le blessé lui-même, même lorsqu'il aura reçu des sommes d'argent, ne pourra être considéré comme complice, puisqu'il est précisément la victime des agissements délictueux.

Conséquences juridiques du délit.

Les pénalités prévues par le nouveau texte sont beaucoup plus sévères que celles que prévoyait l'art. 30 de la loi de 1898 (modifié par la loi du 31 mars 1905). Ce sont, à la fois, une amende de 100 à 500 fr. et un emprisonnement de 3 jours à 3 mois, sans que le tribunal correctionnel puisse ne prononcer qu'une des deux peines.

D'autre part, notre loi est muette sur l'application de l'art. 463 du Code Pénal. Par conséquent, *y a-t-il des circonstances atténuantes pour ceux qui se rendent coupables de l'infraction de l'art. 11 de la loi du 25 octobre 1919* ? Jusqu'à la loi du 29 décembre 1928, les circonstances atténuantes ne pouvaient diminuer la pénalité prévue par un texte répressif que si ce même texte visait spécialement et expressément l'article 463 du Code Pénal. Il arrivait souvent que le législateur oubliait ce détail et que pour de nombreux délits récents il ne pouvait être question pour le juge de doser la peine aux faits de la cause. Cette anomalie a été supprimée par la loi du 29 décembre 1928. Mais cette loi a-t-elle un effet rétroactif et notamment est-elle applicable à l'article 11 de la loi du 25 octobre 1929 ? Nous serions vivement tenté de le croire, puisque les lois nouvelles rétroagissent si elles sont plus douces, et que d'ailleurs la loi de 1928 semble bien interprétative de l'article 463 du Code Pénal.

Le sursis à l'exécution de la peine peut, lui aussi, être accordé. Notons d'ailleurs que les tribunaux

n'en usent pas facilement : ainsi le Tribunal correctionnel de la Seine a-t-il condamné, dans un jugement du 11 mai 1926 (Rev. gén. des Acc. Trav., 1926, p. 222) un médecin qui pourtant n'avait jamais été condamné, à quinze jours de prison et à 500 fr. d'amende, sans sursis, alors qu'on ne relevait contre lui que la seule infraction de l'art. 11.

Qui aura le droit de se porter partie civile au procès ? Tout d'abord le *blessé* lui-même, s'il a été l'objet des menaces ou de dons, et si, entraîné par ces manœuvres, il est allé recevoir des soins à la clinique en question : il faudra cependant qu'il démontre le préjudice qu'il a subi, et qui consistera généralement dans la mauvaise qualité des soins reçus, ou dans la prolongation abusive de l'incapacité. Ce sera aussi, et plus fréquemment l'*assureur* ou le *chef d'entreprise*, intéressés l'un et l'autre au premier chef à ce que le blessé reçoive les soins appropriés à son état, et surtout à ce que son état d'incapacité soit réduit au minimum : la pratique des primes et ristournes contraint le médecin à prolonger la durée de l'incapacité ou à multiplier les visites ou pansements, pour récupérer ses débours. L'assureur ou le chef d'entreprise subit donc de ce chef un dommage dont il lui est dû réparation. C'est en ce sens que statue le jugement du 11 mai 1926 précité :

« Sur l'intervention et les conclusions de la partie civile :

« Attendu que cette intervention est régulière en la forme, et qu'au fond, la société d'assurances X... a le plus grand intérêt moral et pécuniaire à la répression de pratiques de la nature de celles ci-dessus spécifiées, et qui lui sont, à tous égards, préjudiciables;

« Que si la somme de 1 fr. qu'elle réclame à titre de dédommagement est loin d'être excessive, il en est tout autrement de la double mesure exception-

nelle d'affichage et de publicité par la presse du dit jugement, que cet affichage et cette publicité n'apprendraient rien aux accidentés (sic) honnêtes et résolus à le demeurer, et n'intimideraient en rien ni les racoleurs, ni ceux qui, à les suivre, n'encourent aucune sanction ».

Presque jamais l'assureur ne pourra réclamer autre chose qu'un franc de dommages-intérêts, car il lui sera impossible d'établir un préjudice chiffré. Le rédacteur du jugement qui vient d'être rapporté a marqué, à l'égard de la publication et de l'affichage des décisions répressives un scepticisme que ne partagent pas d'autres décisions plus récentes : ces deux mesures sont souvent aussi efficaces que la condamnation elle-même.

Ajoutons que les *syndicats de médecins et de pharmaciens* sont également habiles à réclamer réparation du préjudice qu'a causé à l'ensemble du corps médical et pharmaceutique la concurrence déloyale pratiquée par les prévenus au détriment de leurs confrères, ainsi que le discrédit jeté sur leur profession par de tels agissements (1).

Enfin, la condamnation prononcée contre un médecin convaincu d'avoir commis l'infraction à la loi de 1919, a une conséquence intéressante, depuis longtemps établie, au sujet de son action en paiement d'honoraires. Il est de jurisprudence que le patron ou l'assureur ne peut être tenu de payer les honoraires d'un médecin chez lequel l'ouvrier n'est pas allé de son gré. Citons notamment les intéressants motifs

(1) Citons en ce sens un jugement rendu par le Tribunal Correctionnel de la Seine (10^e Chambre), le 27 février 1929 (Ministère Public C/D^r G...).

« Attendu que les deux faits relevés, à savoir l'habitude par le D^r G... de payer des primes aux clients qui se présentaient et l'exercice illégal de la médecine par B..., sous le patronage et avec la complicité du D^r G..., sont évidemment de nature à nuire à la considération du corps médical et à ses intérêts professionnels pour la sauvegarde desquels le syndicat est constitué. « Qu'une réparation légitime doit donc lui être accordée ».

d'un jugement du Tribunal de Paix de Paris du 14 novembre 1912 (rapporté dans le Recueil de Documents sur les Accidents du Travail, publié par le Ministère du Travail, jurisprudence, tome XV, p. 56).

« Attendu que le docteur X... achète véritablement le blessé du travail, qu'il paie ce blessé, lequel sert alors de prétexte à présenter au patron ou à son assureur des notes destinées à récupérer avec de gros bénéfices, des débours inutiles, une mise de fonds importante ne correspondant pas le plus souvent à des soins effectifs, mais à des apparences de soins donnés par personnel subalterne, la personnalité du médecin choisi disparaissant complètement »...

« Attendu qu'H... soutient qu'il suffit d'énoncer de pareils faits pour montrer qu'ils sont en dehors du champ d'application de la loi de 1898 et que le docteur X... ne peut se prévaloir des dispositions d'ordre public de cette loi »...

« Attendu qu'il est constant que la loi de 1898 en réservant à l'ouvrier le choix de son médecin n'a pas entendu lui conférer le droit de prolonger, grâce à des pratiques condamnables, une situation dont le patron est le seul à supporter les frais »...

« Attendu que c'est avec raison qu'H... soutient qu'il ne saurait être tenu de payer des soins médicaux donnés à son ouvrier qui n'est pas allé de son gré chez le médecin, mais attiré par l'appât des primes et remises d'argent »...

« Que la promesse faite par le docteur X... et l'acceptation par Roussel de semblables primes et remises d'argent, constituent, au regard d'H..., des actes dolosifs qui rendent le docteur X... non recevable dans sa demande., »

A plus forte raison, doit-on décider de même depuis que la loi de 1919 a érigé ces pratiques, que le Juge de Paix traitait déjà de dolosives, en un délit.

CHAPITRE QUATRIEME

De quelques difficultés importantes que soulève la pratique.

Les assureurs, exploités par de trop nombreux médecins oublieux de leurs devoirs, se sont organisés pour la lutte, et ont cherché, par des moyens divers, à endiguer le flot de blessés qui se rendait dans les cliniques qu'ils savaient douteuses. Ils ont ainsi créé, soit au siège de leurs bureaux, soit près des usines de leurs principaux clients, des dispensaires modèles dans lesquels ils ont tenté de procurer des soins au plus grand nombre possible d'ouvriers.

Ils ont cherché à diminuer l'importance des frais médicaux en passant avec nombre de praticiens des conventions forfaitaires.

Enfin, ils ont pris l'habitude de rembourser à ceux des ouvriers blessés qui viendraient se faire soigner chez leurs médecins ou à leurs dispensaires leurs frais de déplacement.

La question s'est posée de la validité de ces divers procédés : c'est à l'aide des principes qui régissent le libre choix et l'application des sanctions pénales qui le protègent que nous pourrons indiquer la solution des points controversés.

A. — Les dispensaires des Compagnies ou des chefs d'entreprise :

Sur ce premier point, il ne nous paraît pas que l'installation des dispensaires puisse être contestée

sérieusement. La loi n'a certainement pas interdit au patron — s'il voulait assurer à ses ouvriers des soins meilleurs et plus rapides — ou à la Compagnie d'assurances — dans le but de diminuer ses frais, tout en rendant service aux ouvriers — d'organiser des cliniques bien outillées, dirigées par un personnel médical compétent et dévoué, et spécialisés dans le traitement des accidents du travail. Le professeur Balthazard, dans la préface qu'il a consacrée au livre de M. de Giscard (1) a signalé avec étonnement et regret l'absence en France d'hôpitaux réservés aux accidents du travail; il a cependant noté comme signe d'encouragement les infirmeries et dispensaires créés par les Compagnies d'assurances. Mais les doutes que le savant professeur a eus sur la validité de ces dispensaires nous semblent mal fondés. Nous avons indiqué quelles étaient, expliquées par le législateur lui-même, les limites dans lesquelles devait se mouvoir le libre choix de l'ouvrier. Rien donc n'empêche le patron ou l'assureur de mettre à la disposition de leurs ouvriers des salles de soins où ils seront traités dans les meilleures conditions d'hygiène, avec compétence, rapidité et dévouement.

Seuls peuvent être discutés les moyens employés pour attirer les blessés dans le dispensaire. Il est évident que si le patron ordonne à ses ouvriers de s'y rendre dès qu'ils sont blessés, s'il insinue que ceux qui s'y refuseront ne seront pas repris à l'usine après leur guérison, il porte atteinte au principe du libre choix. Si de même, la Compagnie fait répandre dans les chantiers de ses assurés que les indemnités seront payées sans aucune protelation si le blessé est soigné au dispensaire, mais qu'elle fera des difficultés, s'il se rend chez un autre praticien, les pénalités de l'art. 30 de la loi du 9 avril 1898 seront encourues

(1) *La fraude, la sinistrose et les médecins marrons dans les accidents du travail.*

par tous ceux, instigateurs ou exécutants, qui auront ainsi fait pression sur les ouvriers.

Lorsqu'au contraire, le patron ou le contre-maître aura seulement indiqué à l'ouvrier le dispensaire comme l'endroit où ses blessures seront le mieux soignées, et où sa guérison sera le plus rapidement obtenue, ils se bornent à donner un conseil qui n'est pas prohibé par la loi. La jurisprudence, nous l'avons dit, n'interdit pas au patron d'éclairer son ouvrier sur le choix de son médecin traitant : loin d'attenter à la règle légale, il permettra ainsi à l'ouvrier de se décider en toute connaissance de cause.

En ce sens : Trib. Corr. Seine, 17 juillet 1913 (Rec. Pér. Ass., 1913, p. 401).

Nous ne pouvons cacher cependant l'objection qui vient immédiatement à l'esprit : ces conseils du patron ne seront-ils pas considérés trop souvent comme des ordres par l'ouvrier ? Celui-ci ne se croira-t-il pas obligé de les suivre par simple déférence, ou plus fréquemment par intérêt ? Ne voudra-t-il pas s'éviter des difficultés concernant le paiement des indemnités qui lui sont dues en se rendant au dispensaire de l'usine ? Ces observations ont une part d'exactitude : et la présence même du dispensaire à la porte de l'usine ou dans les bureaux de la Compagnie d'assurances cache une invitation tacite à s'y rendre.

Pourtant, il ne faut pas envisager le pire ; et convenons que s'il est vrai de dire que l'ouvrier a été attiré vers le dispensaire par sa seule existence, en définitive, il n'y trouvera que des avantages. Tout le monde reconnaît en effet que les infirmeries d'usines et les services médicaux des Compagnies d'assurances sont installés d'après les dernières découvertes scientifiques, permettant de réaliser les traitements avec les plus grandes chances de succès.

B. — *Du règlement à forfait des honoraires médicaux.*

Dans les débats qui ont précédé le vote de la loi, quelques députés, et surtout M. Doizy, ont violemment pris à partie certaines pratiques employées par les assureurs, et notamment le *forfait* que leur consentaient de nombreux médecins. Il s'agit d'une convention intervenue entre une Compagnie et un médecin, aux termes de laquelle ce dernier consent à ne pas réclamer les honoraires du tarif en vigueur, lorsqu'il soigne un blessé dont les indemnités sont dues par l'assureur en question; il se contentera d'une somme fixée d'avance, soit à tant par jour d'incapacité, soit à tant par blessé. M. Doizy n'a pas hésité à qualifier semblable accord de *ristourne*. A quoi M. Cabouat (op. cit. N° 60) riposte qu'il n'y voit qu'une combinaison aléatoire, dont on ne peut affirmer à l'avance qu'elle sera favorable à l'une ou l'autre des parties, très différente en tous cas, des remises fermes, les seules que prohibe l'art. 11 de la loi du 25 octobre 1919.

Cette opinion ne nous semble pas entièrement exacte, car la pratique a révélé deux sortes de forfaits : l'un qui se compose d'une somme invariable par jour d'incapacité, l'autre qui comporte une somme fixée d'avance par blessé, quelle que soit la durée de l'incapacité.

La première forme nous paraît licite. En effet, que font en somme les parties ? Elles substituent au tarif réglementaire un autre mode de rémunération, dont le législateur reconnaît implicitement la validité, puisqu'en vertu de l'art. 4, le tarif ne s'applique qu'*au regard du médecin choisi par le blessé*.

(1) Un point est hors de doute. C'est l'article 30 de la loi de 1898 qui prohibe les conventions contraires à ses dispositions ne s'applique pas aux frais médicaux et pharmaceutiques, mais seulement aux conventions relatives aux rentes viagères et aux règles de procédure. Cass. Req. 28 avril 1926. Rev. Générale Acc. Trav. 1926, p. 197.

Lorsque le médecin a été chargé par le patron de soigner un blessé du travail, il peut réclamer au patron des honoraires supérieurs à ceux fixés au tarif.

En ce sens : Cass. 2 fév. 1915. Rec. Pér. Assur. 1915, p. 393.

Cass. 18 nov. 1925. Rev. Gén., Acc. Trav. 1926, p. 40.

Il en résulte que dans les rapports entre chefs d'entreprise et médecins traitants, il peut être valablement substitué tout mode de rémunération autre que le tarif réglementaire. Cette latitude pourtant est limitée par le respect du droit intangible de l'ouvrier à recevoir les soins que nécessite son état. Or, le forfait à tant par jour d'incapacité est absolument sans effet sur l'ouvrier; le médecin n'a aucun intérêt à diminuer la durée des soins; il peut seulement, dans l'hypothèse où sa volonté serait de rançonner à la fois l'assureur et les ouvriers, négliger de faire les pansements utiles à l'état de ses blessés, puisque sa rémunération est acquise par le seul fait qu'il y a incapacité, et non point seulement par la confection d'un pansement, comme il est de règle ordinaire. Mais, dans cette hypothèse, l'accord serait caduc, car l'assureur a voulu certainement, en acceptant les conditions, faire donner à ses blessés les soins qui permettent la guérison dans les meilleures conditions, et le médecin s'exposerait à des poursuites pour escroquerie : en un mot, le risque de mauvais soins que court l'ouvrier n'est pas plus grand que par l'application pure et simple du tarif ministériel.

Au contraire, le forfait que constitue une somme immuable par blessé, nous semble nettement attentatoire au droit de l'ouvrier. Qu'a voulu l'assureur dans cette hypothèse ? Se faire un allié du médecin pour aboutir à une diminution sensible du temps d'incapacité. Le médecin malhonnête n'a qu'une pensée lorsqu'il est lié par un tel forfait : se débarrasser de l'ouvrier le plus vite possible, pour que l'honoraire

fixé lui laisse le plus large bénéfice. Et l'assureur, tablant sur ce désir du médecin, spéculé lui-même à la fois sur les honoraires médicaux et frais pharmaceutiques, et sur l'indemnité journalière. Nous avons, en de semblables conventions, une atteinte directe et non déguisée aux droits de l'ouvrier. Doit-on les ranger parmi les ristournes qui interdit la loi de 1919 ? Certains l'ont soutenu, et M. Doizy, député, l'a affirmé à la tribune de la Chambre. Nous serions volontiers portés à partager leur opinion. Le médecin peu scrupuleux sait que l'assureur lui a consenti un forfait avantageux, en espérant bien que la guérison des blessés sera hâtée par l'impatience du praticien à toucher des honoraires d'autant plus avantageux pour lui que le temps d'incapacité aura été plus court. L'opération peut donc s'analyser en véritable abandon par le médecin d'une portion de ses honoraires à l'assureur. Il semble donc qu'il y ait là une véritable ristourne. Pourtant le délit de l'article 11 ne se trouvera établi que lorsque l'assureur ou le chef d'entreprise auront fait une pression sur le choix de l'ouvrier pour l'attirer au cabinet du médecin « forfaitaire ».

C. — *Le remboursement des frais de déplacement.*

La plupart du temps, si le dispensaire est proche de l'usine ou de la compagnie d'assurance, il est assez éloigné du domicile des ouvriers. Si ceux-ci avaient dû se déplacer à leurs frais pour se rendre au dispensaire, beaucoup s'y seraient refusés, et le dispensaire eût perdu l'immense majorité de ses clients. Aussi patrons et assureurs prirent-ils l'habitude de rembourser à l'ouvrier qui se présentait à la consultation les dépenses qu'il avait effectuées pour son déplacement. Ce remboursement a été considéré par de bons esprits comme une véritable ristourne prévue par l'art. 11 de la loi du 25 octobre 1919 et exposant celui qui l'avait octroyé aux pénalités prévues à ce texte.

La question présente un intérêt pratique considérable; car certains médecins, inquiétés eux-mêmes pour infraction aux dispositions de l'art. 11, avaient allégué pour leur défense le remboursement des frais de transport opéré par les Compagnies; aussi, le Parquet de la Seine, ému de ces récriminations constantes, s'est décidé à faire trancher le litige par les Tribunaux, et a poursuivi de ce chef plusieurs Compagnies d'assurances pour infraction à l'art. 11 de la loi du 25 octobre 1919.

Ces poursuites ont jeté le trouble dans les milieux d'assureurs, qui se sont demandé s'ils pouvaient valablement continuer le remboursement de ces frais. Aussi convient-il d'examiner soigneusement si l'infraction de l'art. 11 est constituée, non pas seulement lorsque le paiement est effectué par l'assureur ou par le patron, mais aussi lorsqu'il émane d'un médecin.

Tout d'abord une observation préliminaire :

Le problème ne mérite d'être discuté que si les indemnités accordées à titre de frais de transport représentent très exactement les sommes dépensées par l'ouvrier. Que si ce dernier réalisait le moindre bénéfice, il n'est pas douteux que nous serions en présence d'un don d'argent dont l'appât pouvait l'attirer vers le dispensaire ou la clinique et, par conséquent, porter atteinte à son droit absolu de choisir librement son médecin.

C'est pourquoi l'on ne saurait s'arrêter au moyen de défense que présentent de nombreux médecins poursuivis, en soutenant que les indemnités remises à l'ouvrier sont de simples avances sur le coût des transports : l'argument n'est pas nouveau et avait déjà été présenté devant des juridictions civiles avant 1919; la réponse qu'y fit le jugement du Tribunal de Paix de Paris du 14 novembre 1912 (1) n'a rien perdu de sa valeur :

(1) Rec. Docc. Acc. Trav. jurisprudence XV, p. 56.

« Attendu qu'il n'est dénié par le docteur X... qu'il ait effectivement remis à Roussel.... (suivent les sommes); mais qu'il soutient, ce faisant, n'avoir commis aucun acte illicite de nature à faire échec à sa demande; qu'en versant à l'ouvrier la somme de 0 fr. 50 destinée à lui rembourser ses frais de déplacement, il a accompli *un acte de solidarité sociale en facilitant à un sinistré le moyen de se faire soigner plus aisément.*

« Mais attendu que le Tribunal ne saurait admettre une pareille théorie;

« Qu'il est constant que la loi de 1898, en réservant à l'ouvrier le choix de son médecin, n'a pas entendu lui conférer le droit de prolonger, grâce à des pratiques condamnables, une situation dont le patron est le seul à supporter les frais...

« Attendu que vainement le docteur X... soutient n'avoir agi que dans un but philanthropique, mais qu'en réalité, il a employé un véritable système de racolage dans lequel l'humanité n'a rien à voir »...

« Que d'autre part, le docteur X... ne peut utilement soutenir que la somme de 0 fr. 50 à chacune des visites était destinée à payer ses frais de déplacement, *alors qu'il résulte des renseignements fournis que Roussel habite à quelques pas de la clinique* ».

Et de nombreux jugements récents ont adopté les mêmes motifs pour écarter les arguments présentés par les médecins poursuivis en vertu de l'art. 11 de la loi de 1919. Citons dans ce sens l'arrêt de la Cour de Paris du 6 juin 1929 (Ministère Public (C/Dr. F...)) :

« Considérant enfin qu'il est établi et qu'il n'est d'ailleurs pas contesté que F... remettait à chaque client une gratification fixe de trente francs, et ce, outre une indemnité de déplacement; que ces remises d'argent avaient pour résultat d'inciter les victimes d'accidents du travail à se rendre à sa clinique, faisant ainsi une concurrence aussi déloyale que coupable aux praticiens qui exercent honnêtement leur

profession en ne cherchant la rémunération de leurs soins que dans l'allocation des honoraires réellement dûs et prévus au tarif.

« Considérant que F... ne peut prétendre à bon droit qu'il était fondé à agir ainsi qu'il l'a fait en alléguant que certaines Compagnies d'assurances remettent aux victimes d'accidents du travail certaines indemnités de déplacement non prévues par la loi; qu'en effet, ces indemnités peuvent apparaître légitimes quand elles sont destinées à rembourser aux accidentés le coût de leur transport au cabinet des médecins qui opèrent les contre-visites prescrites; que tel n'est pas le cas en ce qui concerne F..., lequel a eu exclusivement pour but, en remettant des allocations diverses à ceux qui fréquentaient ses cliniques, de les inciter à y venir et de les détourner des cabinets de ses confrères, ce qui lui permettait d'accroître dans d'énormes proportions le chiffre de ses honoraires; qu'enfin, les professionnels de l'escroquerie se trouvaient incités à recourir à ses services le plus souvent possible, puisqu'ils cumulaient ainsi les allocations versées par F... avec les indemnités obtenues frauduleusement des Compagnies d'assurances ».

Concluons sur ce premier point que l'infraction de l'art. 11 de la loi de 1919 sera constituée dès qu'il aura été alloué à la victime, par quiconque (assureur, chef d'entreprise ou médecin) une somme dépassant dans une mesure quelconque le strict remboursement des frais exposés, et constituant pour elle un avantage certain à venir se faire soigner auprès de celui qui lui accorde de semblables indemnités.

Ceci posé, le problème reste entier, de savoir si le remboursement mathématique des frais de déplacement constitue une ristourne, au sens de l'art. 11.

M. Cabouat, qui, après avoir présenté sur la question un rapport à la Commission Supérieure des

Maladies Professionnelles, a consacré à notre sujet une magistrale étude dans la Revue Générale des Accidents du Travail (1922), démontre par voie syllogistique que l'assureur ou le patron ne saurait être exposé aux pénalités de notre texte. Voici le résumé de son argumentation :

1) Il n'y a pas *don d'argent* si celui qui a effectué les prestations a agi en vertu d'une obligation ferme, à lui légalement imposée, dont elles constituent l'exécution.

2) Or, lorsqu'il rembourse les frais de déplacement, le patron ou l'assureur agit, soit en vertu d'une obligation de les supporter, qu'il a contractée expressément ou tacitement lorsqu'il a adressé la victime au médecin de son choix, soit en exécution d'une décision de justice rendue par le Juge de Paix par application de l'art. 4 de la loi de 1898 (ces frais devant être incorporés aux frais de traitement lorsque le domicile des blessés était éloigné de tout cabinet médical).

Au contraire, le médecin, même lorsqu'il effectue un simple remboursement de frais de déplacement, n'acquiesce aucune obligation légale; il agit seulement dans un but mercantile où la pensée d'assurer à la victime un traitement convenable ne tient qu'une place secondaire.

Cependant, si l'ouvrier n'avait près de son domicile aucun autre médecin à qui s'adresser, et s'il a été contraint, par l'éloignement, d'emprunter un moyen quelconque de locomotion, dont le médecin lui a remboursé le coût, ce dernier a, par avance, acquitté la dette du patron, lequel est incontestablement tenu à supporter ces dépenses.

3) Il suit de là que le simple remboursement des frais de déplacement n'est pas constitutif de l'infraction de l'art. 11 lorsqu'il est effectué par un débiteur d'indemnités légales, et lorsqu'il est fait par un médecin, à titre d'avance remboursable sur le patron.

Au contraire, il doit être considéré comme une véritable ristourne sur les honoraires, s'il est pratiqué par un médecin dans le seul but d'attirer la clientèle dans son cabinet médical.

Il nous paraît utile de reconstruire d'une manière un peu différente l'argumentation de M. Cabouat et de montrer que, sur ce dernier point, ses conclusions ne sont peut-être pas entièrement justifiées.

Avant tout, rappelons que la loi n'a pas imposé à la victime de se faire soigner par un médecin de son choix. L'article 4 dit bien « La victime *peut* toujours faire choix »... Il suffit donc, pour que le vœu de la loi soit respecté, qu'il ne lui ait pas été interdit de manifester son libre arbitre lors de la désignation du médecin. Si donc, il est rigoureusement défendu d'agir par pression directe ou indirecte sur la volonté de l'ouvrier, rien n'empêche, nous l'avons déjà signalé, le patron de le conseiller, soit d'une manière négative en lui montrant les inconvénients qu'il peut y avoir pour lui à accepter les soins de tel médecin (1), soit d'une manière positive, en lui désignant tel autre médecin dont il connaît la réputation, ou en le confiant à un autre médecin accrédité auprès de l'usine ou de la Compagnie d'assurances.

Signalons aussi, — et c'est là un point capital — que les règles de l'art. 4 de la loi de 1898 qui concernent la tarification des soins ne sont applicables que tout et autant que la victime a désigné personnellement le médecin traitant. La raison en est très simple : on avait craint, au moment du vote de la loi, que l'ouvrier, maître de son choix, ne s'adressât à des sommités médicales, qui lui prissent des honoraires très élevés : on ne voulut pas exposer le patron à de telles réclamations et on enferma la responsabilité du chef d'entreprise dans les limites du

(1) En ce sens : Trib. Corr. Seine 17 juillet 1913. Rec. Pér. Ass. 1913, p. 401.

tarif ministériel, *mais dans le cas seulement où l'ouvrier avait exercé son droit de choisir.*

De cette règle, que la jurisprudence a, peu à peu, mise en lumière, citons quelques applications :

1) L'action donnée au médecin traitant par les art. 4 et 15 de la loi de 1898 est différente de celle qui lui appartient lorsqu'il a été choisi par le patron pour donner des soins à ses ouvriers victimes d'accidents du travail. La Cour de Cassation, Chambre Civile, dans son arrêt du 2 février 1915 (Rec. Pér. Ass. 1915, p. 392) a décidé que, de cet engagement contractuel, parfaitement valable, résultait au profit du médecin une action personnelle et mobilière, complètement indépendante de celle de la loi du 9 avril 1898, action rentrant, d'après le droit commun, dans la compétence du Tribunal Civil ou du Juge de Paix du domicile du Chef d'entreprise, suivant le chiffre de la demande.

2) De même, le médecin de l'hôpital ne peut réclamer, ni au blessé, ni au chef d'entreprise, des honoraires en sus du tarif légal, s'il n'a agi, ni comme médecin choisi par le blessé (auquel cas il eût pu réclamer au blessé le surplus de la rémunération que ne lui accordait pas le tarif), *ni comme médecin du chef d'entreprise.*

Cass. Civ., 26 octobre 1925. Rev. Gén. Acc. Trav., 1926, p. 73.

3) Dans le même sens, un médecin propriétaire d'une clinique ne peut réclamer au Chef d'entreprise, en dehors des frais d'hospitalisation prévus au tarif, aucune somme à titre d'honoraires, *si du moins il n'a pas donné les soins sur ses instructions formelles.*

Cass. Civ., 18 novembre 1925. Rev. Gén. Acc. Trav., 1926, p. 40.

4) Tout le monde est d'accord, par contre, pour décider que si un chef d'industrie place son ouvrier blessé dans un établissement privé, il doit les frais

d'hospitalisation et de médecin afférents à ces sortes d'établissements.

Voir note au D. P., 1909, 2. 257.

De ces citations, glanées à travers une jurisprudence constante, il résulte manifestement que le patron a légalement le droit de faire soigner son ouvrier par le médecin de son choix, et, dans ce cas, il contracte l'obligation de régler les honoraires de celui-ci sur un tarif conventionnel, totalement différent de celui fixé par l'art. 4 de la loi de 1898.

Si donc, pendant sa maladie, l'ouvrier ne peut se déplacer lui-même, le médecin du patron devra se rendre à son domicile pour diriger le traitement, et par conséquent, exigera d'être indemnisé de ses frais de transport et de la perte de temps qui s'en est suivie. Si, au contraire, le blessé peut se mouvoir, le patron demandera à l'ouvrier de se rendre au domicile du médecin, pour éviter de supporter le coût important du déplacement du médecin. Mais, par contre, le patron ne saurait, à la suite de ce service que lui rend son ouvrier, imposer à ce dernier un sacrifice pécuniaire alors que lui-même s'évite une dépense assez considérable, et qu'il a, d'autre part, l'inappréciable avantage de voir les soins donnés par un médecin qu'il a choisi, et dont il attend une guérison rapide. De là l'engagement tacite ou exprès que prend le patron de payer — ou du moins de rembourser sur justification — à l'ouvrier les frais qu'il a pu exposer pour se rendre à la demeure du médecin.

On peut analyser ainsi l'opération : l'ouvrier sollicité par le patron de se rendre à la visite de son médecin avance au patron une partie des honoraires qui sont dûs au médecin : il exécute une sorte de gestion d'affaires dans l'intérêt du chef d'entreprise, et possède une action pour exiger le remboursement des sommes qu'il a déboursées *pour le seul profit de son employeur, sans en tirer lui-même aucun gain personnel.*

C'est l'argumentation que l'on trouve déjà dans un jugement du Tribunal Civil de la Seine (4^e Chambre) en date du 6 juillet 1907 (rapporté au Recueil spécial des Accidents du Travail 1907-1908, p. 155) :

« Attendu qu'il résulte de l'art. 4 de la loi, modifiée par celle du 31 mars 1905, que le chef d'entreprise ne peut être tenu que des frais de traitement, prévus et tarifés par l'arrêt ministériel du 30 septembre 1905; que cet arrêté fixe, dans son art. 8, les frais de transport du médecin traitant, mais ne prévoit nullement les frais de transport du blessé;

« Que ces frais ne pouvant être dûs *que si le patron a consenti à les supporter, ou si le blessé se trouvait dans la nécessité de les avancer, quand l'ouvrier accepte de se faire soigner par un médecin que lui propose son patron, qui demeure loin de son domicile, le patron s'engageant alors implicitement à payer les frais de transport nécessaires pour que le blessé aille chez le médecin ou pour que le médecin se rende chez le blessé* ».

Nous retombons ainsi dans la démonstration de M. Cabouat et aboutissons comme lui, à cette conclusion que « lorsqu'en vertu d'un arrangement formel, le patron ou l'assureur s'est entendu avec l'ouvrier pour lui faire agréer un médecin de leur choix, c'est se conformer purement et simplement à l'art. 1156 du Code Civil, que sous-entendre cette obligation et comprendre dans les frais généraux de traitement une dette qui n'est en réalité qu'une suite naturelle et comme une condition d'exécution normale de la convention intervenue ».

Souvent remarque justement M. Cabouat, le patron est légalement tenu au remboursement des frais de transport. C'est lorsque l'ouvrier s'est rendu chez le médecin le plus proche de son domicile, mais dont le cabinet est cependant suffisamment éloigné pour rendre nécessaire l'emploi d'un mode quelconque de communication. Ici, le patron devrait, si

le blessé était alité, supporter les frais de transport du médecin (prévus par le tarif réglementaire) : comme le blessé se déplace lui-même, il doit incontestablement l'indemniser d'une dépense qui est en réalité pour lui un bénéfice « en moins dépensant », et s'il s'y refusait, le Juge de Paix, saisi de l'action du paiement d'honoraires médicaux, pourrait valablement l'y condamner.

Par conséquent, le remboursement au blessé des sommes qu'il a exposées pour obliger son patron doit-il être considéré comme le *don d'argent* dont parle l'art. 11 de la loi de 1919 ? En aucune façon, lorsqu'il émane du patron ou de l'assureur, qui n'a pas eu en vue une libéralité au profit de leur ouvrier, mais qui a tout simplement exécuté une dette conventionnelle ou une sentence de condamnation.

C'est en ce sens qu'a statué le Tribunal Correctionnel de la Seine (X^e Chambre) dans son jugement du 31 juillet 1929 (Ministère Public c/Compagnie l'*Urbaine et la Seine*) rapporté au Recueil périodique des Assurances, 1929, p. 379 et la note, dont les motifs les plus intéressants sont les suivants :

« Attendu qu'en droit, il appartient aux Compagnies d'assurances, qui substituent le patron, de rembourser aux accidentés du travail les frais de déplacement que ceux-ci justifient avoir déboursés.

« Attendu que le remboursement par les Compagnies des frais qui incombent au patron ne saurait être considéré comme un don, promesse d'argent ou ristourne sur les honoraires médicaux, destinés à attirer les accidentés, et réprimé par l'art. 11 de la loi du 25 octobre 1919.

« Attendu qu'en l'espèce, C... justifie que l'*Urbaine et la Seine* a remboursé, après la guérison du blessé, en même temps que le demi-salaire, des frais de déplacement réclamés par le blessé; que ces frais sont remboursés proportionnellement à l'éloignement de

chacun d'eux et sur une quittance signée de l'intéressé.

« Qu'il ne s'agit pas là de la remise d'une prime fixe et forfaitaire, mais du *paiement de dépenses justifiées dont le remboursement est licite*.

« Attendu que, par suite, le délit n'est pas établi » (1).

Lors donc que le remboursement vient de l'assureur ou du patron, c'est-à-dire d'un débiteur d'indemnités légales, il ne saurait être considéré comme un don d'argent, ni comme une ristourne.

Mais lorsqu'il est effectué par un médecin, doit-on en décider de même ? M. Cabouat distingue :

A) Si l'ouvrier demeure loin du cabinet médical et s'il est obligé de supporter les frais d'un déplacement onéreux pour consulter le praticien le plus proche, il a certainement droit au remboursement des sommes qu'il a dépensées. En supposant qu'un médecin lui remette cet argent, il ne lui fait qu'une *avance remboursable* par le patron qu'il actionnera directement en vertu de l'art. 4, § 4 de la loi de 1898, et il se trouve être simplement un tiers acquittant la dette d'autrui, situation que prévoit l'art. 1236 du Code Civil.

Par conséquent, le médecin agit ici comme gérant d'affaires, à la fois dans l'intérêt du blessé et du patron, puisque son geste généreux permet à la victime de recevoir rapidement les soins nécessités par son état, avant que le patron ou l'assureur lui ait réglé les indemnités qu'ils lui doivent : donc il ne commet pas l'infraction de l'art. 11.

B) Si, au contraire, l'ouvrier se rend chez un médecin qu'il a choisi et si ce médecin habite loin de son domicile, il n'a aucun droit au remboursement par le patron des frais de déplacement.

(1) Même décision du Tribunal correctionnel de la Seine (X^e Chambre) du 13 novembre 1929 (affaire Ministère Public contre *Mutualité Industrielle*).

En ce sens : Trib. Civ. Seine (1), 4^e Chambre, 6 juillet 1907. Rec. Pér. Assur. 1907, 1908, p. 155.

Par conséquent, le médecin qui lui paierait ses frais de transport n'acquitterait la dette de personne; il s'imposerait un appauvrissement certain, précisément caractéristique de la ristourne prévue à l'art. 11, et s'exposerait ainsi aux pénalités qui y sont énoncées.

M. Cabouat ne se dissimule pas que cette dernière conclusion s'expose à des critiques très vives, et nous devons reconnaître qu'elles sont, dans une certaine mesure, fondées. N'y aura-t-il pas en effet, entre les médecins et les débiteurs d'indemnités, une inégalité choquante, qui, dans la pratique, n'est pas toujours justifiée ? L'assureur et le patron obéissent-ils toujours à un but humanitaire lorsqu'ils remboursent les frais de déplacement ? Ne sont-ils pas bien plutôt désireux d'achalander leurs dispensaires, où les soins leur coûtent des sommes infimes, en comparaison des honoraires que les médecins indépendants leur réclameraient ?

D'autre part, en se décidant dans le sens préconisé par M. Cabouat, on aboutit presque certainement à anéantir le principe du libre choix. En effet, si le blessé n'accepte pas les soins du médecin de l'assureur — lequel, nous l'avons vu, lui aurait remboursé valablement des frais de transport — et s'il se rend chez le médecin qu'il aura librement désigné, ce dernier ne pourra pas, sous la menace de sévères sanctions pénales, lui rembourser la dépense légitime qu'il a effectuée. Il en résultera que l'ouvrier sera pris dans un dilemme : ou bien toujours accepter le médecin du patron (et c'est la suppression pratique du libre choix), ou bien se rendre chez le médecin le plus proche de son domicile, au profit duquel sera

(1) « Qu'en l'espèce, l'ouvrier, ayant lui-même choisi le médecin auquel il s'était adressé à Paris, alors que des médecins oculistes se trouvent à St-Denis, *non loin de son domicile*, n'est pas fondé à se faire rembourser les frais de transport qu'il prétend avoir avancés. »

ainsi institué un véritable monopole, alors que ce médecin n'aura peut-être aucune des qualités morales et professionnelles que l'ouvrier eût désirées.

M. Cabouat, prévoyant ces critiques, sans les examiner complètement, ne pense pas qu'elles soient suffisantes pour prohiber complètement le remboursement des frais de transport, — « solution extrême, qui, elle aussi, présenterait l'inconvénient grave de mettre obstacle à de libres ententes où les victimes peuvent trouver parfois de sérieuses garanties de traitement et de rétablissement.

De même, la Commission Supérieure des Maladies Professionnelles a procédé, dans sa séance du 27 mai 1921, à l'examen des critiques formulées par les milieux médicaux contre les conclusions de M. Cabouat. Après une vive discussion, elle a émis l'avis que « les frais de déplacement ne peuvent être considérés comme des accessoires du traitement médical que dans les cas exceptionnels tels qu'urgence, examen du traitement spéciaux, la liberté du choix du médecin devant, en toute hypothèse, être respectée : que dans ce cas, les frais de déplacement peuvent être alloués par le juge à la victime ou au malades, soit en même temps que le demi-salaire, soit à titre de provision ».

Il nous paraît que ce n'est pas dans le sens indiqué que serait le remède. Nous penserions volontiers qu'il suffirait de reconnaître valable le remboursement des frais de déplacement — *sur justifications rigoureusement exactes* — qu'il vienne de l'assureur ou du médecin. Ne peut-on d'ailleurs pas soutenir que, dans l'hypothèse où le médecin traitant a remis les frais de transport, le délit de l'art. 11 n'est pas constitué ? En effet, s'il y a manifestement ristourne que les honoraires, puisque l'ouvrier a reçu une somme qui diminue d'autant la rémunération du médecin, cette ristourne n'a pas eu pour but *d'attirer l'ouvrier*, puisque par hypothèse, celui-ci est venu li-

brement, ni *d'attenter à son droit de choisir librement son médecin*, puisque, loin de nuire au respect de ce droit, ce remboursement l'a assuré.

Une réforme législative intelligente pourrait même ajouter aux frais de traitement que supporte le patron les sommes exposées par la victime pour ses déplacements, en laissant au Juge le soin d'apprécier la faculté de choisir le médecin.

Remarquons que les décisions pénales qui condamnent les médecins coupables d'infraction à l'art. 11 soulignent la disproportion qui existe entre les sommes remises et les frais exposés par l'ouvrier.

C'est ainsi qu'on voit le Tribunal de la Seine dans son jugement du 11 mai 1926 (II^e Chambre) s'exprimer avec une minutie particulièrement curieuse, pour réfuter l'argument tiré des frais de déplacement :

« Attendu que vainement le docteur C... plaide, d'autre part, avoir promis et fait effectuer aux accidentés le seul remboursement de leurs frais de déplacement; *que, fût-ce dans ces limites*, il ne pouvait lui être permis d'user de l'intervention frauduleuse de racoleurs sans vergogne, faisant miroiter l'appât, même factice, mais décisif du lucre.

« Attendu par ailleurs, qu'il est établi que la demoiselle X..., bien qu'elle n'ait pas à répondre de ses agissements personnels devant le Tribunal, a versé 10 frs en soi-disant précompte, et 1 fr. par déplacement à trois accidentés des *membres supérieurs*, *qu'elle savait habiter à trois cents mètres et l'un à cinq à six cents mètres de la clinique*, puisqu'elle a pris, au préalable, elle-même, leurs adresses... ».

Peut-être les Tribunaux, s'ils étaient saisis d'une espèce analogue sur laquelle nous avons bâti les observations qui précèdent, statueraient-ils dans le même sens ?

CHAPITRE CINQUIEME

Le secret médical et la législation des accidents du travail.

Ce serait empêcher la malade de se soigner utilement, que de ne pas obliger le médecin, dépositaire de ses confidences, à les taire à toutes les sollicitations. L'obligation au secret est ainsi de l'essence même de la profession médicale, et l'on imagine sans peine que la dignité en serait abaissée, si quelque atteinte pouvait être faite à ce principe fondamental. Ne serait-elle pas reconnue par la loi, cette règle s'imposerait cependant à la conscience des praticiens. Et Bossuet a eu raison de s'écrier : « Pour faire garder le secret, on n'eut jamais besoin de supplices; le secret se recommandait tout seul et par sa seule importance ». La loi humaine, plus méfiante, a prévu une sanction qui est insérée dans l'art. 378 du Code Pénal, texte qui, sous des peines correctionnelles, impose le silence à tous ceux qui, par état, sont gardiens de secrets qu'on leur confie.

Pourtant, à mesure que l'évolution se poursuit, et que les œuvres sociales prennent plus d'importance, les législations modernes imposent des restrictions à ce silence absolu que les médecins se faisaient un devoir de garder. De bons esprits montrèrent que souvent cette règle était néfaste au développement de certaines institutions utiles, et l'on fit, dans de nombreuses dispositions législatives, une application de l'exception contenue dans l'art. 378 lui-même :

« hormis le cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs ».

D'autre part, les relations du monde contemporain sont infiniment plus complexes qu'autrefois : sous l'empire du Code Civil, il y avait en face l'un de l'autre le malade et son médecin, et ce dernier n'avait pas de compte à rendre ou à demander à personne qu'à son client et à sa conscience. Aujourd'hui, au contraire, le malade ne supportera souvent pas lui-même les frais de traitement : ce sera une Caisse de Secours Mutuels, une administration publique, ou bien, avec le développement des théories de la responsabilité, une tierce personne qui, par une faute quelconque, aura provoqué l'état du malade, qui devra l'indemniser du préjudice subi, et qui, par conséquent, aura qualité pour suivre le progrès de l'affection, et un intérêt évident à être informée du diagnostic exact. Bien mieux, la responsabilité de certaines personnes ne sera engagée que dans certaines circonstances données, pour l'appréciation desquelles il sera indispensable de connaître la nature de la lésion dont souffre le malade. Ainsi en est-il dans les accidents du travail. Le chef d'entreprise et l'assureur ont donc, comme contre-partie de leurs obligations, le droit de connaître le diagnostic formé par le médecin traitant, de suivre la marche de la lésion, de faire vérifier les constatations du premier praticien par un de leurs conseils médicaux. Profonde atteinte au secret professionnel intégral derrière lequel s'étaient toujours retranchés les médecins.

L'heure n'est pas de se lamenter sur la disparition — au moins partielle — d'une règle de haute moralité, qui ne correspond pas entièrement aux exigences de la vie moderne. Loin de nous l'idée de nier la valeur sociale du secret professionnel, et de prétendre qu'il ne faisait pas du médecin un confident sûr, un confesseur profane, à qui il était permis de tout

dire, et qui, sans qu'on lui demandât le secret, gardait votre dépôt et mourait sans l'avoir dévoilé, comme ces vieillards, dont parle Victor Hugo, qui dormaient leur éternel sommeil, ensevelis dans leur serment inviolé. Il faut au contraire, proclamer bien haut l'obligation au secret médical; mais ne pas s'étonner si l'antique précepte doit, pour se conformer aux besoins nouveaux, qui sont nés des complications de la vie moderne, perdre de sa traditionnelle rigidité.

C'est pourquoi il est intéressant d'examiner quelles sont, dans la médecine des accidents du travail, les atteintes qu'a reçues le principe du secret absolu, et les limites dans lesquelles doit subsister la règle de l'art. 378 du Code Pénal.

La procédure instituée par la loi du 9 avril 1898 impose aux blessés qui désirent bénéficier de ses dispositions, certaines obligations destinées à établir leur droit au regard du patron ou de l'assureur.

1) *Le chef d'entreprise* doit déposer à la mairie un certificat qui indique « l'état de la victime, les suites probables de l'accident, et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif » (art. 11 modifié par la loi du 22 mars 1902).

2) Le Juge de Paix, procédant en vertu de l'art. 12 à une enquête, lorsque, d'après le certificat qui lui a été transmis, il résulte qu'une incapacité permanente ou la mort paraît devoir résulter de l'accident, a notamment pour mission de rechercher la nature des lésions.

3) *Si le certificat médical qui lui a été fourni ne lui semble pas suffisant*, le magistrat a le droit de commettre un médecin-expert (art. 13).

4) Le Président du Tribunal peut, du consentement des parties, nommer un expert (art. 16), et, en toute éventualité, le Tribunal Civil et la Cour d'Appel ont toujours la liberté de recourir aux lumières d'un homme de l'art.

Il y aurait eu de très grandes difficultés pour mettre en pratique ces dispositions nouvelles, si l'on s'était heurté au principe inviolable du secret médical. Et, après de véhémentes protestations des milieux médicaux, que le temps réussit d'ailleurs à calmer, la pratique s'achemina insensiblement vers la consécration de tempérament à la règle du secret professionnel.

Remarquons d'abord qu'en ce qui concerne le certificat initial, c'est le chef d'entreprise qui doit le fournir. Si donc la victime s'est adressée à un médecin de son choix et si le patron, pour se conformer aux dispositions de l'art. 11 de la loi, demande à ce médecin un certificat comportant le diagnostic et les prévisions sur les conséquences des lésions, la règle de l'art. 378 du Code Pénal ne lui interdit-elle pas de fournir la pièce ? Dans la rigueur du principe, telle qu'eussent voulu la conserver nombre d'auteurs médicaux (1), le médecin devrait s'y refuser.

C'est pourquoi, prévoyant que le médecin ne consentirait pas à délivrer le certificat exigé par l'art. 11, le Comité consultatif des Assurances contre les Accidents du Travail, dans son avis du 7 février 1900 (D. P. 1900, 4, 20) a indiqué que le Juge de Paix devrait commettre d'office un médecin pour accomplir le vœu de la loi.

Mais une opinion plus libérale fit remarquer que la règle de l'art. 378 ne joue que dans le cas où le médecin a reçu une *confiance*, et que dans celui où il y a un *secret*. Or, ne peut-on pas soutenir qu'une victime d'accident du travail est mise dans l'obligation par la loi elle-même de libérer son médecin du secret professionnel, sous peine de perdre tout droit aux indemnités qu'elle désire évidemment percevoir ?

Au surplus, les médecins se rendirent compte que leurs scrupules n'auraient guère de portée pratique,

(1) En ce sens : BROUARDEL. Le secret médical.

puisque le patron disposait de deux moyens de vaincre leur résistance : l'expertise et la contre-visite. Ajoutons-y un troisième, que leur donna bientôt la jurisprudence, qui impose à l'ouvrier l'obligation de faire non seulement la preuve de l'accident, mais d'établir la relation existant entre cet accident et les lésions dont il est atteint. Aussi, en définitive, l'ouvrier est-il contraint de libérer son médecin du secret professionnel, et de lui permettre dès l'origine, de dévoiler la nature des blessures qu'il présente (1). Enfin, il n'est pas sans intérêt de remarquer que la cause du médecin et celle de l'ouvrier sont en quelque sorte, liées dans cette aventure, et que, si le médecin s'obstinait à refuser l'octroi du certificat médical, il courrait le risque de conserver devant lui un débiteur insolvable, tandis que, mal informé, l'assureur se déroberait au paiement de honoraires.

La pratique de trente années a eu sur ce point — comme sur beaucoup de questions dès l'abord ardemment discutées — un effet heureux. Il n'est pas, croyons-nous, un seul médecin qui refuse aujourd'hui de délivrer au patron le certificat exigé par l'art. 11 : ajoutons aussi que, la plupart du temps, c'est l'ouvrier lui-même qui le réclamera.

Mais la difficulté ne résidait pas seulement dans la délivrance de ce certificat initial, qui, somme toute, pouvait se résoudre en l'énoncé d'un diagnostic sommaire et banal. Que devait-on décider en ce qui concerne les maladies dont la victime est atteinte congénitalement, et dont le médecin a connu l'existence par le traitement de la blessure du travail ? Ici, la question devient singulièrement délicate. Un

(1) En ce sens : Orléans 19 novembre 1929 (Gazette du Palais 26 décembre 1929). Dans cette curieuse espèce, les ayants droit de la victime avaient volontiers délié le médecin du secret professionnel. C'était le patron qui soutenait que le médecin-traitant ne pouvait déposer comme témoin à une enquête judiciaire. La Cour a jugé que le chef d'entreprise était sans qualité pour obliger un médecin à respecter un secret qui n'avait été institué que dans l'intérêt des familles.

premier point est hors de doute : le médecin traitant devra garder le silence le plus complet sur toutes les maladies qui n'ont pas un rapport direct avec le traumatisme et qui n'exercent aucune influence sur l'évolution de la lésion : en effet, la loi de 1898 n'exige de lui aucune déclaration sur ce qui ne concerne pas les conséquences de l'accident, et le droit commun de l'art. 378 reprend son empire. C'est ce qu'a nettement décidé un arrêt de la Cour de Cassation (Crim., 9 mai 1903, D. 1914. 1. 206) qui a interdit au médecin traitant d'indiquer l'état antérieur du blessé, son rôle étant de décrire seulement les conséquences de l'accident. Mais que dire lorsque des lésions congénitales ont été aggravées par le traumatisme, ou que la blessure a révélé une maladie déjà en germe dans l'organisme de l'ouvrier ? Il n'est pas aisé de répondre à cette question : le médecin est ici pris entre son devoir de confident nécessaire et son devoir de praticien médico-légal ; en vertu de ce dernier, ne lui est-il pas interdit de mettre son client dans l'impossibilité de bénéficier des avantages de la loi ? Nous répondrions volontiers que là encore, le médecin traitant est lié par le secret, mais que dans l'intérêt de son client, il pourra le confier à son collègue, le médecin contre-visiteur ou l'expert, pour éclairer leur religion, faciliter leurs conclusions, et aboutir en somme à ce que l'ouvrier obtienne la réparation qui lui est due. Si, au contraire, le médecin traitant s'est aperçu que les lésions ne sont pas la conséquence de l'accident, nous estimons que rien alors ne saurait lui permettre de trahir son secret : Il pourra, pour mettre sa responsabilité à couvert, demander à la Compagnie d'assurances ou au chef d'entreprise de pratiquer une contre-visite, et laisser ainsi à son confrère le soin de renseigner son mandant.

Nous sommes ainsi amenés à examiner quelles seront, en ce qui concerne le secret médical, les obli-

gations de l'expert ou du médecin contre-visiteur.

La question est également très complexe : car l'un et l'autre ont justement pour mission d'examiner un blessé et de donner à un tiers un avis détaillé sur son état. Il y a donc une attitude un peu paradoxale à exiger le silence de quelqu'un dont l'intervention sert justement à découvrir ce que son devoir professionnel a interdit au médecin traitant de dévoiler. Aussi bien, est-ce sur la compréhension du rôle de l'expert ou du médecin contre-visiteur que roule le débat.

Une opinion très hardie a soutenu que l'art. 378 du Code Pénal ne saurait s'appliquer à l'expert : car les observations qu'il a faites ne peuvent être considérées comme lui ayant été faites confidentiellement, comme le veut pour son application, la lettre de texte répressif.

En ce sens : Grenoble, 29 janvier 1909. (Rec. Pér. Assur. 1909, p. 344).

La question s'est posée en jurisprudence de savoir si le système institué par la loi de 1898 n'était pas exclusif du secret médical. Le Tribunal Correctionnel de Lille, dans son jugement du 17 juillet 1912 s'est prononcé contre l'application de l'art. 378 du Code Pénal à toute la matière des accidents du travail, n'en voulant pour preuve que l'obligation pour l'ouvrier de fournir un certificat indiquant la nature des lésions et la liberté pour le patron de faire contre-visiter son blessé.

La Cour de Douai, saisie d'un appel de ce jugement, a décidé dans son arrêt du 22 octobre 1912 dans un sens différent : elle a estimé que les médecins demeurent tenus au secret; ils n'en sont déliés que relativement aux questions qui provoquent un litige entre l'assureur et l'ouvrier. La Cour acquitte donc le médecin de l'hôpital qui avait communiqué au médecin de la Compagnie une analyse du sang de son malade, et le médecin de la Compagnie qui avait

visité celui-ci à l'hôpital sans l'autorisation de justice.

Saisie d'un pourvoi, la Cour de Cassation (Crim., 9 mai 1913. Rec. Pér. Assur. 1914, p. 14) casse l'arrêt en ce qu'il acquitte le médecin de l'hôpital, parce que l'art. 378 punit toute révélation du secret professionnel, même sans intention de nuire : le médecin n'avait pas à communiquer le résultat de ses observations à son confrère. Mais elle a rejeté le pourvoi formé contre le médecin de la Compagnie.

Une autre décision de la Chambre des Requêtes du 26 mai 1914 (Rec. Pér. Assur. 1914, p. 398) a néanmoins convenu que les règles du secret professionnel n'empêchent pas l'ouvrier de verser aux débats les certificats délivrés par le médecin qui lui a donné ses soins.

Si nous concluons sur cette matière épineuse du secret professionnel, nous pourrions poser en principe que le médecin traitant devra être guidé en toute occasion par l'intérêt de son client, et ne dévoiler les constatations qu'il a pu faire que tout et autant que l'exige cette préoccupation constante. Quant à l'expert et au médecin contre-visiteur, ils doivent se souvenir que leur mission se borne aux conséquences de l'accident, et qu'ils ont seulement le droit de révéler les lésions qui ouvrent le droit à indemnité : ils ne sauraient profiter de leur mission pour éclairer le patron ou l'assureur sur d'autres objets.

CONCLUSION

Ce système répressif qui essaie de prévoir dans leur infinie complexité les fraudes qui rongent la grande loi bienfaisante, est-il assez souple pour les punir toutes et contient-il en soi une force d'intimidation suffisante pour en prévenir le développement ?

Nous ne le croyons pas, nous rangeant à l'opinion qui le juge à la fois trop sévère et trop libéral : trop sévère dans sa lettre, dans les textes qui édictent des pénalités ; trop libéral dans son application par les tribunaux qui, contraints de proclamer souvent les délits constitués, adoucissent volontiers la peine, même pour les récidivistes.

Le châtiment est donc trop éloigné de la faute : le but de la loi ne peut être atteint.

Pourtant, l'application prochaine des Assurances Sociales donne à la répression de ces infractions une importance exceptionnelle. S'il est vrai que dans les accidents du travail les abus constatés sont à juste titre inquiétants, leur nombre et leur portée sociale ne seront-ils pas bien plus grands dans un domaine si favorable ? Il ne s'agira plus d'accidents qui provoquent des lésions apparentes et dont la réalité n'est établie que par l'affirmation des témoins, mais de maladies insidieuses, où les dires de l'assuré feront trop fréquemment, en l'absence de signes objectifs, le diagnostic du médecin. C'est assez dire la confiance que le débiteur des indemnités doit accorder à ses assurés et aux médecins.

Indiquer les analogies entre les abus précédem-

ment décrits et ceux que les Assurances Sociales feront naître; résumer en de brèves considérations les systèmes qui ont été proposés pour en diminuer le nombre : tel sera l'objet de ces dernières pages.

I

Nous avons déjà signalé d'un mot avec quelle facilité il sera possible d'exploiter la loi du 5 avril 1928 et surtout les dispositions qu'elle prévoit pour garantir des indemnités en cas de maladie. La complaisance dangereuse qu'apporteront trop de médecins à délivrer des certificats inexacts, dans le double but de percevoir des honoraires plus élevés et d'obliger un client, doit être mise au premier plan. Car elle permettra toutes les supercheries : elle engendrera toutes les compromissions. Dans cette ambiance favorable, ce sera l'apogée des simulateurs dont l'imagination découvrira sans peine le moyen pratique de tromper quelquefois leur propre médecin, et toujours celui de la Caisse d'Assurances. Feindre un accident exigeait de l'habileté, voire même un certain courage; il fallait une mise en scène où chaque complice tenait un rôle; l'ouvrier allait jusqu'à fabriquer des plaies, jusqu'à torturer sa propre chair, pour monnayer ses souffrances. Mais dans l'assurance-maladie, ce sera la fraude sans gloire, celle que pratiquent dans les armées de tous les temps les innombrables paresseux, dont Courte-line a dressé le type en des pages inoubliables.

Il sera difficile également de trouver réalisés les éléments constitutifs de l'escroquerie, et surtout les manœuvres frauduleuses. Un concours de circonstances vraiment rare sera nécessaire, qui ne se rencontrera que dans des hypothèses plus complexes, comme le cumul d'indemnités perçues à deux Caisses différentes, ou le cumul du plein salaire avec les

prestations d'assurance. D'ailleurs les ouvriers mal-honnêtes trouveront chez leurs camarades de chantier une inépuisable complaisance et ce sera le trafic des cartes d'assurés, parfaitement analogue à celui des pièces d'identité que nous avons signalé.

Le racolage du malade par les rabatteurs à la solde des médecins s'opérera par les procédés ordinaires et notamment au moyen des ristournes sur les honoraires, avec cette différence toutefois que celles-ci prendront sans doute une autre forme : le médecin n'exigera pas du malade le paiement de la part d'honoraires qui doit rester à sa charge personnelle (art. 4 §§ 5 et 6 de la loi du 5 avril 1928).

Enfin, pour ces praticiens d'honorabilité douteuse qui par des moyens divers se seront acquis dans les centres ouvriers le monopole des soins à donner aux assurés sociaux, il ne saura être question de remplir sérieusement leur rôle. Ils devront compenser par le nombre des malades la modicité des tarifs qu'ils auront dû consentir aux Caisses : ils seront rémunérés sur la quantité ! Aussi leur besogne sera-t-elle bien plus de remplir des formalités administratives, que les Caisses multiplieront volontiers, que d'examiner et de guérir les malades, partie négligeable de leurs préoccupations.

Ce sombre tableau n'est malheureusement pas le fait d'un pessimisme que certains croyants nommeraient plutôt défaitisme. Les assurances sociales ne sont une innovation que dans la loi française; elles fonctionnent depuis de longues années en Allemagne et les résultats qu'elles ont donnés sont consignés dans une littérature extrêmement abondante illustrée par de très nombreuses statistiques. Les indications qui précèdent ne sont qu'un faible reflet des doléances que l'on enregistre. Ecoutez plutôt le docteur Liek dont l'ouvrage sur les Assurances Sociales récemment traduit par MM. Lautzenberg eut en France et en Allemagne un grand retentissement :

« L'assurance-maladie favorise la mollesse du corps et de l'esprit et conduit à une éternisation voulue de la maladie. Qu'on parcoure les registres des Médecins de Caisses occupés. Pour quelles ridicules vétilles ne vient-on pas chez le médecin ! De solides gaillards viennent signaler de microscopiques blessures cutanées et désirent être reconnus incapables de travailler. La moindre rougeur des amygdales, la plus légère dyspepsie, un coryza bénin, *l'armée des malades imaginaires*, voilà ce qui remplit la salle d'attente chez les médecins de Caisses. Des confrères expérimentés estiment que les deux tiers au moins des prestations des médecins de Caisses sont superflues. Un traitement médical superflu est souvent nuisible hélas ! et conduit à la neurasthénie, à l'hypocondrie, à l'éternisation de la maladie ! »

Dans d'autres passages de son livre, le Dr Liek signale des abus absolument identiques à ceux qui se produisent en France autour de la loi de 1898. Le malade de Caisse ne se rend pas chez le médecin consciencieux, qui se refuserait à remplir ses volontés et à lui donner l'incapacité qu'il souhaite, mais chez celui qui « d'un cœur léger délivre tous les certificats qu'on lui demande et accorde largement des journées de repos ». On constate dans l'immense masse des assurés une dégénérescence morale qui se traduit par l'idée fixe de l'indemnité : on ne songe qu'à tirer parti des avantages conférés par les Caisses, même au détriment de sa santé ; et l'on glisse, par une évolution insensible, vers la fraude et la simulation, tandis que les médecins ne trouvent plus le courage de refuser les certificats de complaisance : ils savent trop que le confrère voisin, moins scrupuleux, s'empressera de déférer au désir de l'assuré.

Certains — « les Lions de Caisses » — ont en quelque sorte *trusté* la clientèle d'une ville ou d'une région et leurs registres se couvrent rapidement des signatures de leurs malades. Très mal payés, ils vi-

vent à la vitesse du travail, et le nombre de clients — 150 par jour pour certains ! — suffit à établir la mauvaise qualité des soins qu'ils donnent. Autour d'eux des pharmacies se livrent à un scandaleux trafic : elles délivrent en série des tisanes, certaines spécialités, voire des parfums, contre les ordonnances chiffrées remises par leur correspondant.

S'étonnera-t-on dès lors en voyant les statistiques établir une énorme proportion de faux malades, jusqu'à 60 % parfois ? L'approche de fêtes ou des dimanches est le signal d'une progression dans les déclarations d'incapacités. C'est l'apparition d'affections inconnues autrefois : la plus célèbre est la *fièvre de Noël* qui frappe, au moment où ils le désirent, ceux qui éprouvent le besoin de passer en famille les fêtes de Noël, dans une oisiveté rémunératrice.

Parmi les statistiques, citons l'une des moins impressionnantes. Elle porte sur 4319 malades. A l'annonce du contrôle, 1116 assurés se déclarèrent guéris, tandis que 986 étaient reconnus aptes à reprendre immédiatement le travail. 238 prudemment ne s'étaient pas présentés. 1979 seulement — moins de la moitié ! — ont été jugés réellement atteints !

Pour éviter cette exploitation éhontée, le législateur français de 1928 a prévu certaines pénalités, directement inspirées de celles qui existent dans les accidents du travail.

C'est d'abord l'article 65, § 1 de la loi qui prévoit une amende de 16 à 500 fr. contre quiconque « se rendra coupable de fraude ou de fausse déclaration pour obtenir ou faire obtenir ou tenter de faire obtenir des prestations non dues », sans préjudice de l'application de l'article 405 du Code Pénal. Ce texte est plus compréhensif que l'article 30 de la loi de 1898 qui ne punit que le faux certificat émanant d'un médecin.

L'article 67, § 3 sanctionne d'une peine accessoire

consistant en l'exclusion des services de l'assurance cette interdiction aux médecins d'insérer dans leurs certificats des fausses déclarations intentionnelles; dans le cas de collusion avec l'assuré, il édicte une amende de 100 à 2.000 fr. et un emprisonnement de 6 jours à trois mois, « sans préjudice de peines plus fortes », si les éléments constitutifs de l'escroquerie se trouvent réunis.

Pour proscrire le racolage des malades, l'article 67, § 1^{er} prévoit « une amende de 100 fr. à 2.000 fr. et un emprisonnement de 6 jours à deux mois, ou l'une de ces deux peines seulement contre quiconque, par menaces, dons, promesses d'argent, ristournes sur les honoraires médicaux ou fournitures pharmaceutiques, faits à des assurés ou à des Caisses d'assurances ou à toute autre personne aura attiré ou tenté d'*attirer* ou de *retenir* les bénéficiaires de la présente loi dans une clinique ou cabinet médical ou officine de pharmacie ».

Dans le cas de récidive, le maximum des deux peines sera prononcé contre le délinquant (art. 67, § 2) qui pourra de plus être condamné à l'affichage du jugement.

Ce rapide examen a eu pour objet de montrer avec quel soin le législateur de 1928 a voulu réprimer les abus. Doit-il se flatter d'y avoir réussi ? Nous ne le croyons pas. Punir n'est rien, quand la fraude prendra des formes si diverses qu'elle échappera au coup des textes immuables dirigés contre elle. Trop d'infractions aussi seront commises, qu'il sera matériellement impossible de poursuivre.

La réforme si utile et si belle dans son principe sera-t-elle ainsi vouée à l'échec ? Non, sans doute, à la condition de disposer d'un corps médical intègre, non seulement dans sa majorité, mais, si l'on peut dire, dans son *unanimité*.

II

Sans doute il importe de bien proclamer que l'immense majorité des médecins suit l'exemple de ceux qui toujours se dévouèrent au service de l'humanité souffrante avec tout leur talent et tout leur cœur. Les admirables traits d'héroïsme que la guerre ajouta à cette gloire, l'intelligente opiniâtreté — et combien dangereuse ! — que tous mirent à disputer tant de vies à la douleur et à la mort, sont dans règles traditionnelles de la profession.

Pourquoi, la paix venue, d'autres préoccupations ont-elles troublé le sentiment de leur devoir chez certains praticiens ? Les raisons sont multiples que le sociologue dégagerait aisément. La principale réside dans la difficulté croissante pour les débutants de trouver dans l'exercice irréprochable de leur art des ressources suffisantes. Beaucoup pour conserver et pour accroître l'humble clientèle qu'ils ont à grand peine rassemblée font preuve avec elle d'une coupable faiblesse. On comprend, sans excuser, qu'ils aient pu de là s'abaisser, qui à l'exploitation des Compagnies d'assurances, qui au trafic des carnets de mutilés.

D'aucuns se réjouissent de l'avènement des Assurances Sociales qui procurera à leur activité peu scrupuleuse un domaine immense et nouveau. Leur joie impatiente est un signe éloquent de leurs intentions. Leur présence dans le corps médical constitue une menace dirigée contre la réforme, si juste et si belle en soi. Les Assurances Sociales, a dit le Professeur Weiss à la tribune de l'Académie de Médecine (1), sont un danger pour la moralité du Corps médical.

Aussi des maîtres réputés, à l'impartialité de qui l'on se plaît unanimement à rendre hommage,

(1) Séance du 3 décembre 1929 (Presse Médicale, 7 décembre 1929).

croient-ils indispensables une renaissance de la conscience professionnelle, espérant d'elle une résurrection de l'éminente dignité de la médecine.

Certains, au premier rang desquels le professeur Balthazard, propose l'institution d'une surveillance constante, exercée sur chaque médecin par l'assemblée de ses pairs. Les « Chambres médicales » (1), ou, comme les avocats, l'« Ordre des médecins » disposeraient d'un pouvoir disciplinaire étendu : ils prendraient contre leurs membres convaincus d'infractions aux règles déontologiques en vigueur des sanctions efficaces : les plus graves seraient la suspension ou l'interdiction temporaire et même perpétuelle d'exercer la médecine en France. C'est un système analogue qui est suggéré par MM. Vallat et Barthe, députés, dans une proposition de loi déposée sur le bureau de la Chambre, le 28 novembre 1928.

La Société de médecine légale et la Société générale des Prisons ont examiné cette proposition de loi au cours de séances communes. Elles ont le 10 février 1930 adopté le projet présenté par M. Liouville, après lui avoir fait subir quelques modifications. Ce projet prévoit un ordre par département et proclame son indépendance vis-à-vis des Syndicats professionnels. Le Conseil de l'Ordre serait chargé d'exercer sur les médecins établis dans sa circonscription une surveillance active. Il aurait le droit de prononcer des peines allant jusqu'à la radiation du tableau; l'appel de ses décisions serait porté devant la Cour.

D'autres publicistes ont estimé que seule la formule syndicaliste appliquée obligatoirement à la généralité des médecins serait capable d'aboutir à la sauvegarde de l'honneur professionnels. Ils préconi-

(1) Solution adoptée dans le rapport de la Commission nommée par l'Académie de Médecine (Bulletin de l'Académie, 1929, N° 22. Séance du 11 juin 1929).

sent l'extension des *Conseils de famille*, dont les pouvoirs sont actuellement des plus restreints (1).

Quelques-uns enfin nient l'utilité d'une réforme de la profession : ils soutiennent qu'aucune faute professionnelle, si elle ne constitue un délit de droit commun, n'est assez grave pour que son auteur mérite la privation du droit d'exercer sa profession. Ils craignent que les membres dirigeants des Ordres que l'on préconise ne forment une gérontocratie assurée dans les préjugés d'une caste et qu'ils n'empêchent le progrès de la science et de l'art.

C'est ainsi que le professeur Jean Lépine, doyen de la Faculté de Médecine de Bordeaux, dans plusieurs communications faites à la presse, a émis l'avis que la crise de moralité que subissait actuellement la corporation médicale est un fait d'ordre général, constaté dans tous les milieux; autrefois les médecins étaient recrutés dans les professions libérales qui avaient le mépris de l'argent et le plus haut sentiment de la probité et de l'honneur; aujourd'hui, ils viennent de classes plus riches, mais moralement inférieures. Contre ce fait social inéluctable, l'action des hommes est impuissante : ils doivent s'incliner devant ce qui les dépasse.

Ainsi les controverses les plus ardentes, agitent les milieux médicaux; on en trouve l'écho dans les articles innombrables qui remplissent leurs périodiques.

Et c'est là un fait bien caractéristique qu'il convient de souligner en terminant : tout le monde s'accorde pour admettre qu'un essai d'organisation doit être tenté : on ne discute que sur les détails.

Les divergences actuelles d'opinions, pour confuses qu'elles puissent paraître, serviront certainement à montrer la gravité du problème et le soin qu'il faut apporter à la découverte de sa solution. L'initiative

(1) Voir cette thèse exposée en de nombreuses livraisons du *Concours médical* de 1929.

hardie et intelligente de quelques esprits d'élite imposera à la masse et le temps se chargera du reste.

Il faut donc accorder aux scandales des accidents du travail ce mérite qu'ils ont attiré l'attention sur une question capitale pour une société moderne. Ils ont inspiré les efforts aujourd'hui tentés pour une administration meilleure de la médecine. Ils auront ainsi contribué à rendre à la profession le respect dont elle était jadis entourée.

« Que les médecins se rassurent, disait en 1835 le procureur général Dupin, l'exercice de leur art n'est pas mis en péril : la gloire et la réputation de ceux qui le pratiquent avec tant d'avantage pour l'humanité ne seront pas compromis par la faute d'un homme qui aura failli sous le titre de Docteur. On ne conclut pas, on conclurait mal du particulier au général, et d'un fait isolé à des cas qui n'offrait rien de semblable. Chaque profession renferme dans son sein des hommes dont elle s'enorgueillit et d'autres qu'elle désavoue ».

Vu :

Le Président de la Thèse,
H. DONNEDIEU DE VABRES.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux.

- Professeur BALTHAZARD. — *Précis de Médecine Légale* : 4^e édition. Paris. J.-B. Baillière, 1928.
- CABOUAT. — *Traité des Accidents du Travail*. 2 volumes. Paris, 1901-1907.
- *De l'extension du risque professionnel aux entreprises commerciales, aux employeurs et employés non assujettis et aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs et aux exploitations forestières*. 2 volumes. Sirey, 1914-1916.
- *De l'extension du risque professionnel aux maladies d'origine professionnelle* : publié dans la Revue générale des Accidents du Travail 1920, p. 203 sqq.
- CHAUVEAU ET FAUSTIN HÉLIE. — *Théorie du Code Pénal*. 7 volumes (revision de MM. Villey et Mesnard). Paris, 1887-1908.
- DEGOIS. — *Traité Élémentaire de Droit Criminel*. Paris, 1911.
- GARCON. — *Code Pénal annoté*. Paris, 1901-1906.
- R. GARRAUD. — *Traité théorique et pratique du Droit pénal français*, 5 volumes.
- G. LE POITEVIN. — *Dictionnaire formulaire des Parquets et de la police judiciaire*. 4 volumes, 6^e édition. Paris, Rousseau, 1928.
- LOUBAT. — *Du risque professionnel*. 3^e édition, 2 volumes. Paris, 1907.
- J. A. ROUX. — *Cours de Droit Criminel français*, 1927. 2 volumes. Paris.
- SACHET. — *Traité théorique et pratique de la législation des Accidents du Travail*. 7^e édition, 3 volumes. Paris, Sirey, 1926.
- G. VIDAL. — *Cours de Droit Criminel et de Science Pénitentiaire*. Paris. 7^e édition, 1928.

Ouvrages spéciaux.

- ADAM (Jean). — *Le médecin contrôleur dans les accidents du travail et les maladies professionnelles* (thèse médecine, 1925).
- BONNASSE-BLANCHOU. — *De l'abus de confiance* (thèse). Paris, 1897.
- BOUE. — *De l'abus de confiance* (thèse). Paris, 1899.
- Pr. P. BROUARDEL. — *La responsabilité médicale*, 1898. *L'exercice de la médecine et le charlatanisme*, 1899. Paris. (Cours de Médecine légale à la Faculté de Médecine).
- P. BROUARDEL. — *Le secret médical*, 1898. Paris. (Cours de Médecine légale à la Faculté de Médecine). *La profession médicale au commencement du XX^e siècle*. Paris, 1903.
- G. BROUARDEL. — *Les accidents du travail : guide du médecin*, 1906. Paris.
- D^r CHAUVEAU. — *Les Assurances sociales*. Paris. Payot, 1923. *La loi sur les Assurances Sociales*. Paris. Libr. Générale de Droit, 1929.
- * DAVID. — *De l'exercice illégal de la médecine*, thèse, 1904.
- DONNEDIEU DE VABRES. — *La justice pénale d'aujourd'hui*, 1929. Paris.
- DORIGNY. — *Théorie et pratique du délit d'escroquerie*, 1899.
- GEORGEL. — *Etude juridique des cliniques médicales privées non gratuites*, thèse, 1925.
- GERME. — *De la dignité et du charlatanisme en médecine*, 1887.
- D^r GIRAUD. — *Etude sur les blessures simulées dans l'industrie*. Lille, thèse, 1895.
- Edmond de GISCARDE. — *La fraude, la sinistrose et les médecins marrons dans les accidents du travail*, 1921.
- Francisque GOYET. — *Précis de droit Pénal spécial*, 1925.. Sirey.
- HÉRIARD. — *De la distinction du faux en écritures et de l'escroquerie*, thèse, 1901.
- JACQUEMONT. — *Escrocs et demi-escrocs, étude pratique de l'escroquerie et du vol*. Paris, 1913.
- MALLET. — *De l'escroquerie*, thèse, Paris, 1896.
- MOITESSIER. — *De la tentative d'escroquerie*, thèse, 1907. Aix.
- FABON. — *Manuel juridique des médecins, dentistes et sages-femmes*. Paris, 1894.

D^r Charles PÉRIER. — *Accidentés, médecins, assureurs*, 1912. Paris.

A. PERRAUD-CHARMANTIER. — *Le secret professionnel, ses limites, ses abus*, 1926. Paris.

D^r RAMÉ. — *Etude au point de vue médical de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail*, 1901 (thèse de médecine).

SAINT-AURENS. — *Les charlatans de la médecine*, 1904. Paris.

PLAN DE L'OUVRAGE

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

Le délit d'escroquerie dans les accidents du travail.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE.

I. Historique de la fraude en matière d'assurance	13
II. Abus auxquels donne lieu la loi du 9 Avril 1898	18
III. Organisation technique actuelle de la fraude dans les accidents du travail	22

CHAPITRE PREMIER.

LE DÉLIT D'ESCROQUERIE PROPREMENT DIT DANS LES ACCIDENTS DU TRAVAIL	31
---	----

Section I. — <i>Eléments constitutifs du délit</i>	34
--	----

<i>Premier élément : Emploi de moyens délictueux énumérés par l'article 405 du Code Pénal</i>	35
--	----

A) Usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité.	35
---	----

B) Emploi de manœuvres frauduleuses	37
---	----

a) Mise en scène créée par l'agent	40
--	----

b) Production de pièces, certificats faux; distinction entre l'escroquerie et le faux ..	42
--	----

c) Intervention de tiers	46
--------------------------------	----

d) Reprise clandestine du travail	50
---	----

But vers lequel doivent tendre les manœuvres	57
---	----

1) Persuader de l'existence de fausses entreprises	58
--	----

2) Persuader de la réalité d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire	59
---	----

<i>Deuxième élément : Remise ou délivrance des fonds ou titres</i>	60
--	----

<i>Troisième élément : Le détournement des espèces.</i>	60
---	----

Section II. — <i>De la tentative d'escroquerie</i>	61
--	----

Rappel de la théorie de la tentative en matière d'escroquerie	61
---	----

Éléments de la tentative punissable dans l'escroquerie aux accidents du travail	65
---	----

<i>Section III. — De la complicité dans le délit d'escroquerie</i>	68
Rappel des conditions requises pour l'application des peines de la complicité	68
A) Faits de complicité antérieurs au délit principal	69
B) Faits de complicité concomitants du délit	71

CHAPITRE DEUXIÈME.

LE DÉLIT D'ESCROQUERIE A L'ACCIDENT DU TRAVAIL ENVISAGÉ DANS SES COMPLICATIONS ET DANS LES DÉLITS QUI LUI SONT CONNEXÉS	79
<i>Section I. — L'exercice illégal de la médecine dans ses rapports avec les accidents du travail.</i>	80
A) Eléments constitutifs du délit	82
B) Application de ces principes aux Accidents du Travail	86
<i>Section II. — L'exercice illégal de la pharmacie dans ses rapports avec les accidents du travail</i>	89
<i>Section III. — Le détournement de fournitures pharmaceutiques</i>	90
Position pratique de la question	90
Est-ce un abus de confiance ou une escroquerie ?	92
<i>Section IV. — Les agissements délictueux dont peuvent se rendre coupables les mandataires de médecins</i> ..	93
Position pratique de la question	93
Cas où il y aura abus de blanc-seing et cas où il y aura escroquerie	95

CHAPITRE TROISIÈME.

CONSÉQUENCES JURIDIQUES DES DÉLITS	99
<i>Section I. — Pénalités encourues</i>	99
Pour l'escroquerie	99
Pour l'exercice illégal de la médecine	100
Peine accessoire pour le condamné médecin	100
<i>Section II. — Actions civiles nées du délit</i>	102
A) Action du patron ou de l'assureur	103
B) Action des Syndicats de Médecins et de Pharmaciens	108
<i>Section III. — Effets de la chose jugée au pénal sur les actions civiles de la loi de 1898</i>	113

DEUXIEME PARTIE

**Le système répressif spécial à la législation
des accidents du travail.**

INTRODUCTION : Caractères et but de ce système répressif	121
--	-----

CHAPITRE PREMIER.

LE PRINCIPE DU LIBRE CHOIX	123
Raisons d'être de l'article 4 de la loi de 1898	123
Conséquences du principe du libre choix	124

CHAPITRE DEUXIÈME.

LES DÉLITS DE L'ARTICLE 30 DE LA LOI DE 1898	127
1) Délit des intermédiaires. Eléments constitutifs.	128
2) Retenue des primes d'assurances sur le salaire des ouvriers	131
3) Atteintes à la liberté pour l'ouvrier de choisir son médecin. Eléments constitutifs du délit ...	132
4) Certificats médicaux mensongers. Eléments constitutifs du délit	135

CHAPITRE TROISIÈME.

L'ARTICLE 11 DE LA LOI DU 25 OCTOBRE 1919	137
Objet de cette disposition légale	137
<i>Premier élément : Manœuvres délictueuses</i>	140
a) Menaces	140
b) Don	141
c) Promesse d'argent	142
d) Ristourne sur les honoraires médicaux et phar- maceutiques	142
<i>Deuxième élément : But vers lequel doivent tendre ces manœuvres</i>	143
<i>Troisième élément : Bénéficiaires des prestations inter- dites</i>	146
Répression de la tentative et de la complicité ..	147
Conséquences juridiques du délit	149

CHAPITRE QUATRIÈME.

LES QUELQUES DIFFICULTÉS IMPORTANTES QUE SOULÈVE LA PRATIQUE	153
---	-----

A) <i>Les dispensaires des Compagnies ou des Chefs d'entreprise</i>	153
B) <i>Du règlement à forfait des honoraires médicaux</i>	156
Validité des forfaits à tant par jour d'incapacité.	156
Illégalité des forfaits à tant par blessé	157
C) <i>Le remboursement des frais de déplacement exposés par le blessé pour se rendre à un cabinet médical</i>	158
Intérêt de la question	158
Comment elle se pose en pratique ?	159
Argumentation de M. Cabouat	161
Démonstration de la légalité du remboursement opéré par le patron ou l'assureur ...	163
Cas dans lesquels le remboursement par le médecin sera légal	166

CHAPITRE CINQUIÈME.

LE SECRET MÉDICAL (art. 378 du Code Pénal) ET LA LÉGIS- LATION DU TRAVAIL	173
Atteinte apparente de la loi de 1898 au secret mé- dical	173
Moyen de concilier les obligations que la loi de 1898 impose au médecin traitant et à l'ouvrier avec l'article 378 du Code Pénal	176
L'expert et le médecin contrôleur sont-ils tenus au secret ?	178
CONCLUSION	181



